



Plan Climat Énergie Territoire (PCET) du Conseil général de l'Allier

Plan d'actions

Décembre 2013

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
INTRODUCTION	5
I. VOLET INTERNE : POUR UNE COLLECTIVITE EXEMPLAIRE	7
I.A - Bâtiment / Energie	9
Action n°1 : Etablir un plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public du Conseil général.....	10
I.B - Transport / Mobilité	14
Action n°2 : Etablir un Plan Interne de Mobilité (PIM) pour les trajets domicile-travail	15
Action n°3 : Développer de nouveaux outils pour les trajets professionnels.....	18
Action n°4 : Promouvoir la charte « Objectif CO ₂ ».....	21
Action n°5 : Réduire l'impact environnemental de l'entretien des routes.....	23
I. C - Sensibilisation et communication.....	26
Action n°6 : Communiquer et sensibiliser les agents sur les actions menées et leurs résultats.	26
II. VOLET EXTERNE : CONSTRUIRE LE DEPARTEMENT DE DEMAIN	28
II.A - Transport.....	32
Action n°7 : Développer les aires de covoiturage sur le département.....	33
Action n°8 : Expérimenter des solutions innovantes au véhicule individuel	36
Action n°9 : Etablir un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes électriques.....	37
II. B - Energie.....	40
Action n°10 : Soutenir les projets de méthanisation	43
Action n°11 : Soutenir l'ensemble de la filière bois énergie.....	47
Action n°12 : Développer une structure juridique capable de porter, de gérer et de financer les actions 9, 10 et 11 du Plan Climat.....	50

Action n°13 : Aider et accompagner les particuliers dans la transition vers les énergies renouvelables	53
Action n°14 : Favoriser la rénovation énergétique du parc privé et public des logements les plus énergivores.....	57
Action n°15 : Renforcer l'accès à une information neutre et gratuite à l'ensemble de la population sur la thématique de l'énergie et de l'habitat	60
Action n°16 : Renforcer l'aide aux collectivités dans leurs projets liés à la rénovation, l'extension ou la construction de patrimoine public.	63
II. C - Déchet	66
Action n°17 : Mettre en œuvre les plans et programmes de prévention des déchets.....	67
II. D - Agriculture	69
Action n°18 : Mettre en place un soutien aux bâtiments agricoles incluant des critères de conception bioclimatique.....	71
Action n°19 : Expérimenter des solutions de diversification des ressources agricoles comme l'agroforesterie.	73
II. E – Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire	75
Action n° 20 : Construire une vision prospective du département de demain en prenant en compte l'adaptation au changement climatique.....	76
II. F - Sensibilisation et communication	78
Action n°21 : Communiquer largement et sensibiliser tous les acteurs autour du Plan Climat sur son volet externe	78
ANNEXE 1 : BUDGET PCET 2014-2018 EN FONCTIONNEMENT.....	81
ANNEXE 2 : BUDGET PCET 2014-2018 EN INVESTISSEMENT.....	84
ANNEXE 3 : TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ACTIONS	87

PREAMBULE

Le Conseil général de l'Allier développe au travers du concept des « nouvelles ruralités » l'ambition d'un territoire solidaire, équilibré et dotés de valeurs fortes.

Un territoire **attractif** sur le plan économique avec une place importante pour l'innovation, la créativité et le savoir-faire rural.

Un territoire qui défend et protège ses habitants en lui offrant des **services publics performants**, en favorisant un **équilibre de développement** de son espace et en encourageant le vivre ensemble.

Un territoire à la **nature protégée** en mettant l'accent sur la qualité de vie, en proposant des déplacements facilités et propres, un habitat sain et rénové ainsi qu'une agriculture autonome et diversifiée sans oublier un soutien fort aux énergies nouvelles.

Les territoires ruraux ont des atouts indéniables pour aller vers une réelle politique de **développement durable** qui consiste à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Au niveau international, des engagements ambitieux ont été pris pour répondre à la problématique du changement climatique. Ils se sont déclinés à tous les échelons : européens, nationaux, régionaux jusqu'à se traduire concrètement dans les Plan Climat Energie Territoire (PCET), document de planification opérationnel qui s'inscrit entièrement dans la politique départementale en cours de construction.

Le Conseil général est engagé dans le Plan Climat depuis 2010. Après la réalisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre qui a été présenté en commission général en novembre 2012, il doit désormais prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce document présente des actions **ambitieuses mais cohérentes** avec les objectifs régionaux et les nouvelles ruralités. Elles sont le fruit d'un **travail de fond et de concertation** mené avec les différents partenaires et services du Conseil général.

Le présent document détaille les actions proposées par le Conseil général de l'Allier pour la mise en place de son Plan Climat Energie Territoire (PCET). Il rappelle, en introduction, le contexte général et les objectifs visés. Puis il présente le plan d'actions qui se décompose en 2 grandes parties :

- **Le volet interne** (1^{ière} partie) : Il concerne toutes les activités directement liées au fonctionnement de l'institution. Il couvre des secteurs aussi variés que l'énergie consommée dans son patrimoine, le transport scolaire, les déplacements de ses agents, la réfection des routes départementales ou les repas de ses agents et des collégiens...
- **Le volet externe** (2^{ième} partie) : Il concerne toutes les émissions générées sur le territoire. Il couvre toutes les consommations d'énergies (particuliers, entreprises, tertiaire), l'agriculture ou les déplacements générés par les axes routiers et ferroviaires du département.

INTRODUCTION

Eléments de contexte

Au niveau international, des engagements ambitieux ont été pris pour répondre à la problématique du changement climatique. En 2008, la France, signataire du protocole de Kyoto, s'est engagée avec ses partenaires européens dans le paquet climat énergie dit des « 3 x 20 » :

- Réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Augmenter de 20% la production d'énergies renouvelables ;
- Réduire de 20% les consommations énergétiques en 2020.

Le tout d'ici 2020 et par rapport aux données de 1990.

Ces engagements sont pondérés pour chaque état, puis, en France, par chaque région : ce sont les **Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE)**.

En Auvergne, l'objectif est de :

- Accroître la production d'énergies renouvelables pour atteindre 30% de la consommation d'énergie finale en 2020 ;
- Diminuer la consommation d'énergie de 22,4% en 2020 par rapport à celle de 2008 ;
- Réduire de 15% les émissions de GES en 2020 par rapport à celles de 2007.

Enfin, la loi Grenelle impose aux collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants la rédaction d'un document de planification opérationnel compatible avec le SRCAE sur la base d'un bilan de leurs émissions de GES : le Plan Climat Energie Territorial (PCET ou Plan Climat). En Allier, les trois Communautés d'Agglomération de Vichy, Moulins et Montluçon ainsi que les deux Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher et Vichy Auvergne et le Conseil général entrent dans cette catégorie.

Afin de mettre en cohérence les différents programmes liés au développement durable mené par le Conseil général, le Plan Climat constitue le volet énergie de **l'Agenda 21**. Cette démarche volontaire du Conseil général pour le développement durable a été initiée dès 2006 dans le prolongement d'un engagement environnemental initié dans le début des années 90, développé et formalisé dans un schéma départemental de l'environnement adopté en 2003.

Le PCET du Conseil général de l'Allier

La nécessité de mettre en place un Plan Climat repose sur 2 constats :

- d'une part, notre modèle de développement économique est basé aux 2/3 sur des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) non renouvelables, de plus en plus chères et sources d'émissions importantes de GES ;
- d'autre part, une concentration trop élevée en GES dans l'atmosphère nous expose à un changement climatique dont les conséquences possibles (sécheresse, inondation, perte de biodiversité) rendent vulnérable nos secteurs d'activité.

Pour autant, il est fondamental de comprendre que le Plan Climat n'est pas une contrainte mais une opportunité d'évolution pour notre territoire. Il permettra au département de créer des **emplois non délocalisables** en favorisant les **circuits courts** et les **ressources locales**. Il permettra de soutenir le développement équilibré de notre département en favorisant une agriculture autonome et diversifiée, une qualité de vie améliorée et des transports moins polluants. Cela passera par une sensibilisation accrue de tous les acteurs et une importante communication.

Le Conseil général de l'Allier s'est engagé dans le PCET en 2010 via une **démarche unique en France** de coordination et de mutualisation avec les trois communautés d'agglomération du territoire et les Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher et Vichy Auvergne. Portés par une volonté de cohérence et d'efficacité des démarches, ces 6 collectivités du département ont décidé de mener une action conjointe et de collaborer ensemble pour proposer une lecture la plus complète du profil carbone des différents territoires.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre a été réalisé par le bureau d'études EcoAct pour permettre d'appréhender de manière globale les émissions générés par l'ensemble des activités présentes en Allier. Ce travail a été présenté lors d'une restitution commune à Montmarault en octobre 2012.

Un travail de fond a ensuite été mené avec les trois communautés d'agglomération de Vichy, Moulins et Montluçon pour **poursuivre la dynamique de co-construction et de mutualisation** des actions territoriales des PCET respectifs. Six réunions de travail réunissant plus d'une soixantaine d'acteurs du territoire (représentant des collectivités, du secteur privé, des partenaires institutionnels et du monde associatif) ont été organisées fin 2012 et début 2013.

Le PCET est un programme d'actions opérationnelles planifiées sur 5 ans de 2014 à 2018. Il s'appuie sur un bilan des émissions de GES qui doit être réactualisé tous les 3 ans afin de pouvoir suivre l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Ce PCET 1^{ière} génération 2014-2018 doit poser les bases d'une **nouvelle politique territoriale en faveur de l'environnement** qui s'inscrit pleinement dans le concept des **nouvelles ruralités**.

Suite à consultation du Préfet de Région et du Président du Conseil régional et aux avis favorables qu'ils ont exprimés, le Plan Climat Energie Territorial a été adopté par l'assemblée délibérante du Conseil général de l'Allier lors de la session de décembre 2013.

Organisation du Conseil général

Pour mettre en œuvre le Plan Climat du Conseil général de l'Allier, l'équipe projet est composée de :

- D'un chef de projet PCET ;
- D'un chargé de projet Déchets et Energie, supérieur hiérarchique de l'animateur ;
- D'un animateur du PCET ;
- D'un chargé de mission Agenda 21 ;

Leur rôle est de mobiliser les agents du Conseil général et les habitants de l'Allier pour les accompagner vers une société sobre en carbone.

A cette équipe projet sont associés :

- Un élu référent,
- Des instances de concertation, de pilotage et de décision,
- D'un réseau de partenaires techniques et administratifs composé notamment :
 - Du SDE03
 - De l'ADEME
 - De la DREAL
 - De la DDT
 - De la Communauté d'Agglomération de Moulins
 - De la Communauté d'Agglomération de Montluçon
 - De la Communauté d'Agglomération de Vichy
 - Du Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher
 - Du Pays de Vichy Val d'Allier

I. VOLET INTERNE : POUR UNE COLLECTIVITE EXEMPLAIRE

L'axe directeur de cette partie est de faire du Conseil général de l'Allier **une collectivité exemplaire** et transparente sur sa politique de développement durable en cohésion avec le concept des nouvelles ruralités, le vivre ensemble, l'Agenda 21 et son projet d'administration.

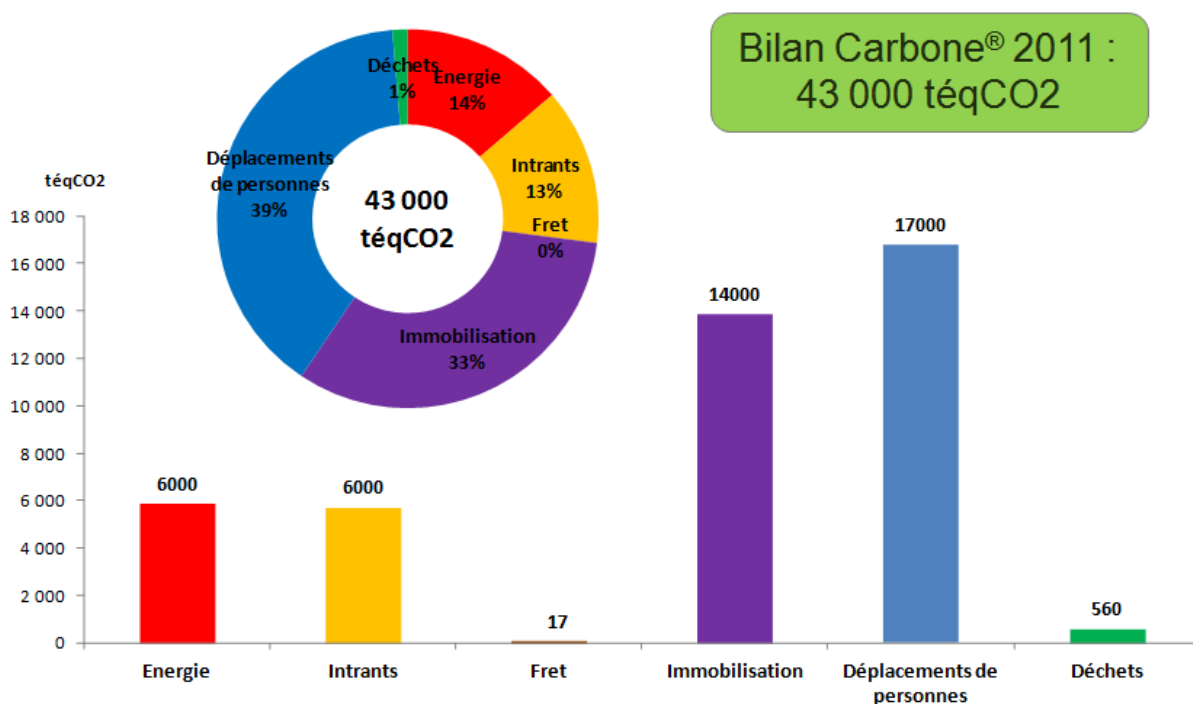
Eléments de contexte

Pour que les citoyens assimilent et comprennent les enjeux liés au Plan Climat, la collectivité doit être exemplaire.

D'après le bilan des émissions de gaz à effet de serre, le Conseil général doit agir en priorité sur **la rénovation thermique de son patrimoine** et sur **les déplacements**, notamment de ses agents. Ces deux secteurs représentent **près de 80% des émissions** hors immobilisations.

Sur le volet interne, le Conseil général **s'engage à atteindre** les objectifs du SRCAE, à savoir :

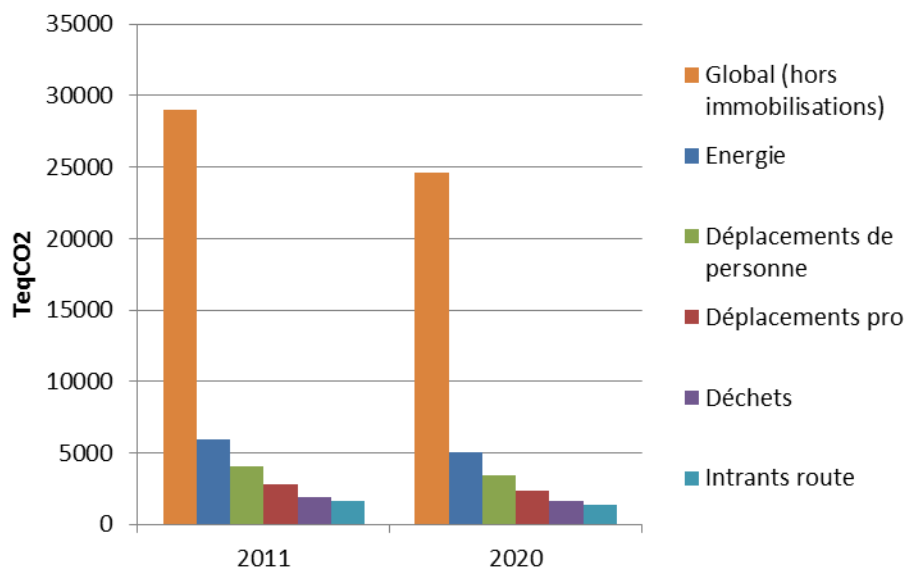
- Accroître la production d'énergies renouvelables pour atteindre 30% de la consommation d'énergie finale d'ici 2020 ;
- Diminuer la consommation d'énergie de 22,4% en 2020 par rapport à celle de 2008 ;
- Réduire de 15% les émissions de GES en 2020 par rapport à celles de 2007.



Profil des émissions de GES en 2011 par secteur - Volet interne

P

Objectif de réduction des émissions de Gaz à effet de serre entre 2011 et 2020 (hors immobilisations)



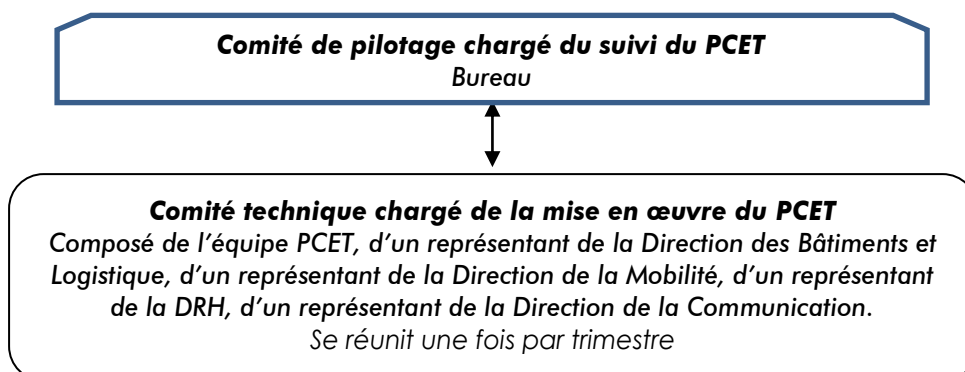
Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre entre 2011 et 2020 appliqués à chaque secteur du volet interne

Mise en œuvre et pilotage du volet interne

Chaque action proposée fait l'objet d'objectifs chiffrés et d'indicateurs de suivi afin d'être évaluée chaque année et ajustée si nécessaire.

Au niveau de la collecte des données, le Conseil général de l'Allier s'appuiera sur la méthode développée par le bureau d'études EcoAct qui lui a servi pour réaliser son BEGES. Une mise à jour des données sera effectuée chaque année grâce à la participation des référents des directions concernées. Le logiciel EcoDev servira de plate-forme pour compiler et synthétiser toutes ces données.

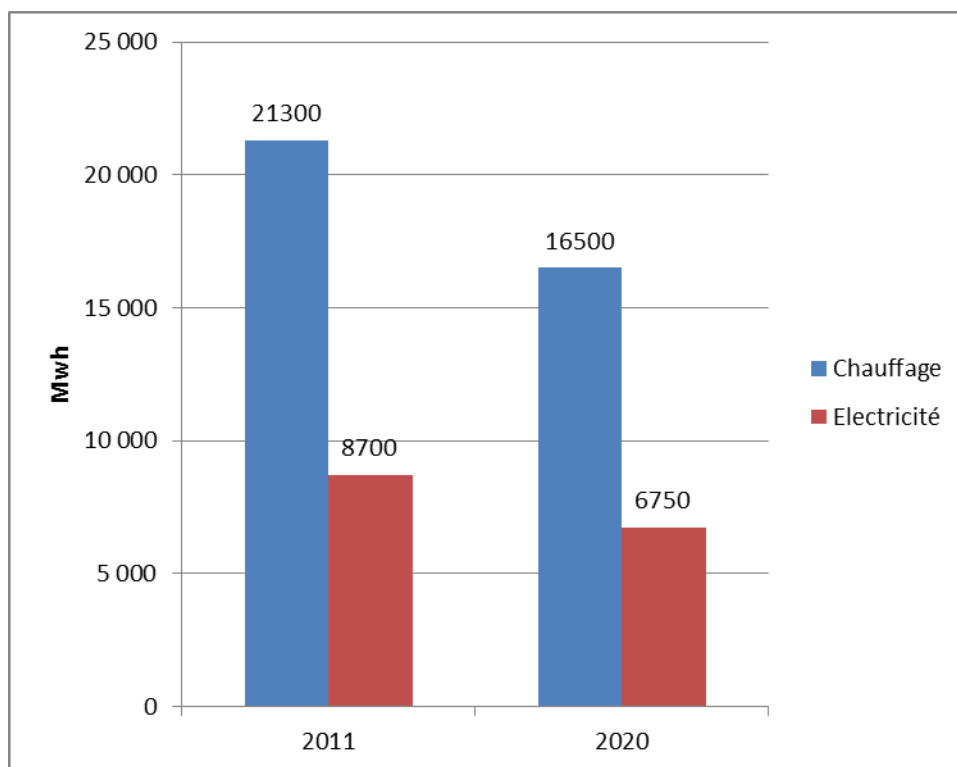
Par leur caractère transversal, ces actions feront partie le cas échéant du projet d'administration porté par le Conseil général. Un plan de communication viendra étayer les actions pour sensibiliser les agents aux enjeux du Plan climat.



I.A - Bâtiment / Energie

Objectif stratégique de la thématique : Réduire nos consommations énergétiques et privilégier l'emploi d'énergies renouvelables pour soutenir l'économie et les entreprises locales.

Objectifs de réduction des consommations énergétiques entre 2011 et 2020



L'objectif de baisse des consommations énergétiques est de 22,4 % entre 2011 et 2020.

- Pour les consommations liées au chauffage, il s'agit de passer de 21 300 Mwh en 2011 à 16 500 Mwh en 2020.
- Pour les consommations électriques, l'objectif est de passer de 8 700 Mwh en 2011 à 6 750 Mwh en 2020.

Avec 6 000 tonne équivalent CO₂ (teq CO₂), l'énergie est le second secteur émetteur de GES pour le volet interne. Néanmoins, c'est celui sur lequel le Conseil général a le plus de moyen d'actions pour atteindre les objectifs fixés. C'est la raison pour laquelle, l'action concernant la rénovation thermique du patrimoine et le développement des énergies renouvelables est la première mesure de ce PCET de première génération.

Action n°1 : Etablir un plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public du Conseil général

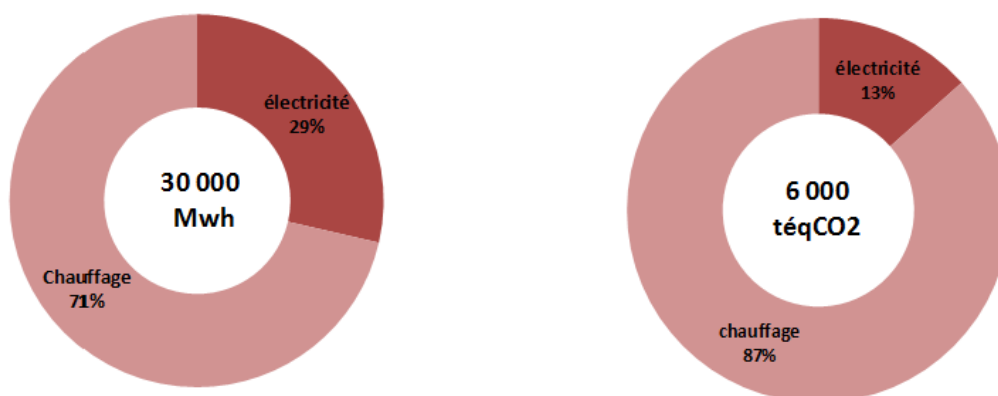
Objectif opérationnel : Réduire les consommations énergétiques de 22.4 % (- 6750 MWh) et atteindre 30 % d'énergies renouvelables (7 000 MWh) dans la consommation d'énergie finale en 2020.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.5 - Bâtiments : Encourager la sobriété énergétique dans le tertiaire.

Objectifs régionaux à l'horizon 2020 :

- Consommation d'énergie : - 38 %
- Emissions de gaz à effet de serre : - 39 %

Eléments de contexte



Répartition des consommations énergétiques et des émissions de GES générées sur le patrimoine du Conseil général (2011)

La rénovation interviendra sur les bâtiments les plus urgents et/ou les plus énergivores selon un plan à moyens termes. Le plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables devra également s'articuler avec le 7^{ième} plan collègue 2015/2018.

La majeure partie des consommations se trouvent aujourd'hui dans les collèges. Malgré leurs performances thermiques correctes, ils restent les plus gros consommateurs en valeur absolue (68 %). De nombreux travaux ont été menés dans le cadre des 6 derniers Plan Collège. Le septième plan est une opportunité pour continuer à planifier les investissements dans les collèges en privilégiant les économies d'énergie.

Les 32 % de consommations restantes correspondent à tous les autres bâtiments en gestion au Conseil général pour certains mal classés énergétiquement et source d'inconfort pour les usagers. Ils feront également l'objet de travaux d'améliorations énergétiques.

La majorité des consommations globales est liée au chauffage couvert au deux tiers par des sources énergétiques fossiles (pétrole, gaz, propane) dont les coûts ne cessent d'augmenter (+20 % en 3 ans). L'utilisation de la ressource bois peut entraîner potentiellement une division par 2 de la facture énergétique si tant est que la ressource soit correctement gérée.

Détails de l'action

- **Se doter d'un logiciel de suivi des consommations et d'une organisation du travail** permettant un suivi régulier et efficace ;
- **Recenser** les bâtiments urgents à rénover : système de fourniture en énergie obsolète, classe énergétique basse, inconfort des usagers ou des agents. Phase d'audit prévue sur 2014 pour un montant de 300 000 €.
- **Corriger** les aberrations : ce travail est en cours depuis 2011 avec un budget annuel de 250 000 € sur lequel le retour n'est pas encore possible par manque de recul.
- **Programmer et réaliser** des travaux de rénovation énergétique en développant une approche cohérente et globale du bâti au travers de l'efficacité énergétique, son accessibilité, son usage, son taux d'utilisation. Afin de ne pas « tuer le gisement » et ne pas perdre de vue les objectifs de réduction des émissions et des consommations post 2020, il sera nécessaire de réaliser des travaux de fond sur chaque bâtiment sélectionné plutôt qu'une multiplication de mesures correctives.
- **Développer les énergies renouvelables** : la réduction des besoins entrainera la réduction de la puissance des équipements à installer et leurs charges de fonctionnement. Les énergies renouvelables seront privilégiées en priorité dans les bâtiments chauffés au propane ou au fioul.
- **Suivre** les consommations énergétiques annuellement afin de quantifier les économies réalisées corrigées du climat et suivre l'impact carbone des actions du Conseil général.
- **Afficher** les consommations énergétiques de notre patrimoine dans le hall de chaque bâtiment conformément à la réglementation avec une comparaison pluriannuelle de leurs évolutions

Éléments financiers

Chaque année, 5 millions d'euros sont dépensés en factures énergétiques pour le Conseil général avec un taux de croissance moyen de 5 %.

Afin de construire un plan qui s'inscrit dans le long terme, la Direction des Bâtiments de la Logistique (DBL) et l'équipe projet Plan Climat proposent qu'une enveloppe significative soit débloquée en 2014 pour la réalisation d'études énergétiques permettant de planifier les travaux de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables. Sur la base de ce travail, le Conseil général de l'Allier sera ensuite en capacité de définir et de budgétiser un programme de travaux sur la durée du Plan Climat.

Toutes les aides mobilisables auprès de l'ADEME, du Conseil régional et du FEDER seront sollicitées. Les programmes de financements actuels arrivant à échéance fin 2013, le Conseil général est aujourd'hui en attente de connaître les conditions et modalités des futurs dispositifs afin de pouvoir adapter son plan de rénovation thermique en conséquence.

De plus les Certificats d'Economie d'Énergie (CEE) seront également valorisés au travers de la rénovation thermique du patrimoine (3 700 €/GWh cumac économisés en 2013). Leur montant sera proportionnel aux montants investis et à la qualité des travaux pour la rénovation thermique du patrimoine. Le Conseil général mettra tout en œuvre pour bénéficier au mieux des programmes de soutien à disposition.

Pour les réseaux de chaleur bois et le photovoltaïque, il est également prévu d'accélérer leurs développements. Pour cela, l'opportunité de se rapprocher du SDE03 pour nous accompagner

dans le développement des chaudières bois et du photovoltaïque et partager l'investissement sera étudiée.

Une réduction de 22,4 % de nos consommations aurait un impact de l'ordre d'un million d'euros d'économie par an à coût de l'énergie constant.

Bénéfices attendus

Sociaux :

La rénovation thermique du patrimoine du Conseil général traduit un engagement fort et visible pour le confort des usagers.

Economiques :

La rénovation thermique et le développement des énergies renouvelables constituent un véritable soutien aux ressources et entreprises locales. Selon les chiffres de la DREAL, pour chaque million d'euros investis dans la rénovation thermique, 8 emplois sont créés. Selon une étude de l'ADEME de 2007, le soutien à la plaquette forestière entraîne la création d'environ 3 emplois non délocalisables toutes les 1 000 tonnes équivalent pétrole (Tep) installées.

Environnementaux :

2 collèges sont d'ores et déjà raccordés à des réseaux de chaleur bois et le collège de Vallon en Sully dispose d'une chaudière dédiée. A moyen terme, le château de Bellevue, les archives départementales, les collèges François Villon, Jaligny, Lurcy-Lévis et Marcillat et 6 Centre Technique d'Entretien des Routes (CTER) pourraient être équipés en bois énergie. Le productible attendu serait de l'ordre 300 MWh pour les CTER, 1000 MWh pour le château et les archives et 1 500 MWh pour les collèges sans prendre en compte de baisses de consommation soit un premier total de 3 GWh de renouvelables, ou environ 40 % de l'objectif à 2020.

5 collèges ont été identifiés pour l'implantation de centrales photovoltaïques de 100 kW minimum sur des toitures terrasse à rénover : Cusset, Domerat, Jaligny, Lurcy Levis, Tronget et Jules Ferry.

Le développement de cette énergie sur notre patrimoine aura alors une incidence relativement faible sur les finances tout en soutenant une filière énergétique malmenée ces dernières années. Le productible attendu est de l'ordre de 500 MWh/an soit près de 6% de nos besoins électriques.

Dans le cas où le Conseil général serait limité en termes d'implantations de réseaux de chaleur bois énergie, et dans le but de mettre de la cohérence avec nos différentes actions sur le volet interne et externe, le Conseil général se laisse la possibilité d'avoir recours à l'achat de biogaz avec garanties d'origine pour l'alimentation de ses bâtiments en chauffage.

Nota : La loi Grenelle 2 prévoit que des travaux d'amélioration de la performance énergétique du parc tertiaire existant, public et privé, devront être réalisés dans un délai de 8 ans à compter du 1er janvier 2012. Un décret à venir doit déterminer la nature et les modalités de cette obligation de travaux, notamment les caractéristiques thermiques ou la performance énergétique à respecter.

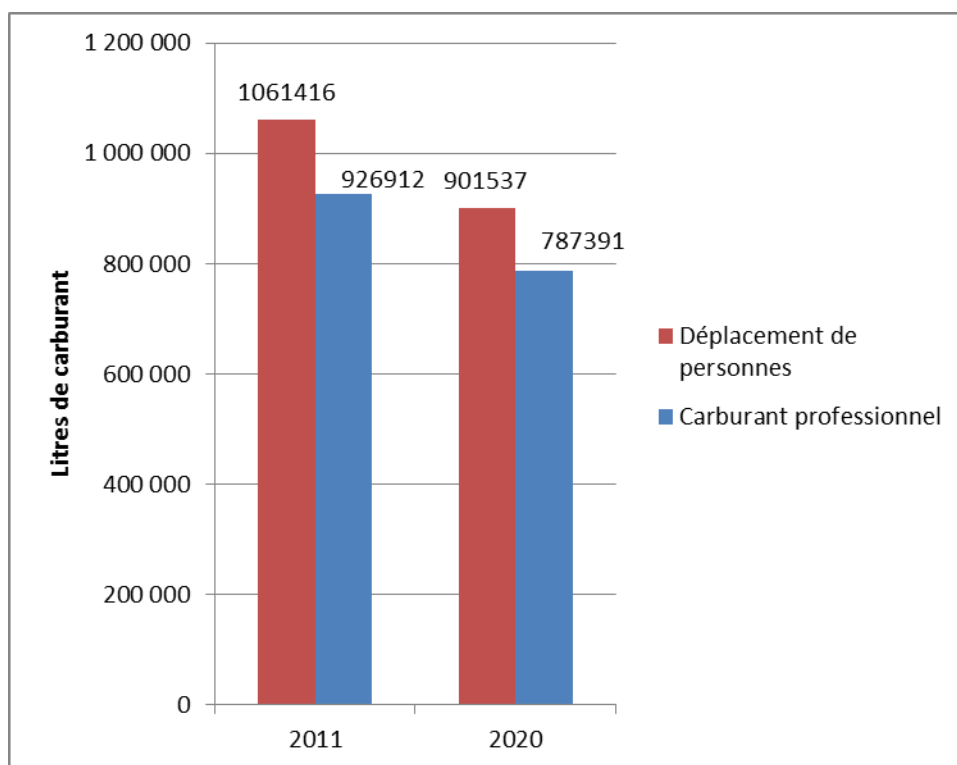
Tableau de synthèse Action 1	
Indicateurs	1/ Consommations énergétiques (conventionnelles et renouvelables) corrigées du climat via un logiciel adapté 2/ Travaux planifiés et réalisés (surface et budget) 3/ CO ₂ non rejeté 4/ CEE et kWh cumac associés
Pilote	Direction des Bâtiments et Logistique
Partenaires	ADEME / Région / SDE03
Budget 2014/2018	A définir en fonction des orientations retenues

Les recettes d'investissement seront à définir en fonction des futurs programmes de subvention définies par le FEDER, l'ADEME et le Conseil régional et les niveaux d'objectifs fixés pour les CEE.

I.B – Transport / Mobilité

Objectif stratégique de la thématique : Améliorer le suivi et la connaissance des déplacements afin de développer des outils efficaces pour réduire les consommations de carburants et les émissions de GES.

Objectifs de réduction des consommations de carburant entre 2011 et 2020 - Volet interne



En 2011 et 2020, l'objectif est de diminuer la consommation de carburants de 15 %.

- Pour le déplacement des personnes, l'objectif est de passer de 1 061 146 litres de carburants en 2011 à 901 537 en 2020 ;
- Pour la consommation de carburants liée aux déplacements professionnels, l'objectif est de passer de 926 912 litres en 2011 à 787 391 litres en 2020.

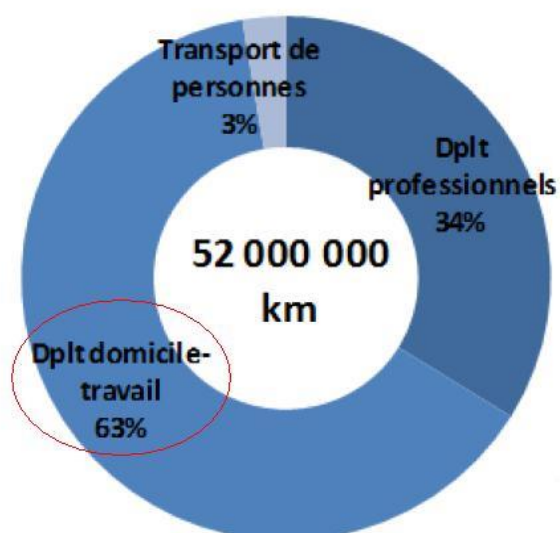
La mobilité est le premier secteur émetteur du volet interne du Conseil général. Néanmoins la collectivité constitue sur cette thématique plus une force d'accompagnement et d'incitation que de réalisation réelle. En effet, 2/3 des émissions de GES sont dues aux trajets domicile travail des agents. Dans ce cas précis, le Conseil général ne peut se substituer aux choix de mobilité de ses agents.

Action n°2 : Etablir un Plan Interne de Mobilité (PIM) pour les trajets domicile-travail

Objectif opérationnel : Réduire les émissions des agents liées aux trajets domicile/travail de 15%

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.13. Déplacement : Mettre en place de nouvelles pratiques et politiques réduisant l'impact de la voiture, hors transfert modal.

Eléments de contexte



Répartition des déplacements concernant le Conseil général de l'Allier en nombre de kilomètres (2011)

Les agents du Conseil général comme la majeure partie de population des territoires de l'Allier sont vulnérables face aux variations des prix des carburants car ils sont tributaires de la voiture individuelle pour se rendre au travail. D'après une enquête de 2009, les agents parcourent en moyenne 100 kilomètres aller/retour pour se rendre sur leurs lieux de travail.

On observe que la majorité des déplacements sur le volet interne correspond aux trajets domicile travail avec les 2/3 des distances parcourues. Il est indispensable d'affiner ce chiffre afin d'obtenir une base solide sur laquelle travailler. Les incertitudes sur ce chiffre sont importantes.

De nombreuses initiatives ont été prises notamment sur le covoiturage entre agents. Néanmoins, ces actions nécessitent une structure pérenne et une animation continue pour avoir un impact significatif.

L'objectif du PIM sera d'apporter de la cohérence entre les initiatives passées et futures de cette thématique, les outils et la manière de travailler au Conseil général tout en suivant annuellement l'évolution des déplacements des agents.

Détails de l'action

- **Améliorer la connaissance** des habitudes et des envies des agents. Avant tout, il semble nécessaire de relancer la dynamique autour de la question de la mobilité auprès des agents et de répertorier toutes les initiatives passées. La relance d'un questionnaire autour de ce thème et leur maturité face à des évolutions éventuelles ou à des outils que le Conseil général pourrait développer est un préalable incontournable. Une telle évaluation permettra d'affiner les résultats et d'apporter des outils et des solutions concrètes qui correspondent aux attentes des agents. Suite à cette phase, il sera proposé de façon plus précise un objectif opérationnel de réduction.
- **Proposer** aux agents, en fonction de leur maturité face aux différentes alternatives, des solutions adaptées à leurs besoins : covoiturage, vélo, train, redéploiement des antennes de Vichy et Montluçon... Les salles de visio-conférence sont aujourd'hui mal connues et sous exploitées. Enfin la question du télétravail qui désigne une organisation du travail qui permet d'exercer une activité en dehors des locaux de la collectivité grâce aux technologies de l'information et de la communication devra être discutée.
- **Communiquer** sur les outils à développer ou existants avec pédagogie est primordial pour une assimilation de ces derniers par les agents.

Éléments financiers

L'impact financier est jugé faible sur cette action pour le Conseil général. La mise en place du PIM demandera surtout un engagement de tous les services dans la réflexion et dans la participation, notamment au questionnaire. Suite à l'analyse des résultats du questionnaire, des investissements seront probablement à inscrire dans le budget de la DBL.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Apporter des alternatives à la voiture individuelle aux agents, c'est protéger leur pouvoir d'achat, prévenir l'accidentologie liée au trafic et rééquilibrer les flux vers les trois agglomérations.

A terme et selon la réussite du PIM, le Conseil général souhaiterait l'étendre à d'autres administrations proches de ses services notamment sur le site central avec la Préfecture, la Chambre d'Agriculture et les Finances Publiques ou sur l'antenne de Montluçon avec la Communauté d'Agglomération. Le covoiturage peut devenir un réel vecteur de lien social entre agents des différentes administrations.

La communication interne sera le principal levier de réussite de ce projet.

Economiques :

Pour les agents, les solutions proposées par le Conseil général au plus proches de leurs besoins peut avoir un impact significatif sur leur budget. Le coût d'un véhicule individuel est évalué à près de 6 000 €/an par l'ADEME. L'adoption d'un comportement alternatif ne pourra qu'avoir un impact positif sur le pouvoir d'achat des agents.

Environnementaux :

L'impact environnemental de cette action n'est pas définissable à l'heure actuelle car les données de l'état initial nécessitent d'être affinées pour être suivi.

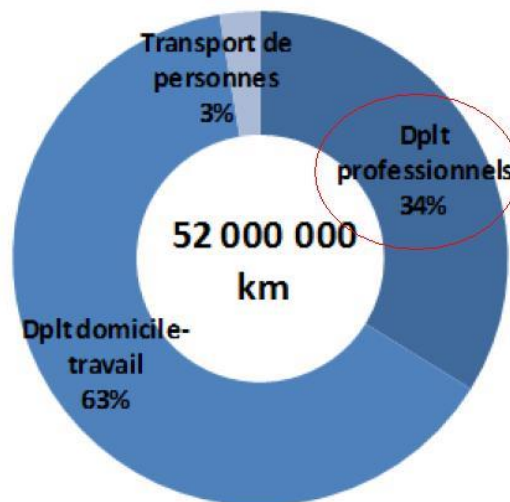
Tableau de synthèse Action 2	
Indicateurs	1/ Distances parcourues sur les trajets domicile-travail rapportées au nombre d'agents 2/ Part des solutions alternatives à la voiture individuelle par le biais d'un questionnaire traité informatiquement.
Pilote	Direction des ressources humaines et communication interne
Partenaires	Equipe-projet Plan climat / Direction de la Mobilité
Budget 2014/2018	A définir en fonction des orientations retenues

Action n°3 : Développer de nouveaux outils pour les trajets professionnels

Objectif opérationnel : Réduire les émissions des trajets professionnels de 15 % par rapport à 2011 soit 420 teqCO₂, l'équivalent de 140 000 litres de gazole.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.14. Déplacement : Réduire les émissions kilométriques des véhicules routiers.

Éléments de contexte



Répartition des déplacements concernant le Conseil général de l'Allier en nombre de kilomètres (2011)

Les trajets professionnels ont aussi leur rôle à jouer dans l'atteinte des objectifs du Conseil général. Au-delà de l'organisation du travail, d'autres outils peuvent être développés pour simplifier l'usage du train ou du covoiturage entre agents ou encore utiliser des carburants alternatifs et des véhicules électriques. Des outils tels que la visio-conférence ou les conférences téléphoniques doivent être généralisés en simplifiant leurs accès et leurs utilisations.

La mise en place du PIM aura nécessairement un impact sur les trajets professionnels. Si le télétravail et le redéploiement des antennes s'avèrent être des pistes d'actions plébiscitées, la part des déplacements professionnels pourrait également être réduite.

Dans le cadre des nouvelles ruralités, le Conseil général souhaite favoriser le développement d'alternatives à la voiture individuelle en favorisant la cohésion territoriale et la solidarité. Le développement des véhicules électriques et des carburations alternatives sont des pistes à prioriser pour les déplacements professionnels.

A ce titre, un second véhicule électrique a été acheté par le Conseil général suite à une phase de test. La satisfaction des agents sur ce nouveau mode de déplacement devra être évaluée.

Détails de l'action

- **Tester le véhicule électrique** : Dès octobre 2013, un nouveau véhicule électrique pour des usages dans l'agglomération de Moulins dans un premier temps puis vers les antennes de Vichy et Montluçon est en circulation. Il vient compléter le véhicule électrique de type Kangoo a usage exclusif du courrier. Le Conseil général se laisse la possibilité d'élargir sa flotte de véhicules électriques dans le futur.
- **Créer et innover** : un réseau de borne électrique sur notre patrimoine est en construction. Trois bornes doubles seront installées sur le site central et les deux antennes de Montluçon et Vichy afin de permettre des aller-retour vers ces lieux sans risque de panne. De la même façon que sur les trajets domicile travail via le PIM, le covoiturage entre agents de structures différentes pour les trajets professionnels sera développé.
- **Expérimenter**. L'utilisation de B30 EMHAU, biocarburant composé de 30% d'huiles alimentaires usagées recyclées est envisagée pour les prochains marchés publics. Utiliser un déchet comme une ressource c'est envoyer un signal fort et sensibiliser les producteurs de ces déchets à mieux les collecter. L'opportunité de développer l'usage de gaz naturel (GNV) dans notre flotte de véhicule sera également évaluée.
- **Travailler sur l'organisation interne** des réunions et du travail des agents. La création d'un groupe de travail autour du télétravail est indispensable.
- **Former et sensibiliser** : L'utilisation des véhicules électriques diffère de celle d'un véhicule classique. Quelques règles doivent être expliquées au préalable de son utilisation. Le retour d'expérience et le partage du ressenti des agents est également nécessaire pour lever les craintes et les freins culturels au développement de cette nouvelle motorisation. Cette sensibilisation aura probablement un impact sur le choix des agents pour leur véhicule personnel. Un travail devra également être mené pour développer le réflexe du co-voiturage entre les agents et de l'utilisation de la visio-conférence et des conférences téléphoniques.

Le développement des bornes électriques sur notre patrimoine et le développement des aires de covoiturage (action n°7 du PCET) se fera en cohérence avec la création d'un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes de recharge électrique (action n°9 du PCET).

Eléments financiers

Le coût de la création d'une borne électrique double est évalué à 4 000 €. La location des batteries est de 80 € mensuel. Ainsi, l'achat d'un véhicule électrique est équivalent à celui d'un véhicule thermique classique (bonus écologique déduit). Son coût d'utilisation devient intéressant au-delà de 8 000 km ou 15 000km par an selon les études et le périmètre considéré.

Le GNV est une solution a priori également plus économique sur le fonctionnement. Les coûts d'une station de distribution de GNV/biogaz carburant vont de 150 à 1 000 k€ pour 30 à 200 véhicules lourds. Ensuite, le coût du GNV varie de 0,80 à 1 €/m³.

Le B30 EMHAU entraîne une surconsommation de l'ordre de 5 % avec un prix au litre du carburant légèrement supérieur au prix du diesel (1 à 2 %).

Les perspectives d'évolution de la taxe carbone sont cependant à intégrer dans le calcul économique.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Le covoiturage entre agents de structures différentes pour se rendre à des réunions communes peut avoir un impact intéressant sur la qualité de nos relations avec nos partenaires (collectivités territoriales, services de l'Etat, SDE03...).

L'impact social des autres actions envisagées dans le développement d'outils alternatifs à la voiture individuelle pour les trajets professionnels n'est pas à l'heure actuelle jugé significatif pour faire l'objet d'un développement dans ce paragraphe.

Economiques :

Pour atteindre une réduction de 15 % de nos émissions sur les trajets professionnels, l'équivalent de la diminution de près de 140 000 litres de gazole serait nécessaire.

Si l'on considère qu'un tiers de la réduction des émissions se fera grâce à une baisse de la consommation, se sont 70 000€ par an qui pourraient être économisés (avec 1.5 €/litre).

Environnementaux :

Un véhicule électrique émet en moyenne 100 fois moins de CO₂ qu'un véhicule thermique. Il permet d'éviter le rejet de 1575 kg de CO₂ sur la base de 10 000km annuels.

	Puits au réservoir	Réservoir à la roue	Total Emissions
Voiture Diesel / Essence	20 à 35	120 à 180	140 à 210
Voiture électrique (mix énergétique français)	15 à 20	0	15 à 20

Bilan carbone pour une voiture particulière (eq. CO₂ g/km)¹

Selon une étude du Commissariat Général au Développement Durable de mars 2013 sur les comparatifs des biocarburants en matière d'émissions de GES, le B30 EMHAU permettrait de réduire de plus de 20 % les émissions de GES par rapport au gazole conventionnel.

Quant au GNV, il ne conduit pas à des gains directs en termes d'émissions de CO₂ en usage de type bus ou car par rapport à du gazole (pour des questions de rendement). En revanche le GNV est bénéfique en ce qui concerne les autres polluants (NO_x, SO_x, ...). Ainsi, son utilisation améliore la qualité de l'air et d'autres externalités comme le bruit. Néanmoins, l'utilisation de Biogaz à la place du GNV ou d'une fraction d'hydrogène peut réduire à zéro le facteur d'émission.

Tableau de synthèse Action 3	
Indicateurs	1/ Rejets de GES liés à la consommation de carburants et aux types de carburants rapportés au nombre d'agents 2/ Nombre d'outils développés et mis en œuvre
Pilote	Direction des Bâtiments et Logistique
Partenaires	Equipe-projet Plan climat / UTS
Budget 2014/2018	A définir en fonction des orientations retenues

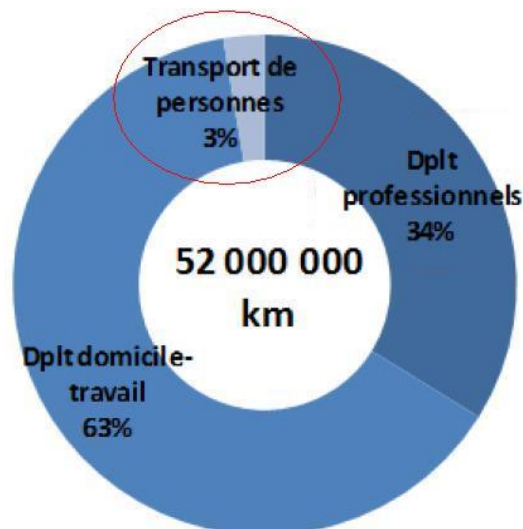
¹ http://www.avem.fr/?page=ve&cat=bilan_co2

Action n°4 : Promouvoir la charte « Objectif CO₂ »

Objectif opérationnel : Réduire les émissions des trajets scolaires et des lignes régulières de 15 % par rapport à 2011 soit 610 teqCO₂, l'équivalent de 160 000 litres de gazole.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.14. Déplacement : Réduire les émissions kilométriques des véhicules routiers.

Éléments de contexte



Répartition des déplacements concernant le Conseil général de l'Allier en nombre de kilomètres (2011)

Le Conseil général, créateur de mobilité, transporte avec ses partenaires des milliers de personnes chaque année : 15 875 élèves utilisent les services du Conseil général et 260 établissements sont desservis. Environ 71 600 personnes ont voyagés grâce aux lignes régulières (TAD et réservation inclus) en 2010.

L'engagement des transporteurs de personnes dans la charte objectifs CO₂ servira à les guider pour atteindre une diminution de 15 % des émissions de GES en 2020 par rapport à 2012. Cet outil sera également utile pour suivre leurs consommations de carburants et ainsi affiner l'affichage en CO₂ des prestations de transport obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2013.

Pour rappel, la charte Objectif CO₂ est un outil volontaire à destination des transporteurs de personnes et de marchandises développé par l'ADEME et le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en collaboration avec les différentes fédérations nationales de transport de marchandises et de personnes.

Le transport de personne pèse pour un quart des émissions du secteur en raison de la taille du matériel roulant. Néanmoins, le Conseil général a une marge de manœuvre limitée pour imposer aux transporteurs un changement radical de leurs pratiques au risque de perdre la maîtrise des coûts d'exploitation.

Détails de l'action

- **Signer** la charte Objectif CO₂ et s'engager dans une réduction des émissions de CO₂ de 15 % en 2020.
- **Promouvoir** les efforts des transporteurs, partenaires du Conseil général, sur la réduction de leurs consommations de carburants via une communication importante et l'affichage obligatoire CO₂ dans les autocars.
- **Innover** en proposant une communication ludique sur l'affichage CO₂ des prestations de transport.

Éléments financiers

L'impact financier sera à mettre en regard du niveau d'ambition affiché lors de la signature de la charte Objectif CO₂ avec les transporteurs. Néanmoins, à terme, une réduction de la consommation induira nécessairement une réduction des charges, à minima de l'exploitant. Pour réduire de 15 % les émissions, ce sont environ 100 000 litres de gazole qu'il faudra économiser par an.

Si l'on considère qu'un tiers de la réduction des émissions se fera grâce à une baisse de la consommation, ce sont 50 000 € par an qui pourrait être économisés pour les transporteurs (sur la base de 1,5€/litres).

Bénéfices attendus

Sociaux :

Des transports moins polluants, plus silencieux et plus confortable, c'est améliorer la qualité des voyages effectués par les usagers tout en préservant leur qualité de vie et en protégeant leur santé.

Economiques :

Grâce à la réduction des charges de fonctionnement et l'amélioration de leur image, les transporteurs de l'Allier seront susceptibles de prendre de nouvelles parts de marché et ainsi maintenir leur activité sur le territoire.

Environnementaux :

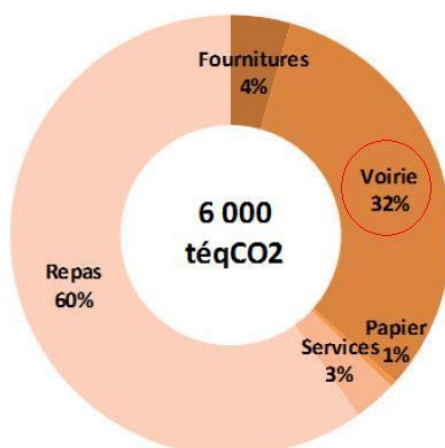
L'impact environnemental final dépendra de l'engagement que voudront bien prendre les transports de personne pour réduire leurs émissions de GES. Ils dépendront des choix des solutions techniques à disposition pour remplir leurs objectifs.

Tableau de synthèse Action 4	
Indicateurs	1/ Rejets de GES liés à la consommation de carburants et aux types de carburants rapportés au nombre de kilomètres parcourus
Pilote	Direction de la Mobilité
Partenaires	Equipe-projet Plan climat / Transporteurs / ADEME / DREAL
Budget 2014/2018	Pas de dépenses ni de recettes à prévoir pour le Conseil général

Action n°5 : Réduire l'impact environnemental de l'entretien des routes.

Objectif opérationnel : Réduire au maximum les émissions de GES liées à la réfection des routes en adoptant les techniques les plus favorables pour l'environnement.

Éléments de contexte



Répartition des émissions de GES générées par les matériaux et services entrants pour le Conseil général de l'Allier (2011)

L'entretien des routes départementales nécessite un savoir-faire et des techniques adaptées à chaque situation pour le confort des usagers. Aujourd'hui des outils permettent d'évaluer l'impact de nos travaux sur l'environnement. Les agents doivent être formés à cette problématique en privilégiant l'optimum technico-économico-environnemental.

Le Conseil général est un acteur majeur de l'entretien et de la réfection des routes. Avec plus de 5 200 km en gestion, l'impact des choix du département en termes techniques est important.

La réfection annuelle du réseau est en moyenne de 250 km partagés entre des appels à projet pour 45% et des travaux en régie pour 55% gérés par l'UTS.

Dans la majeure partie des cas, l'offre la plus économique est l'offre la moins émettrice dans le cadre des appels à projet. Certains prestataires utilisent déjà des éco-comparateurs qui leur permettent de choisir l'offre la plus écologique et la plus économique. L'objectif est de former les agents en charge des choix techniques du Conseil général à ces éco-comparateurs afin qu'ils adoptent les techniques les moins émettrices dans la mesure des possibilités qui sont les leurs lors de la mise en œuvre de la réfection des routes départementales.

Pour accompagner les choix du Conseil général dans l'utilisation des éco-comparateurs, l'institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrri) a délivré des avis techniques sur les deux éco-comparateurs routiers complémentaires : Seve, développé par les entreprises routières de l'Usirf (Union des Syndicats de l'industrie Routière Française), et Ecorce, développé par les chercheurs de l'Ifsttar (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux).

Seve, est utilisé au moment de répondre aux appels d'offres. Il permet au maître d'ouvrage de comparer le plus objectivement possible les variantes proposées par les entreprises. La comparaison des offres, techniquement équivalentes, est volontairement limitée à quatre indicateurs : les tonnes de matériaux naturels utilisés, les tonnes d'agrégats d'enrobés réutilisés, l'énergie consommée et les émissions de GES.

Ecorce, a joué la carte de l'exhaustivité, en prenant en compte la totalité du cycle de vie (durée et fin de vie de la chaussée) et en ajoutant aux critères précédents des critères de pression environnementale (eutrophisation, écotoxicité...). Le logiciel est destiné au maître d'ouvrage, pour analyser les offres des entreprises ou définir un projet.

Détails de l'action

- **Former** les agents de l'UTS et des UTT à l'utilisation de l'éco comparateur.
- **S'inspirer** des expériences déjà menées sur le territoire ou ailleurs afin de faire évoluer les techniques disponibles en régie et d'être en capacité de répondre le plus souvent possible à l'offre la moins émettrice.
- **Utiliser** l'éco comparateur dans la totalité des contrats en privilégiant l'offre à l'optimum économique/écologique la plus favorable et en demandant aux entreprises sélectionnées un bilan comparatif de l'offre retenue en termes d'émissions de GES
- **Suivre** la gestion des routes et **évaluer** les émissions de GES associées en les comparant avec les solutions de référence.

Eléments financiers

L'impact financier semble limité pour cette action puisque d'expérience, le choix de l'offre la moins émettrice est souvent l'offre la plus économique. Le logiciel SEVE se présente sous la forme d'un abonnement annuel de 500 € plus 50 € par utilisateur. L'impact budgétaire du choix de techniques alternatives est jugé presque neutre par retour d'expérience d'autres collectivités.

Une adaptation des UTT et de l'UTS aux nouvelles techniques moins émettrices pourrait également faire l'objet d'une évaluation en termes de cout et d'impact pour les projets en régie.

Bénéfices attendus

Sociaux :

L'entretien du réseau routier est un élément important pour la qualité de vie et les déplacements des habitants du département. La voiture reste nécessaire sur notre territoire pour se rendre vers les loisirs, le travail ou pour se rapprocher des lieux de consommation.

Environnementaux :

En distinguant les gains écologiques réalisés sur chaque projet par rapport à une solution de référence, les éco-comparateurs routiers peuvent valoriser des innovations environnementales et réduire les émissions liés à la réfection des chaussées de plusieurs pourcents.

Tableau de synthèse Action 5	
Indicateurs	1/ Réduction des émissions de GES émises par les solutions retenues par rapport à une solution de référence 2/ Nombre d'agents formés.
Pilote	Direction de la Mobilité
Partenaires	Equipe-projet Plan climat / ADEME / centre de formation AFPA
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 1 000 €/an pour l'utilisation du logiciel

I. C - Sensibilisation et communication

Objectif stratégique de la thématique : Accompagner les agents dans la compréhension des enjeux liés à la transition énergétique afin de faciliter leur implication dans le Plan Climat.

Action n°6 : Communiquer et sensibiliser les agents sur les actions menées et leurs résultats.

Objectif opérationnel : Produire 12 articles dans les outils de communication interne, organiser 3 permanences décentralisées de l'EIE et sensibiliser les agents sur la sobriété énergétique au travail.

Éléments de contexte

Les actions proposées dans ce rapport doivent être partagées avec tous les services pour réellement fonctionner. Elles doivent être expliquées et argumentées.

Le Conseil général communiquera sur les actions en développement : en amont lors de la phase de construction et de mise en œuvre, mais aussi en aval sur les résultats des différents indicateurs.

Détails de l'action

- **Relayer** la mise en œuvre des actions du Plan Climat auprès des directions et des services via un article mensuel sur l'intranet et la lettre du Furet. Ils comportent des éléments d'ordre généraux, des propositions d'éco-gestes et des chiffres favorisant la bonne compréhension des enjeux.
- **Afficher** les consommations énergétiques corrigées du climat de chaque bâtiment dans les halls de chaque bâtiment avec un suivi annuel
- **Participer et impliquer** les agents aux journées nationales sur les différentes thématiques qui concernent le PCET comme la Semaine Européenne de Réduction des Déchets, la semaine de la mobilité, la semaine de l'énergie ou la semaine du développement durable.
- **Recruter** un emploi d'avenir pour sensibiliser les agents sur leur site de travail. Ce poste aura pour mission de détecter les gains énergétiques réalisables sur les différents sites grâce à une sensibilisation accrue des agents. Il partagera également son temps pour former les agents aux règles élémentaires de réduction et de tri des déchets.
- **Proposer** aux agents des permanences décentralisées de l'Espace Info Energie sur leur lieu et temps de travail afin de les sensibiliser aux éco gestes et aux enjeux de la rénovation thermique
- **Sensibiliser** les agents sur la sobriété énergétique.

Éléments financiers

Sur le volet communication, le budget nécessaire à la réalisation de cette action semble limité étant donné les nombreux outils à disposition en interne (intranet, lettre du furet, diffusion de mails...). Les éventuelles dépenses seront à inscrire dans le budget de la direction de la communication.

Sur le volet sensibilisation, l'embauche d'un contrat d'avenir est évalué à 6 000 €/an. Ce poste sera partagé à 50 % avec la sensibilisation sur le thème des déchets. Les dépenses annuelles seront de l'ordre de 6 000 euros par an (budget ressources humaines).

Bénéfices attendus

La sensibilisation et la communication autour des actions est un élément transversal qui sera déployer sur chaque actions selon les cibles et les services directement concernés.

L'équipe du Plan Climat s'intégrera dans les différents plans de communication existants en cohérence avec le projet d'administration, les nouvelles ruralités, le vivre ensemble et l'Agenda 21.

L'embauche d'un contrat d'avenir permettra une sensibilisation accrue des agents et un travail de terrain indispensable à l'appropriation des gestes du quotidien pour la maîtrise de l'énergie, le tri des déchets et une mobilité alternative.

Tableau de synthèse Action 6	
Indicateurs	1/ Nombre d'articles parus, 2/ Nombre de lecteurs sur l'intranet, 3/ Nombre d'agents sensibilisés, 4/ Consommations énergétiques
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	Direction des Bâtiments et Logistique / Direction de la Mobilité / Direction de Systèmes Informatiques / Communication interne
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 3 000 €/an pour l'embauche d'un emploi d'avenir

II. VOLET EXTERNE : CONSTRUIRE LE DEPARTEMENT DE DEMAIN

L'axe directeur de cette 2nde partie est de construire le département de demain en mobilisant l'ensemble des acteurs du territoire pour les faire converger vers un **développement économique local sobre en énergies fossiles**.

Eléments de contexte

Le département de l'Allier est un territoire rural avec une agriculture bien implantée créatrice de richesse qui constitue un des moteurs de l'économie locale. Son impact sur le bilan carbone est élevé en raison de la méthodologie de calcul défavorable aux émissions de méthane.

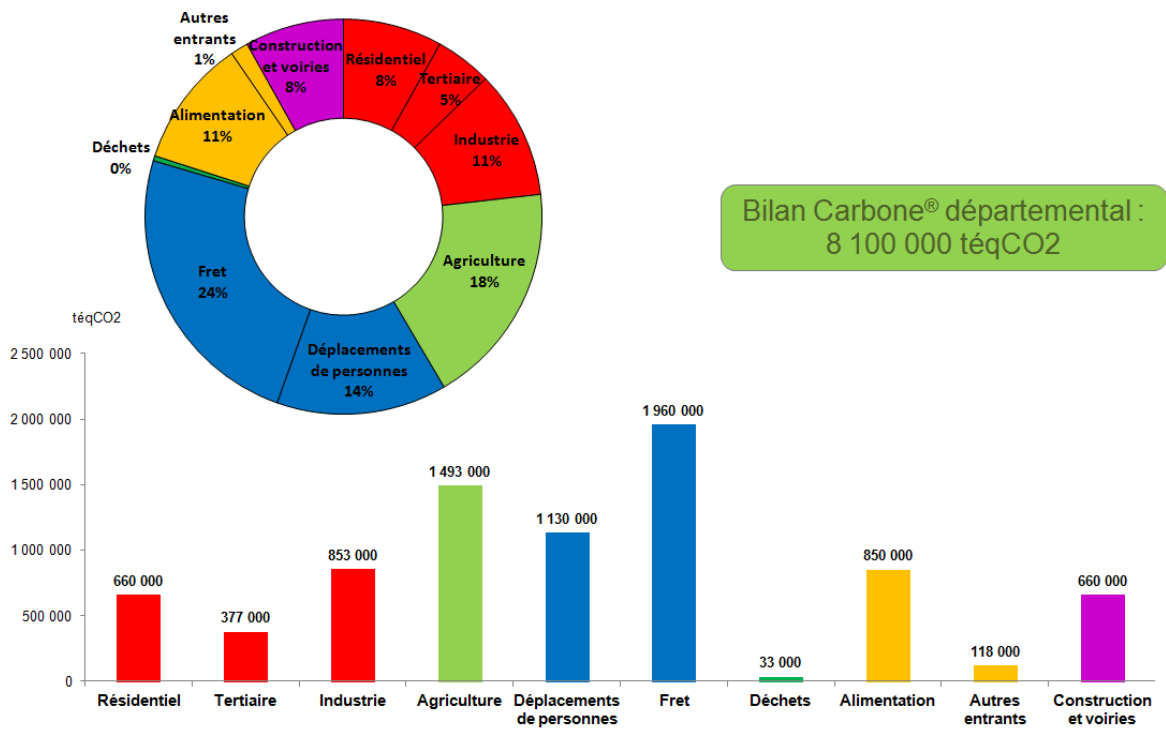
Traversé par deux axes routiers majeurs (RCEA et N7), les transports apparaissent également nettement dans les résultats du bilan des émissions de gaz à effet de serre. Ce secteur d'activité est également très important pour le département avec plusieurs bases logistiques et de nombreux emplois associés.

Au regard des chiffres du bilan des émissions de gaz à effet de serre réalisé en 2011 et de ses possibilités d'action, le Conseil général a choisi de travailler en priorité sur les secteurs de **la mobilité** et de **l'énergie** (englobant le résidentiel, le tertiaire et l'industrie).

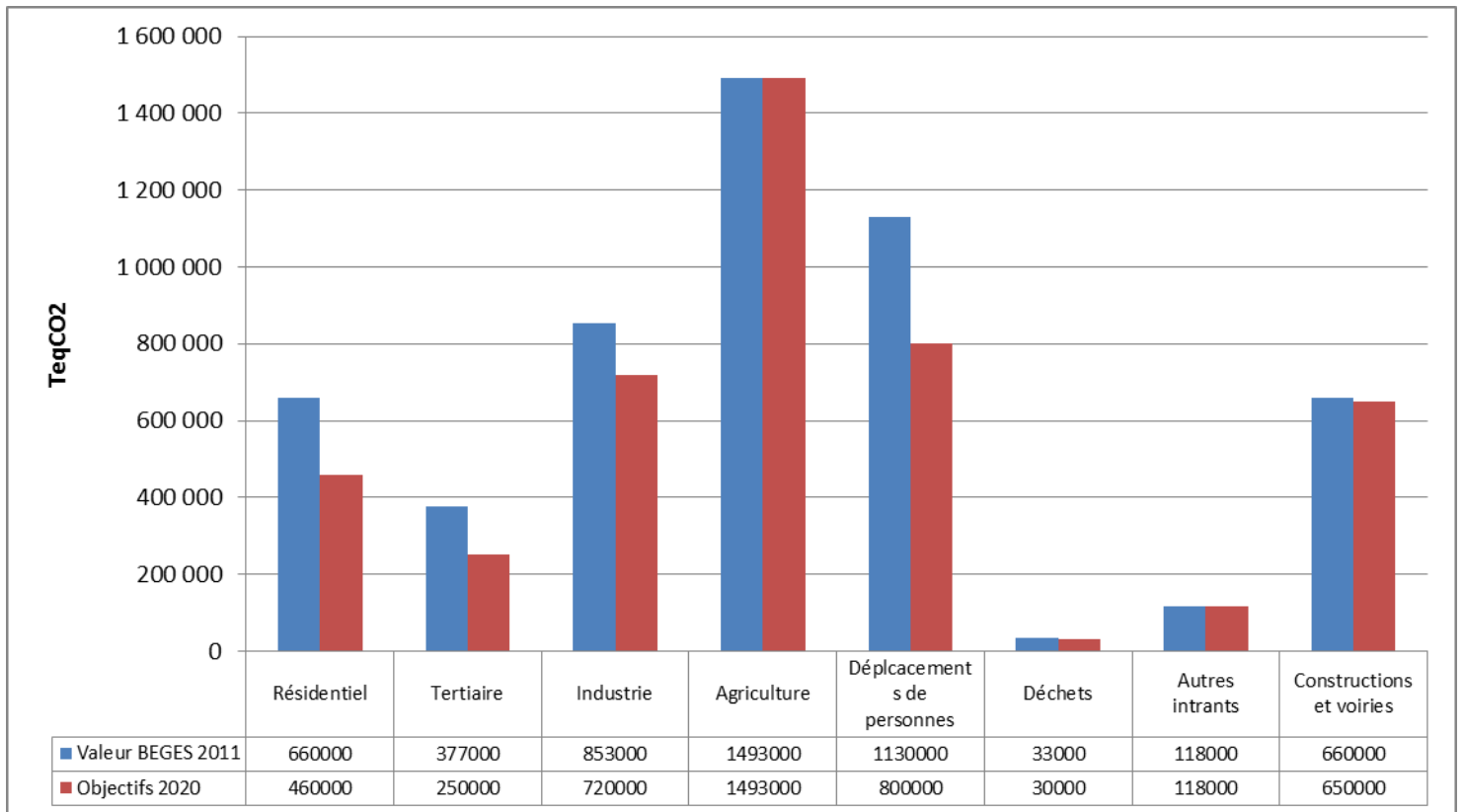
Le Plan Climat est à la fois une synthèse des initiatives en cours et un déploiement d'actions nouvelles **cohérentes** avec les objectifs, moyens et ambitions de chacun.

Sur le volet externe, le Conseil général **s'engage à participer** à l'atteinte des objectifs du SRCAE à savoir :

- réduction des consommations de 22,4% par rapport à 2008,
- accroissement de la production d'énergies renouvelables pour atteindre 30% de la consommation d'énergie finale d'ici 2020,
- réduction des émissions de gaz à effet de serre de 15% par rapport à 2007.



Profil des émissions de GES du territoire en 2011 et par secteur



Objectifs de réduction des émissions de GES en 2020 du SRCAE appliqués à chaque secteur du volet externe (hors fret et alimentation)

Mise en œuvre et pilotage du volet externe

Au niveau de la mise en œuvre du volet externe, l'équipe projet Plan Climat anime un comité technique composé des responsables techniques du PCET des 3 Communautés d'Agglomération du département. Ce **comité technique** se réunit 4 fois par année.

Au niveau du pilotage, un **comité de pilotage commun aux 4 collectivités** est créé afin de donner de la cohérence aux actions communes développées sur le département. Ce comité de pilotage réunit des élus des 4 collectivités et des représentants de nos partenaires institutionnels (Conseil régional, ADEME, SDE03, représentants de l'Etat). Ce comité de pilotage permet d'aller plus loin et de rester cohérent dans la mise en place des PCET. La question du vivre ensemble ne pourra être assimilée par les concitoyens que si leurs élus leur prouvent que le « travailler ensemble » avec des objectifs partagés est possible.

Ce comité de pilotage s'est réuni pour la première fois à l'automne 2013.

Il s'inscrit dans la démarche en cours de création d'un Conseil Départemental du Développement Durable (C3D) initiée dans le cadre de l'Agenda 21.

Par ailleurs, le circuit décisionnel habituel du Conseil général (Bureau, Commission permanente, Session) continuera à être suivi pour faire valider les décisions qui engagent notre collectivité.

Au niveau régional, l'équipe projet Plan Climat du Conseil général de l'Allier pourra compter avec l'appui du Réseau Auvergne Climat Energie. Créé par l'ADEME, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et le Conseil régional d'Auvergne, ce réseau vise à mettre en relation les animateurs de PCET ou de démarches assimilés en Auvergne afin de leur offrir un espace d'échanges et de rencontres. Ce réseau permet la valorisation et la réplication d'actions exemplaires mises en place sur certains territoires. À ce jour, les participants à ce réseau sont : le conseil régional d'Auvergne, les 4 conseils généraux, Moulins Communauté, Vichy Val d'Allier, la Communauté d'Agglomération Montluçonnaise, Clermont Communauté, la Ville de Clermont-Ferrand, la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, le Parc Naturel Régional du Livradois-Forez et le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.

Le Conseil général travaillera en étroit partenariat avec ces différents partenaires et en particulier, l'ADEME, le Conseil régional et la DREAL. Il favorisera le croisement des informations en ce qui concerne le suivi-évaluation du SRCAE et du PCET.

Pilotage du PCET Volet « Territoire »

Comité Départemental du Développement Durable (C3D) chargé du suivi de l'Agenda 21

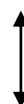
Composé d'élus du Conseil général et ouvert à la société civile



Comité de pilotage chargé du suivi du PCET (Volet externe)

Composé d'un élu du Conseil général, d'un élu de chaque CA, de représentant de l'ADEME, de la Région, su SDE03, de la DREAL, de la DDT

Se réunit deux fois par an



Comité technique chargé de la mise en œuvre du PCET (volet externe)

Composé des membres de l'équipe PCET du Conseil général de l'Allier, de la CA de Moulins, de la CA de Montluçon et de la CA de Vichy et, si nécessaire, des chargés de mission des différents partenaires (ADEME, Région, SDE03...)

Se réunit une fois tous les trimestres.

Fait le lien avec les différents groupes de travail (exemples)

Thématique Transport

Schéma départemental des aires de covoiturage

Thématique Déchet

Plan de prévention du Conseil général

Thématique rénovation énergétique

Programme de rénovation énergétique du Conseil général

II.A - Transport

Objectif stratégique de la thématique : Favoriser le développement de solutions innovantes à la voiture individuelle compatibles avec la politique du département.

Pour ce PCET de première génération, le Conseil général a fait le choix de se concentrer avec ses partenaires sur le véhicule individuel. En effet, le fret, le train et l'avion sont des modes de déplacement sur lesquels le Conseil général a des capacités d'intervention limitée.

Avec plus d'un million de tonnes de CO₂, le déplacement de personne est le troisième secteur émetteur du territoire de l'Allier. 83% des déplacements sont réalisés en véhicule individuel et seuls 3,3% des déplacements se font en transport en commun. Il sera très difficile d'inverser cette tendance sur un territoire peu dense où le véhicule individuel est indispensable. Pour autant, le Conseil général peut inciter la population à adopter des moyens de transports alternatifs comme les mobilités douces qui représentent près de 10 % des déplacements, le covoiturage ou le véhicule électrique.

En Auvergne, le trajet moyen domicile/travail est de 17 km/jour. Ce taux est probablement plus élevé en Allier en raison de la structure de son territoire. Les trajets domicile/travail représentent plus du quart de tous les déplacements avec un taux de remplissage de 1,2 personnes par véhicule.

Les actions du Plan Climat se concentrent donc sur :

- une augmentation du remplissage moyen des véhicules
- une diminution des émissions de CO₂ des véhicules

Pour atteindre les objectifs du PCET, il est nécessaire sur ce secteur de diminuer les émissions de GES de 330 000 tonnes de CO₂ d'ici 2020. A titre de comparaison, les objectifs sur le volet interne de la thématique mobilité sont de 610 tonnes pour les transports de personnes et 420 tonnes pour les trajets professionnels.

Pour rappel, selon le SOeS, un ménage français dépensait en moyenne 1 500 €/an en carburant en 2012 et l'ADEME estime le coût d'un véhicule individuelle à 6 000 € par an (assurance, amortissement, carburant, pneu, entretien). Il sera donc important de s'assurer que les solutions alternatives proposées aux habitants de l'Allier pour se déplacer permettent de baisser ces dépenses.

En parallèle à cette dynamique, le Conseil général poursuit sa politique volontariste de développement du transport en commun avec le Transport à la Demande (TAD), l'amélioration continue des lignes régulières sur le territoire, les démarches engagées dans le cadre des pôles d'excellence rurale. D'autre part, la démarche régionale de coordination des 13 Autorités Organisatrices de Transports (AOT) auvergnates concernant la billetterie et la centrale de mobilité régionale, qui concerne 4 AOT dans l'Allier apportera, à terme, une véritable valeur ajoutée au niveau des synergies entre ces AOT. D'éventuelles actions telles que le développement de services associés sont attendues dans ce domaine.

Action n°7 : Développer les aires de covoiturage sur le département

Objectif opérationnel : Mettre en œuvre le schéma départemental des aires de covoiturage 2012/2017 qui prévoit 2 aires départementales et 10 aires locales par an.

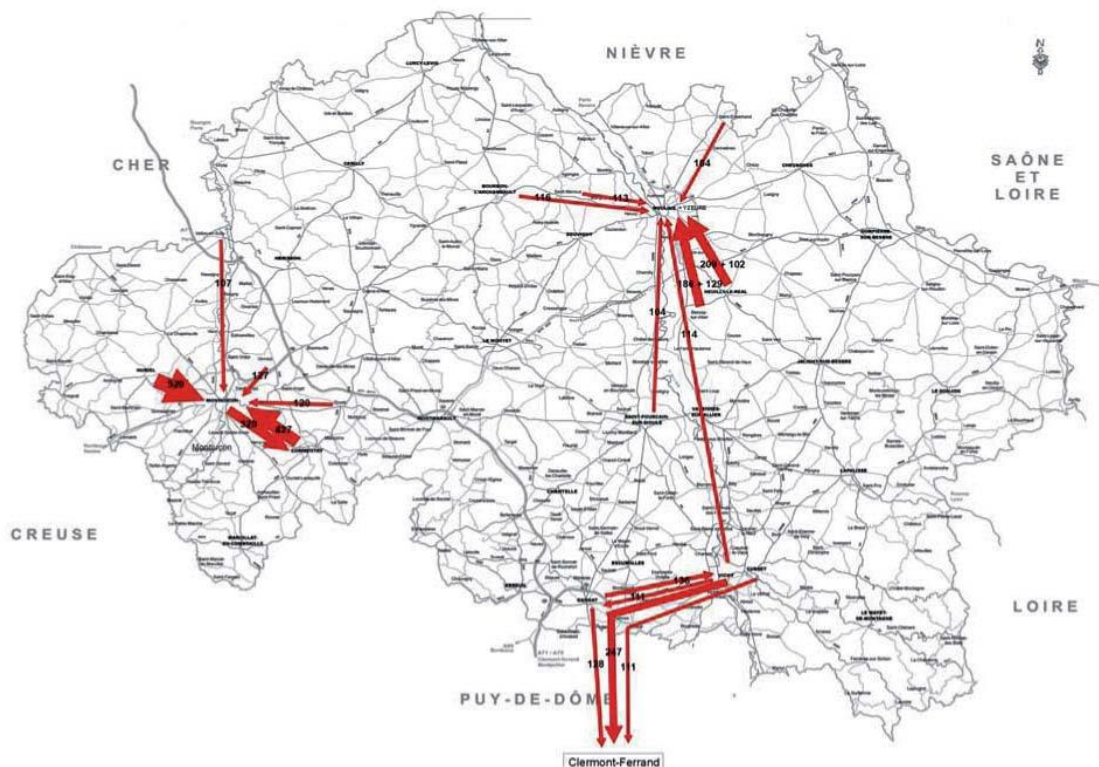
Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.13. Déplacement : Mettre en place de nouvelles pratiques et politiques réduisant l'impact de la voiture hors transfert modal.

Éléments de contexte

Dans le cadre d'une politique en faveur du développement durable et du vivre ensemble, le Conseil général a souhaité mieux répondre aux besoins de déplacement des bourbonnais dans un contexte de contraintes énergétique, environnementale et sociétale.

Une étude à l'échelle du Département de l'Allier a permis d'obtenir la répartition modale des habitants pour se rendre au travail. Résultat, 83 % des déplacements se font en voiture individuelle.

De plus la distance moyenne domicile-travail est d'environ 17 km en Auvergne. Une personne habitant à 20 kilomètres de son lieu de travail dépensera en moyenne 4 140 €/an. En choisissant de covoiturer avec une autre personne, elle économisera 2 070€ (source : calculatrice éco déplacement de l'ADEME).



Carte représentant les flux domicile travail supérieurs ou égaux à 100 actifs et 15km

Détails de l'action

- **Encourager** le rapprochement de l'offre et de la demande : mise en œuvre d'actions coordonnées avec les associations « covoiturage Auvergne » et « Covoiturage spontané » pour une amélioration de la fréquentation du site Internet www.covoiturageauvergne.fr en 2012.
- **Réaliser et identifier** les aires départementales : l'objectif fixé est la réalisation de deux aires départementales par an, soit 12 aires départementales d'ici 2017 dont 6 aires situées sur les territoires des communautés d'agglomérations.
- **Réaliser et identifier des aires locales** : l'objectif fixé est la réalisation de 10 aires locales par an, soit 60 aires locales d'ici 2017.
- **Animer** le réseau de partenaires et **communiquer** sur le développement des aires de covoiturage
- **Observer** le taux de remplissage des parkings de covoiturage et la mutation des habitudes.
- **Evaluer** l'opportunité de couvrir les futures aires de covoiturage d'ombrières photovoltaïques pour produire une électricité renouvelables sans concurrence avec les terres agricoles ; de les équiper de bornes de recharge électrique dans le cadre du plan départemental de déploiement ; de végétaliser les surfaces construites pour limiter l'utilisation de matériaux et l'imperméabilisation des sols.

Eléments financiers

D'après le schéma adopté par la Direction de la Mobilité en 2010, la mise en œuvre du schéma est prévue sur 6 ans entre 2012 et 2017. Le calendrier et le budget prévisionnel par opération est le suivant :

- Le budget nécessaire au rapprochement des structures est estimé à 8 000 € par an (conventionnement avec les associations locales), soit 48 000 € sur 6 ans.
- Le budget nécessaire au développement des aires départementales est estimé à 212 000 € sur 6 ans (y compris les charges d'entretien).
- Le budget nécessaire à la réalisation des aires locales est estimé à 12 000 € par an, soit 72 000 € sur 6 ans.
- Le budget nécessaire à l'animation et à la communication est estimé à 21 000 € en 2012 et 2013, puis 5 000 € par an, soit 41 000 € sur 6 ans.

Cumulé sur 6 ans, le coût total prévisionnel est de 373 000 € (dont 284 000 € pour les aires), soit une moyenne annuelle de 62 000 € (47 000 € pour les aires). Cela représente une dépense moyenne de 0,18 €/habitant/an.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Proposer aux usagers des aires de covoiturage, c'est favoriser le **lien social**, l'entraide et la **solidarité** sur le territoire. Cette action s'inscrit pleinement dans la problématique des territoires ruraux où la mobilité est un enjeu majeur et doit devenir vecteur d'autonomie, d'**insertion** et de développement afin de lutter contre les déséquilibres et l'isolement.

Economiques :

Le covoiturage libèrera les conducteurs et les passagers d'une charge financière qu'ils pourront utiliser pour d'autres activités, loisirs, consommation courante ou autre.

Environnementaux :

L'impact environnemental est difficilement mesurable à l'heure actuelle étant donné qu'aucun outil de suivi de la progression de cette pratique n'est disponible. La réalisation d'un questionnaire territorial sera peut être utile à terme afin d'évaluer l'impact de cette solution.

Tableau de synthèse Action 7	
Indicateurs	1/ Nombre d'aires créées par an, 2/ Taux de remplissage des aires 3/ Nombre de personnes inscrites sur covoiturage-auvergne.net
Pilote	Direction de la mobilité
Partenaires	Collectivités territoriales
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 5 000€/an (jusqu'en 2017) Investissement : 47 000€ (jusqu'en 2017)

Action n°8 : Expérimenter des solutions innovantes au véhicule individuel

Objectif opérationnel : organiser un appel à projet par an

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.13. Déplacement : Mettre en place de nouvelles pratiques et politiques réduisant l'impact de la voiture hors transfert modal.

Les citoyens sont les meilleurs **ambassadeurs de leur territoire** et des solutions qui fonctionnent. Le Conseil général propose de leur donner la parole sous la forme d'un appel à projet pour les soutenir dans le développement d'initiatives alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle.

Les citoyens covoiturent et s'organisent entre eux de manière spontanée.

La solidarité est une réalité sur le territoire de l'Allier. Dans les bourgs et villages, les personnes en difficultés ou sans capacité de mobilité doivent chercher et élaborer des solutions avec leurs voisins, familles ou amis.

Objectifs et enjeux

Pour voir se développer des modes de déplacements alternatifs, il est nécessaire que le Conseil général se mette à l'écoute des besoins des citoyens et les accompagne dans leurs projets. Dans une logique de solidarité et d'égalité des territoires, sonder la population est le meilleur moyen de voir émerger des solutions innovantes et d'accompagner des services dont les habitants sont porteurs et donc adhérents. En s'appuyant sur la démarche du vivre ensemble, le lancement d'un appel à projet serait un moyen pour sensibiliser la population et faire émerger de nouvelles pratiques.

Le Conseil général soutient déjà des structures associatives innovantes sur le sujet. Auvergne covoiturage et covoiturage spontané sont soutenues à hauteur de 8 000 €/an. Dans le schéma de développement des aires de covoiturage, il était prévu le développement du covoiturage spontané sur 2 à 3 intercommunalités par an et des actions spécifiques annuelles jusqu'en 2017.

Détails de l'action

- **Rédiger** les modalités et le cahier des charges d'un concours ou d'un appel à projet sur la thématique de la mobilité à destination des citoyens.
- **Organiser** l'appel à projet ou le concours
- **Promouvoir** les résultats et soutenir le lauréat

Tableau de synthèse Action 8	
Indicateurs	1/ Nombre de dossier reçus 2/ Nombre de projet financés
Pilote	Direction de la mobilité
Partenaires	Equipe-projet Plan climat
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 10 000€/an (à partir de 2015)

Action n°9 : Etablir un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes électriques

Objectif opérationnel : Développer un réseau de bornes de recharge électrique à horizon 2015 en lien avec toutes les collectivités et les acteurs privés volontaires du département.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.14. Déplacement : Réduire les émissions kilométriques des véhicules routiers.

Eléments de contexte

Le véhicule électrique est aujourd'hui équipé d'une technologie mature tant pour l'autonomie que pour la recharge. En constante amélioration, les batteries permettent déjà de s'approcher des 200 km d'autonomie pour certains modèles et les recharges en 43 kVa peuvent durer moins d'une heure. L'Union Européenne a validé un modèle de prise unique qui devrait se généraliser en Europe dans les années à venir.

À l'heure actuelle, le principal frein au développement de ce secteur est l'absence d'un réseau de bornes de recharge qui couvre de façon cohérente le territoire. Cela nuit à l'achat de véhicules électriques puisque l'utilisateur craint de ne pas pouvoir recharger sa voiture en cas de besoin. Le Conseil général et ses partenaires souhaitent sortir ce cercle vicieux en développant un réseau de bornes électriques sur le département de l'Allier. En proposant un maillage en borne suffisamment fin, il s'agit de sécuriser les déplacements en véhicule électrique.

Les territoires ruraux peuvent être moteur sur le développement du véhicule électrique car ces questions les concernent en premier lieu fasse à la complexité de la mise en place d'un réseau de transport en commun dense.

Pour rappel, selon le SOeS (Observatoire des Etudes et Statistiques du MEDDE), un ménage français dépensait en moyenne 1 500 €/an en carburant en 2012. Avec comme hypothèse une location de batterie à 86 €/mois et un coût de la recharge électrique à 1 € par jour, on obtient 1 397 €/an.

Sur la base de 200 jours travaillés, ce sont 8 000 km qui sont parcourus chaque année en moyenne par les habitants du département sur les trajets domicile-travail. Cette distance correspond au seuil de rentabilité d'un véhicule électrique dont les batteries sont en location par rapport à un véhicule diesel de même catégorie.

L'ADEME via un fond d'état a mis en place un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) destiné aux financements des bornes sur le domaine public pour des collectivités de plus de 200 000 habitants. Le Conseil général doit jouer un rôle d'agrégateur des différentes volontés du territoire (communautés d'agglomération, communautés de communes, communes) afin de déposer un dossier AMI et faire bénéficier à ses partenaires l'aide de l'ADEME.

Détails de l'action

- **Commander** une étude pour la rédaction d'un schéma départemental de développement d'un réseau de borne électrique en lien avec nos partenaires dont le SDE03
- **Planifier** le développement des bornes de recharge dans le temps et l'espace en lien avec les collectivités territoriales
- **Participer** à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de l'ADEME d'ici décembre 2014 avec tous les partenaires volontaires afin de réaliser un groupement de commandes et pouvoir bénéficier d'un financement à hauteur de 50%.
- **Implanter et gérer** un réseau de borne électrique d'ici fin 2016.

Le Conseil général de l'Allier mettra en perspective ses réflexions en matière de réseau départemental de bornes de recharge électrique avec les réflexions à venir concernant le futur schéma régional de l'intermodalité.

Eléments financiers

Sur la base d'un réseau de 300 bornes sur l'ensemble du département, l'investissement à prévoir serait de l'ordre de 3 millions d'euros (environ 10 000€/borne TTC, raccordement, renforcement réseau, matériel... hors subvention de 30% à 50% de l'investissement).

Sur la base de 300 bornes avec 2 rechargements par jour et par borne et un coût moyen de 2€/rechargement, le budget de fonctionnement à prévoir est de l'ordre de 500 000€/an.

La participation financière du Conseil général dépendra des choix de gestion et de financement de ce réseau avec les différents partenaires concernés.

Au niveau de l'investissement, le Conseil général joue un rôle d'agrégateur. C'est lui qui réalise avec ses partenaires (SDE03, Collectivités) l'étude de faisabilité et dépose le dossier de réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de l'ADEME. Il peut également décider d'installer des bornes sur son patrimoine public.

Au niveau du fonctionnement, il existe 2 options :

- 1^{ère} option : la gestion (maintenance, contrats et fournitures d'électricité, tarification...) est laissée à charge des collectivités. Cette option présente un risque de non interopérabilité sur le territoire (tarification différente, bornes non compatibles...).
- 2^{ème} option : Un opérateur public (le Conseil général, le SDE03, une structure juridique type Société d'Economie Mixte ou Société Publique Locale) ou privé prend à sa charge la gestion des flux énergétiques et d'informations qui entraînent dans les premières années de fonctionnement du réseau un déséquilibre financier. Dans ce cas de figure, il est possible d'envisager que le budget soit partagé et géré via un regroupement avec ses partenaires.

Le choix entre ces différentes options devra être discuté par le Conseil général et ses différents partenaires.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Apporter des solutions novatrices de substitution à des carburants devenus inabordable pour nombre de citoyens, c'est mieux se déplacer en milieu rural, améliorer sa qualité de vie et renforcer son pouvoir d'achat.

Economiques :

L'investissement minimum pour répondre à l'AMI est de 400 000€ subventionné par l'ADEME à hauteur de 50%. Cet investissement massif des collectivités territoriales aura un impact certain sur les entreprises locales et l'emploi dans le département.

Afin d'être éligible à l'AMI de l'ADEME, la gratuité de stationnement et de branchement aux bornes déployées devra être une réalité pendant au moins 2 ans.

Comme sur les projets d'énergies renouvelables (photovoltaïque, bois ou biogaz), la création d'une SEM peut être une solution intéressante afin de partager le risque à l'investissement et à la gestion du réseau.

Pour le particulier, l'Etat soutient cette technologie via un bonus écologique de 7 000 € en 2013 à l'achat, ce qui permet de se rapprocher du coût d'un véhicule thermique.

Environnementaux :

En termes d'émissions de GES, 8 000 km parcourus en véhicule électrique permettent d'éviter le rejet de 1 260 kg de CO₂.

	Puits au réservoir	Réservoir à la roue	Total Emissions
Voiture Diesel / Essence	20 à 35	120 à 180	140 à 210
Voiture électrique (mix énergétique français)	15 à 20	0	15 à 20

Bilan du carbone pour une voiture particulière (eq. CO₂ g/km)

A titre de comparaison, pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de tout le département sur le volet mobilité (330 000 tonnes de CO₂), l'équivalent de 260 000 véhicules électriques seraient nécessaires.

Tableau de synthèse Action 9	
Indicateurs	1/ Nombre de bornes de recharge déployées 2/ Nombre de connexions annuelles. 3/ KWh consommés 4/ Nombre d'abonnés Ces indicateurs pourront être complétés par une enquête pour connaître les distances moyennes parcourues par les véhicules électriques de façon à en évaluer l'impact carbone.
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	Direction de la Mobilité / SDE03 / ERDF / ADEME / Région / Collectivités du département
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 50 000€ en 2014 pour l'étude dont 37 500€ de recette. La suite sera à définir en fonction des orientations retenues.

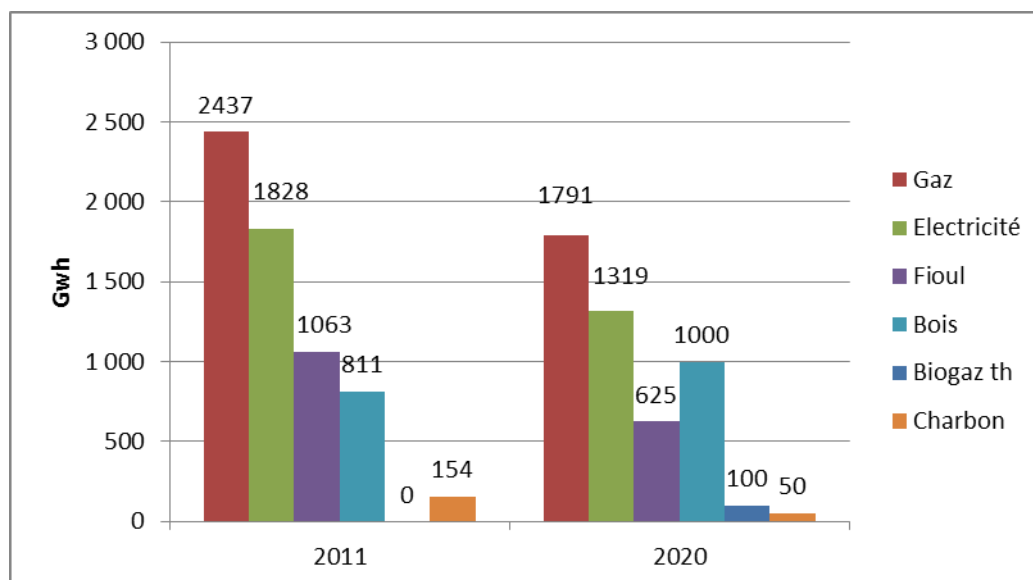
II. B - Energie

Objectif stratégique de la thématique : Réduire les consommations énergétiques de tous les secteurs et favoriser le développement des énergies renouvelables en s'appuyant sur les spécificités des ressources locales.

Pour rappel, les objectifs du SRCAE impliquent une réduction des consommations de 22.4 % pour l'ensemble du territoire avec dans le même temps une consommation composée de 30 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale en 2020. Ces deux actions combinées doivent avoir pour effet de réduire de 15 % les émissions de GES en 2020.

Concernant le développement de l'énergie éolienne, le Conseil général prend acte des orientations fixées par le SRCAE, mais a décidé de faire le choix de prioriser son action et ses interventions sur le bois énergie et le biogaz.

A l'image de l'initiative prise en février 2010 autour de l'organisation d'une conférence-débat sur l'éolien, le Conseil général est attaché à favoriser les conditions de l'information et du dialogue, sans partis pris, afin que les élus locaux et les habitants forment leurs opinions et se déterminent sur leurs choix en fonction de leurs projets de territoires.



Objectif de réduction des consommations énergétiques du SRCAE tous secteurs confondus appliqué au territoire départemental couplé à l'augmentation en ENR

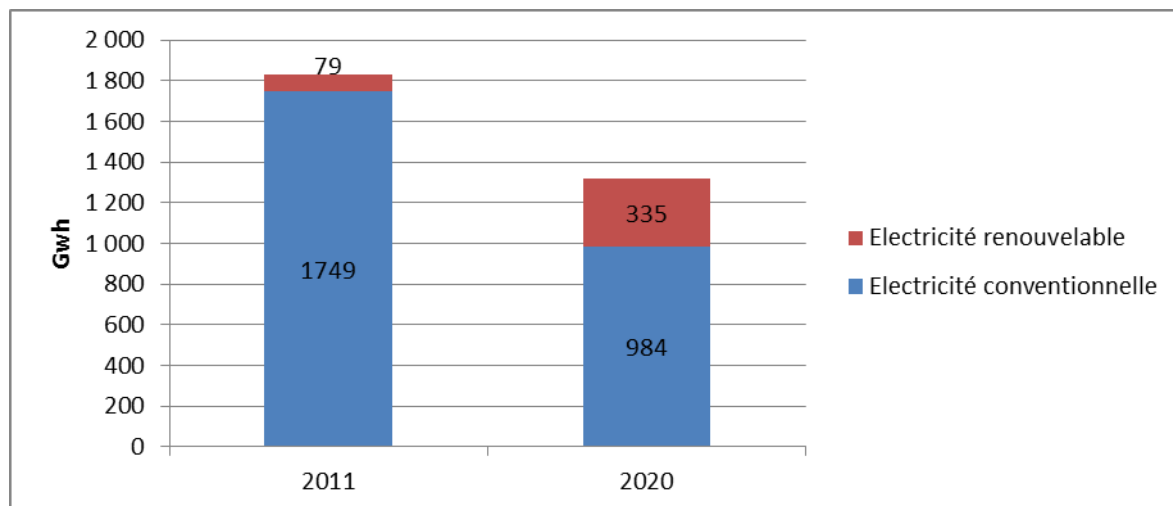
Etant donné que la totalité de la production en électricité renouvelable est revendue sur le réseau national, il n'est pas considéré d'augmentation de la consommation en électricité renouvelable. Néanmoins cela pourrait arriver dans une seconde phase avec le développement de l'autoconsommation de l'électricité photovoltaïque.

Quant au biogaz, sa production est à l'heure actuelle trop faible et incertaine pour la faire apparaître clairement dans les bilans provisoires.

Ainsi, pour atteindre ce double objectif de réduction de consommation et d'augmentation des énergies renouvelables plus de **370 GWh de bois** et **100 GWh de biogaz thermique** sont à mobiliser. Ces nouvelles productions sont à répartir en baisses supplémentaires dans la consommation des autres secteurs énergétiques conventionnels (gaz, fioul et électricité). Elles

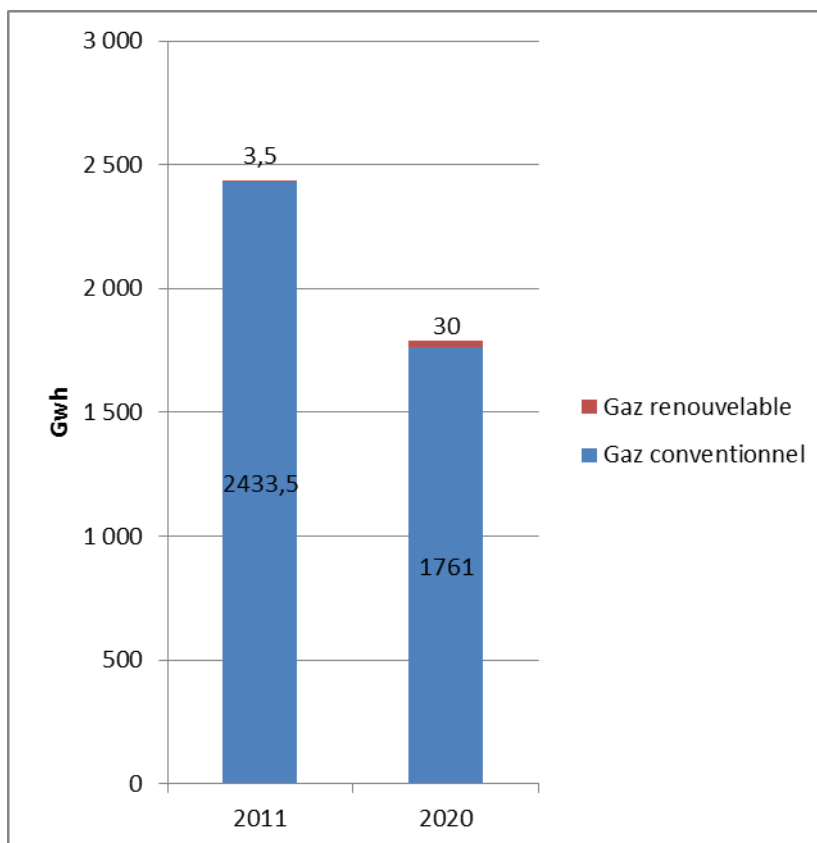
correspondent à des conversions nécessaires pour atteindre un mix à 30 % d'énergies renouvelables.

Il est considéré un taux de conversion de 100 GWh pour l'électricité grâce aux poêles à bois, 100 GWh sur le gaz notamment propane, 200 GWh sur le fioul et 70 GWh sur le charbon grâce aux chaudières automatiques et aux réseaux de chaleur. Ce dernier point est à prendre avec précaution, les données disponibles et fournies par la DREAL datant d'une étude de 2005.



Objectif d'augmentation de la part renouvelable dans le mix électrique départemental pour atteindre les objectifs du SRCAE

Concernant l'électricité, une multiplication par 4 des puissances installées est nécessaire pour couvrir 5% des besoins en énergies renouvelables en 2020.



Objectif d'augmentation de la part renouvelable (biogaz injecté) dans le mix gaz départemental pour atteindre les objectifs du SRCAE

Pour le biogaz, malgré une multiplication par 10 des injections dans le réseau de gaz, la part du biogaz ne couvrirait que 0.5% de la consommation en gaz de 2020.

Gwh	Résidentiel	Tertiaire	Industrie	Total	%/total
Gaz	1 285	733	419	2 437	38,7
Electricité	878	395	555	1 828	29,0
Fioul	670	229	164	1 063	16,9
Bois	795	3	13	811	12,9
Charbon	41		113	154	2,4
Total	3 669	1 360	1 264	6 293	100,0
%/total	58,30	21,61	20,09	100	
Objectifs SRCAE	-821	-304	-283	-1 408	

Consommations énergétiques en fonction des secteurs et sources d'énergies (2011) comparées aux objectifs du SRCAE (2020)

Type d'énergie	Part des énergies renouvelables en 2011 par rapport à la consommation d'énergie totale	Objectifs SRCAE appliqués au département
Biogaz injection	3,5 Gwh soit 0,05%	30 Gwh soit 0,5% Equivalent à 100 projets type Sioule-Biogaz
Biogaz thermique		100 Gwh soit 1,6%
Electricité renouvelable	79 Gwh soit 1,25%	335 Gwh ou 170 Mw installés soit 5%
Bois énergie	811 Gwh soit 12,88%	1 000 Gwh soit 22,9% Soit une augmentation de 370 Gwh correspondant aux conversions gaz, fioul, électricité
Total	14,18%	30%

Part des énergies renouvelables (2011) dans le mix énergétique actuel comparée aux objectifs du SRCAE en 2020

		Situation en France	Situation en Allier
Hydraulique	Puissance installée	25,4GW	13 Mw
	Production annuelle	68,8 Twh	36,5 Gwh
Eolien	Puissance installée	6,8 Gw	17,2 Mw
	Production annuelle	12 Twh	30 Gwh
Photovoltaïque	Puissance installée	Productible régional proche de 1000 kWh/kwc	
	Production annuelle	12,3 Mw	12,3 Gwh

Hypothèses de calcul pour la part des énergies renouvelables dans le mix énergétiques de l'Allier en 2011

Action n°10 : Soutenir les projets de méthanisation

Objectif opérationnel : Atteindre une production de 30 GWh en injection réseau sur le département en 2020 et des productions de 50 GWh électriques et 100 GWh thermiques grâce au biogaz en cogénération.

Rappel des objectifs quantitatifs du SRCAE à horizon 2020 : Production de 12 ktep dont 2 ktep de chaleur et 10 ktep d'électricité.

Éléments de contexte

La production de biogaz par méthanisation est en plein développement en France. Cette énergie innovante correspond sensiblement au projet des nouvelles ruralités selon lequel le Conseil général souhaite apporter son soutien à une agriculture autonome et diversifiée.

Le biogaz est une solution d'avenir pour le secteur agricole mais également pour les collectivités territoriales. Les avantages de la méthanisation sont multiples. D'une part, c'est un moyen de traiter les déchets fermentescibles et d'autre part c'est une source de production d'énergie renouvelable locale.

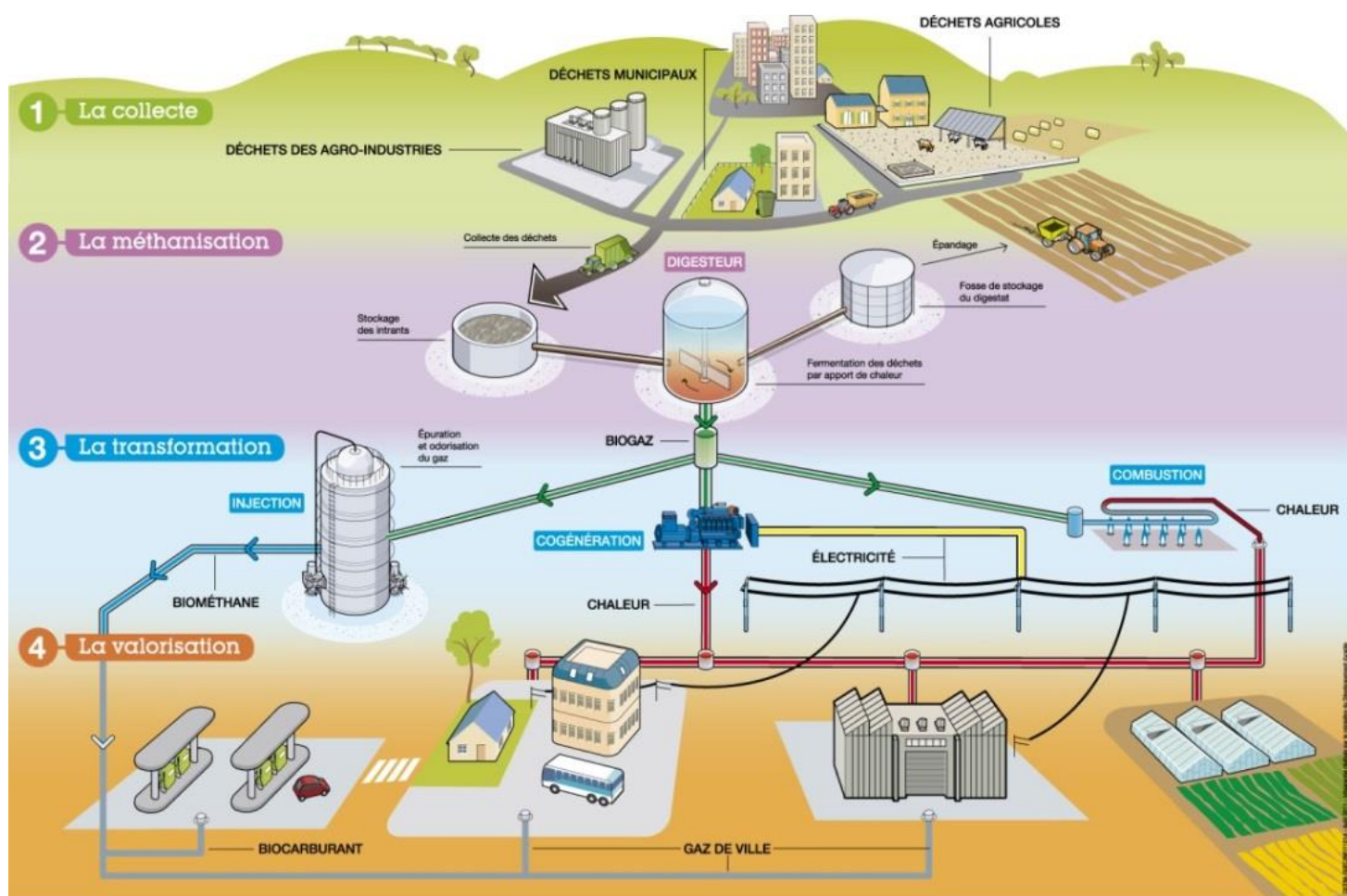
Pour les agriculteurs, le développement d'installation de production de biogaz réduit de 10 % les effluents à épandre, entraîne une diversification innovante des ressources et n'entre pas en contradiction ni en concurrence avec la valorisation agronomique de la matière. De plus, il peut constituer un complément de revenu attractif pour les agriculteurs de toutes tailles car les tarifs d'achat pour la revente de chaleur, d'électricité ou directement de gaz sont très incitatifs.

La valorisation du biogaz peut se faire via la simple production de chaleur, en produisant à la fois chaleur et électricité (cogénération) ou en produisant un gaz épuré injectable directement dans le réseau gazier GrDF.

Les investissements restent conséquents pour les agriculteurs malgré le soutien de l'ADEME et la Région Auvergne. Depuis 2007, le Conseil général participe aux études de faisabilité en collaboration avec la Région et l'ADEME.

Les effluents d'élevage ne sont pas les seules matières méthanisables. Les graisses, les déchets d'abattoir, les déchets verts, la fraction fermentescible des ordures ménagères, les boues de station d'épuration ou de curage ont également un pouvoir méthanogène intéressant.

Le développement de cette source d'énergie doit se faire en complémentarité avec les documents de planification de la gestion des déchets (Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux et le Schéma Départemental de Gestion des Boues d'Assainissement).



Infographie générale des procédés de méthanisation et ses utilisations

Le territoire de l'Allier avec ses 5 500 exploitations et presque 10 000 emplois a des atouts forts pour innover dans le domaine énergétique. Aux 500 000 têtes de bétail viennent s'ajouter près de 100 000 porcs et 10 000 caprins générateurs de milliers de tonnes d'effluents chaque année.

Ces quantités d'effluents sont valorisées dans les champs via des plans d'épandage gérés par la Chambre d'Agriculture.

Les boues de station d'épuration sont quant à elles concentrées à 90 % dans les 3 agglomérations du département. Le développement d'installations pour traiter ces boues peut également être un atout fort pour le territoire.

Les autres déchets fermentescibles sont disséminés sur tout le territoire. Leur provenance, leur quantité, leur qualité et leur mode de gestion sont encore assez flous.

Détails de l'action

- **Recenser** le gisement des déchets fermentescibles disponibles sur le territoire en s'appuyant sur les études existantes. Cette étude de potentiel sera portée par le Conseil général.
- **Fédérer** les acteurs du monde agricole, énergétique et financier pour déterminer les meilleures solutions de soutien au développement de la filière biogaz en Allier comme une Société d'Economie Mixte dédiée à la méthanisation. Les collectivités territoriales seront également associées à cette réflexion.
- **Mettre en place un dispositif de soutien** pour accompagner les porteurs de projets.

Eléments financiers

Une somme de 10 000 € est prévue pour 2014 afin de réaliser l'étude de faisabilité sur le potentiel de méthanisation du département. Des subventions de l'ADEME de l'ordre de 50% seront sollicitées pour cette étude.

Par ailleurs, le Conseil général propose de soutenir les porteurs de projet en réfléchissant à des modèles de financement alternatifs comme la création de structure juridique à même de pouvoir financer, porter et gérer de tel projet (cf. action 12), les avances remboursables ou l'épargne citoyenne.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Outre la diversification des ressources des agriculteurs du territoire, la production de biogaz peut être l'occasion de favoriser le rapprochement du monde agricole avec les collectivités territoriales pour mutualiser les moyens.

La méthanisation peut permettre également l'émergence d'une nouvelle logique d'exploitation agricole avec une valorisation de la chaleur pour le séchage de fourrage, la production de spiruline ou la production de bois pellets qui permet une plus grande autonomie alimentaire du bétail et une valorisation en circuits courts de toutes les ressources disponibles.

Economiques :

Le Conseil général, avec l'aide de ses partenaires et des citoyens, doit se réapproprier la question énergétique. Soutenir la méthanisation c'est diversifier et sécuriser les ressources d'une agriculture vulnérable malgré son dynamisme aux impacts du changement climatique. Notre soutien s'inscrira dans les politiques régionales et nationales sur le sujet qui sont en cours de construction.

La production de biogaz est également un vecteur de développement du territoire avec de nombreux emplois à la clé : maintenance des installations, construction, génie civile.

De nombreuses entreprises privées se positionnent actuellement pour prospecter et capter les gisements les plus intéressants et les plus rentables. Ainsi, le soutien du Conseil général doit être ciblé en faveur des petites exploitations pour permettre l'émergence d'une multitude de projets à la valorisation énergétique innovante et adaptée : injection dans le réseau de gaz, cogénération, réseau de chaleur, chauffage de serre, séchage fourrage...

L'engouement pour cette énergie est réel de la part de toutes les parties prenantes. Néanmoins, afin de structurer la filière, il apparaît nécessaire dès à présent d'anticiper et de structurer l'approvisionnement pour un vrai développement territorial équilibré avec une gestion énergétique et une valorisation thermique efficiente.

Pour cela, il sera également nécessaire de recouper les données avec les possibilités de connexion avec le réseau de gaz GRDF, le réseau électrique ERDF, les possibilités de création ou d'extension de réseau de gaz et les opportunités de développement des réseaux de chaleur bois.

Environnementaux :

Le gaz ayant un Pouvoir Global de Réchauffement (PGR) 21 fois supérieur à celui de CO₂ émis lors de la combustion du gaz, la filière méthanisation peut avoir un impact intéressant sur le bilan carbone difficilement mesurable dans ce PCET de première génération.

La substitution de 30 GWh de gaz naturel par du biogaz injecté ne peut pas à l'heure actuelle apparaître dans le bilan carbone. Cette technologie est récente et les facteurs d'émissions spécifiques n'ont pas encore été calculés. Ainsi, cette part de biogaz n'entrera que dans l'objectif en énergie renouvelable, mais n'aura pas d'impact visible sur bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Pour les 100 GWh de substitution thermique, si l'on prend l'hypothèse que 100 % des calories substituées proviennent du fioul (282 gCO₂/kWh) ou du propane (206 gCO₂/kWh), on peut espérer une diminution de 24 500 tonnes de CO₂ d'ici à 2020. Ce chiffre est à pondérer avec le fait que de nouveaux usages sont envisageables en cogénération : la chaleur produite peut être utilisée pour le séchage de plaquette forestière, de fourrage ou de bassins d'eau pour la production d'algues. Une partie des 100 GWh ne sera donc pas de la substitution.

Tableau de synthèse Action 10	
Indicateurs	1/ Quantités d'énergies produites par typologie de valorisation (gaz, électrique, thermique) 2/ Quantités et qualités d'énergies substituées afin d'en évaluer l'impact carbone 3/ Nombre de projets qui aboutissent par rapport au nombre d'études de faisabilité financées par le Conseil général
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	Chambre d'agriculture / Collectivités territoriales / Citoyens ADEME / Région / GRDF / Agriculteurs / FDCUMA / SDE03
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 10 000€ sont à prévoir en 2014 pour l'étude dont 5 000€ de recette. La suite sera à définir en fonction des orientations retenues.

Action n°11 : Soutenir l'ensemble de la filière bois énergie.

Objectif opérationnel : Accompagner le développement de 22 chaufferies ou réseaux de chaleur bois dans les collectivités volontaires.

Objectifs quantitatifs et qualitatifs du SRCAE à horizon 2020 :

- Atteindre une production totale de bois-énergie de 425 ktep en 2020 (sachant que la consommation actuelle et projets en cours = 312 ktep).
- Favoriser le développement de réseaux de chaleur bois et de chaufferies collectives alimentées par des plaquettes forestières
- Poursuivre la structuration de la filière bois énergie
- Favoriser le remplacement des installations de chauffage au bois les moins performantes
- Valoriser les produits de la taille des haies comme ressource énergétique

Eléments de contexte

Le bois énergie est une ressource locale qui peut être issue de l'exploitation des forêts, de la valorisation de déchets, de l'entretien des arbres de bord de routes départementales, nationales ou du réseau SNCF, des exploitations agricoles ou de la sylviculture. On le retrouve principalement sous la forme de plaquettes forestières pour le chauffage collectif en réseau de chaleur (ou en pellets et buche pour les particuliers). Son développement est actuellement soutenu par l'appel à projet du fond chaleur géré par l'ADEME et cofinancé par la Région et le Conseil général.

Le bois énergie est aujourd'hui à maturité mais reste encore cher à l'investissement bien que rentable sur le moyen terme. Le soutien à cette filière reste donc nécessaire pour aider les porteurs de projets à passer à l'acte.

Le chauffage au bois représente environ 0.2 % des consommations énergétiques du secteur tertiaire en Allier avec 3 GWh sur 1 361 GWh. Le secteur tertiaire représente quant à lui 19 % de la consommation énergétique totale de l'Allier.

De la même façon, le bois représente une partie négligeable du secteur industriel (1 %) avec 13 GWh sur 1 264 GWh. L'industrie représente 18 % de toute la consommation énergétique totale de l'Allier.

La marge de manœuvre dans ces deux secteurs est importante même s'ils ne représentent qu'un gros tiers des consommations énergétiques de l'Allier.

Comme sur la méthanisation et la gestion des bornes électriques, la création d'une Société d'Economie Mixte apparaît comme une solution intéressante pour le financement, le portage et la gestion des projets bois énergie (cf. action 12). Cette gestion publique permettra une meilleure structuration de la filière bois sur le département tout en accélérant son développement.

Détails de l'action

- **Etablir** un état des lieux des possibilités de soutien à la filière bois afin d'en accélérer le développement
- **Poursuivre** le soutien aux énergies renouvelables par la création d'une SEM en partenariat avec les partenaires publics et privés (ADEME, Région, SDE03, autres collectivités...).
- **Promouvoir** le bois énergie auprès des secteurs industriel et tertiaire en ciblant en priorité les 22 projets identifiés par le SDE03 et en garantissant un approvisionnement pérenne en bois. Le SDE03 continuera également sa mission d'animation et de promotion de la filière.
- **Privilégier** l'emploi de filières courtes, porteuses d'emplois et de richesse sur le territoire

Eléments financiers

Le SDE03 mène une politique volontariste pour développer le bois énergie au sein des collectivités territoriales de l'Allier. Cette politique se traduit par la mission d'animation du Plan bois énergie et la prise de compétence pour l'installation de chaufferie bois dans des communes. Le soutien au SDE03 dans cette politique devrait permettre au Conseil général de déléguer un certain nombre d'investissement où le potentiel en bois énergie existe. La perspective d'un prix de l'énergie relativement bas et d'une maîtrise d'ouvrage publique pourrait accélérer le rythme des réalisations sur le territoire.

Pour les projets bois, les modalités de soutien du Conseil général et de ses partenaires seront revues en 2014 dans le cadre du nouveau Contrat de Projet Etat Région 2014-2020.

En 2014, le Conseil général continue de subventionner la mission d'animation du Plan Bois-Energie du SDE03 (15 000 euros par an). Les aides à la réalisation de chaufferie bois ou de réseaux de chaleur seront réparties entre la convention de partenariat entre le Conseil général de l'Allier et le SDE03 (50 000 € par an) et le programme Energie du Service Environnement (40 000 € par an) pour les autres organismes publics.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Le bois énergie est une solution économiquement rentable à moyen terme. Les factures pèsent de plus en plus lourd dans le budget des communes. Une transition vers les énergies renouvelables peut leur permettre de dégager des marges pour de nouveaux projets.

Economiques :

D'après une étude de l'ADEME de 2007, 1 000 Tep (tonne équivalent pétrole) :

- de granulés génèrent 1 équivalent temps plein ;
- de plaquettes industrielles génèrent entre 1,6 et 7,7 équivalent temps plein ;
- de plaquette forestière gèrent entre 2.4 et 4 équivalent temps plein ;
- la plaquette bocagère 11 équivalent temps plein.

Les plateformes de stockage, nécessaires au conditionnement et à la maturation des plaquettes forestières, développées dans les communes ou intercommunalités représentent 1,2 emplois tous les 1 000 tonnes équivalent pétrole.

Quant à la construction des chaufferies de moins d'un MW (construction, vente, pose), elle représente 14,3 emplois par kTep et 1,8 pour l'exploitation.

L'ensemble de la filière représente donc en moyenne 6 emplois pour la production de bois toutes sources confondues, 2 emplois pour les plateformes et 20 emplois pour la construction des chaufferies auxquels il faut ajouter 3 équivalents temps plein pour l'exploitation des chaufferies soit 31 emplois sur l'Allier. Ce sont des emplois non délocalisables qui valorise les richesses locales du territoire.

Environnementaux :

Si tous les réseaux de chaleur identifiés par le SDE03 sont construits, c'est une puissance installée de 9 MW qui sera développée pour une consommation à terme de 32 GWh d'énergie renouvelable soit environ 9 % de l'objectif bois sur la base d'une augmentation de 370 Gwh du bois.

Avec les mêmes hypothèses de calcul que pour l'action n°13, l'impact carbone serait à terme de 8 100 teq CO₂ soit 6.5% de l'objectif carbone du secteur tertiaire.

Tableau de synthèse Action 11	
Indicateurs	1/ Quantités d'énergies thermiques produites 2/ Quantités et qualités d'énergies substituées afin d'évaluer l'impact en rejet de GES 3/ Nombre de projets financés.
Pilote	SDE03
Partenaires	ADEME / Région
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 15 000€/an pour l'animation de la filière par le SDE03 Investissement : 90 000€ par an.

Action n°12 : Développer une structure juridique capable de porter, de gérer et de financer les actions 9, 10 et 11 du Plan Climat.

Objectif opérationnel : Créer avec tous les partenaires intéressés et les citoyens une Société d'Economie Mixte (SEM) pour le déploiement et la gestion du réseau de bornes électriques sur le département ainsi qu'une SEM dédiée au développement des énergies renouvelables (méthanisation, bois et solaire photovoltaïque).

Eléments de contexte

Dans les 3 actions ciblées précédemment (déploiement d'un réseau de bornes électriques, développement des réseaux de chaleur bois et émergence de projets de méthanisation en injection ou en cogénération), les mêmes problèmes entravent leur mise en œuvre :

1/ **Le portage** : lorsqu'une action réunit plusieurs partenaires, il est délicat, dans le contexte actuel, qu'une seule structure porte la responsabilité et le risque du développement de ces technologies récentes.

2/ **Le financement** : avec la refonte de la majeure partie des systèmes d'aides actuels (Europe, état, région...) en 2014 et un contexte budgétaire restreint, la question du financement de ces actions rentables à moyen terme mais nécessitant des investissements de départ conséquents est cruciale. Les porteurs de projets n'ont pas toujours la capacité d'investir sans subvention et certains projets ne sont pas suffisamment rentables pour qu'une entreprise privée investisse seul. Enfin, il semble pertinent de remobiliser les citoyens autour des questions énergétiques pour un développement concerté et local des énergies renouvelables.

3/ **La gestion** : les porteurs de projets n'ont pas toujours les capacités techniques, juridiques et administratives pour avoir une vision globale et construire des projets cohérents sur le territoire. La gestion territoriale de la ressource notamment sur le bois et la méthanisation est indispensable pour favoriser la mobilisation des ressources les plus locales possible. Elle permettra de planifier un développement territorial des projets d'énergie renouvelable et d'éviter tout problème de concurrence ou de pénurie sur la ressource.

Une structure juridique unique pourrait ainsi régler ces trois problèmes pour un développement cohérent, pertinent et planifié des énergies renouvelables sur le département. Ce serait également un outil de suivi permettant d'objectiver le développement des énergies renouvelables sur le département.

La société d'Economie Mixte (SEM) est l'outil à gouvernance publique le plus souple et le plus adapté aux projets d'énergies renouvelables. Contrairement à une Société Publique Locale (SPL) composée à 100 % de capitaux publics, la SEM est ouverte à l'investissement privé et à l'épargne citoyenne. Les instances publiques restent majoritaires et ainsi conservent la gouvernance et l'orientation des choix à faire.

Elle permet de mobiliser des sommes importantes et donc d'accélérer le développement des secteurs sur lesquels elle s'est engagée.

Les projets seraient enfin sélectionnés sur appel à projet afin de conserver la maîtrise du cahier des charges et ne pas être dépassé par le nombre de dossier déposés par rapport aux objectifs prévus.

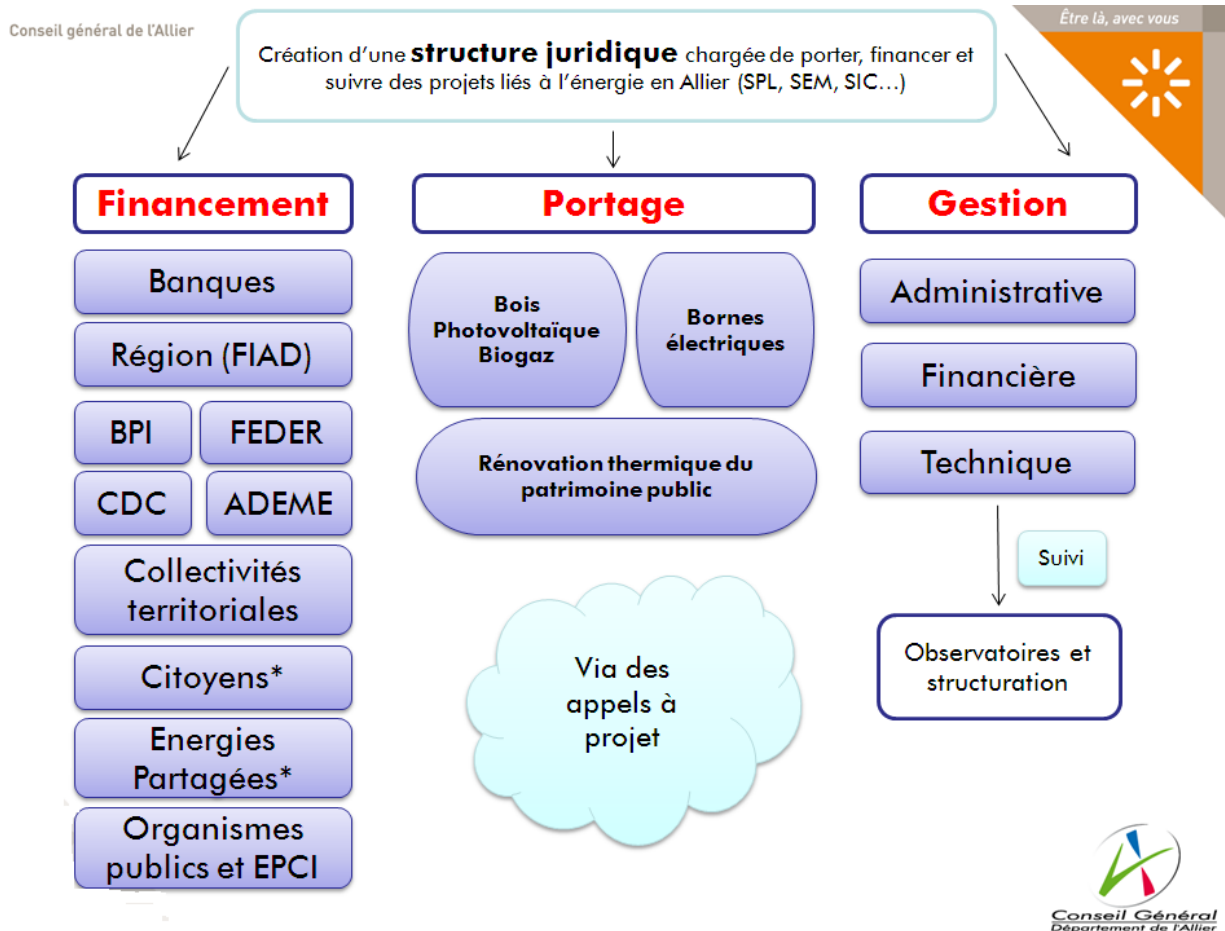


Schéma général de l'organisation de la structure juridique nécessaire à l'émergence des actions énergies renouvelables du volet externe du Plan Climat

Détails de l'action

- **Evaluer** les possibilités de structures juridiques nécessaires au soutien et au développement des actions 9, 10, et 11 du Plan Climat.
- **Fédérer** tous les partenaires intéressés par le développement de cette structure juridique afin d'en fixer les objectifs, les moyens et les modalités de gestion, de suivi et de soutien aux porteurs de projets
- **Choisir**, dans un premier temps, un secteur prioritaire sur lequel la SEM interviendra
- **Développer** l'outil pour une diversification des domaines d'intervention et l'ancrage d'une réelle expertise.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Par l'ouverture du capital d'une SEM aux particuliers, elle peut devenir un outil de réappropriation de la question énergétique sur le territoire par les citoyens.

Economiques :

Par la levée des freins identifiés sur les 3 actions concernées par le développement d'une SEM, le Conseil général se dotera d'un outil fédérateur et structurant de filières industrielles émergentes.

La maîtrise du développement des projets et la gouvernance restant publiques, le Conseil général et ses partenaires pourront garantir un prix de l'énergie renouvelable abordable tout en structurant la filière sur le territoire.

Les SEM n'ont pas pour objectif de se substituer au secteur privé mais bien d'intervenir dans les projets nécessitant l'intervention de la puissance publique. Elles auront également le recul et la vision nécessaire pour coordonner le développement des différents projets afin de préserver et pérenniser les ressources en bois, déchets fermentescibles et électriques et ainsi prévenir tout problème d'approvisionnement.

Filières	Coût de production en €/MWh
Solaire thermique	195-689
Solaire photovoltaïque	114-547
Solaire thermodynamique*	94-194
Eolien terrestre	62-102
Méthanisation	61-241
Biomasse	56-223
Géothermie	50-127

Evaluation du coût des énergies renouvelables issue du rapport de la cours de comptes de juillet 2013

Si l'on prend en compte la fourchette basse, on observe que la méthanisation et la biomasse occupent les 3^{ème} et 4^{ème} places des énergies renouvelables les plus rentables. La méthanisation et la biomasse sont les ressources renouvelables les plus rapidement et facilement mobilisables sur notre territoire.

Le potentiel géothermique pourra être évalué au cours du PCET. Dans un deuxième temps, les capacités éoliennes et hydrauliques du département devront également être analysées.

Environnementaux :

Les objectifs de développement des actions 9, 10 et 11 sont ambitieux. Ils ne seront remplis que grâce à l'évolution des méthodes de soutien à ces secteurs et grâce à une expertise fine des enjeux et du développement des filières concernées.

Tableau de synthèse Action 12	
Indicateurs	1/ Nombre de structures créées 2/ Nombre de partenaires et de citoyens impliqués
Pilote	Equipe-projet Plan climat / DEEAA
Partenaires	ADEME / Région / SDE03 / collectivités territoriales de l'Allier / Partenaires privés / Citoyens
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 5 000 € en 2014 pour l'adhésion à la Fédération des Etablissements Publics Locaux. Ensuite à définir en fonction des orientations retenues

Action n°13 : Aider et accompagner les particuliers dans la transition vers les énergies renouvelables.

Objectif opérationnel : Financer 30 projets de chaufferie bois automatiques par an.

Objectifs quantitatifs et qualitatifs du SRCAE à horizon 2020 :

- Atteindre une production totale de bois-énergie de 425 ktep en 2020 (sachant que la consommation actuelle et projets en cours = 312 ktep).
- Favoriser le développement de réseaux de chaleur bois et de chaufferies collectives alimentées par des plaquettes forestières
- Poursuivre la structuration de la filière bois énergie
- Favoriser le remplacement des installations de chauffage au bois les moins performantes
- Valoriser les produits de la taille des haies comme ressource énergétique

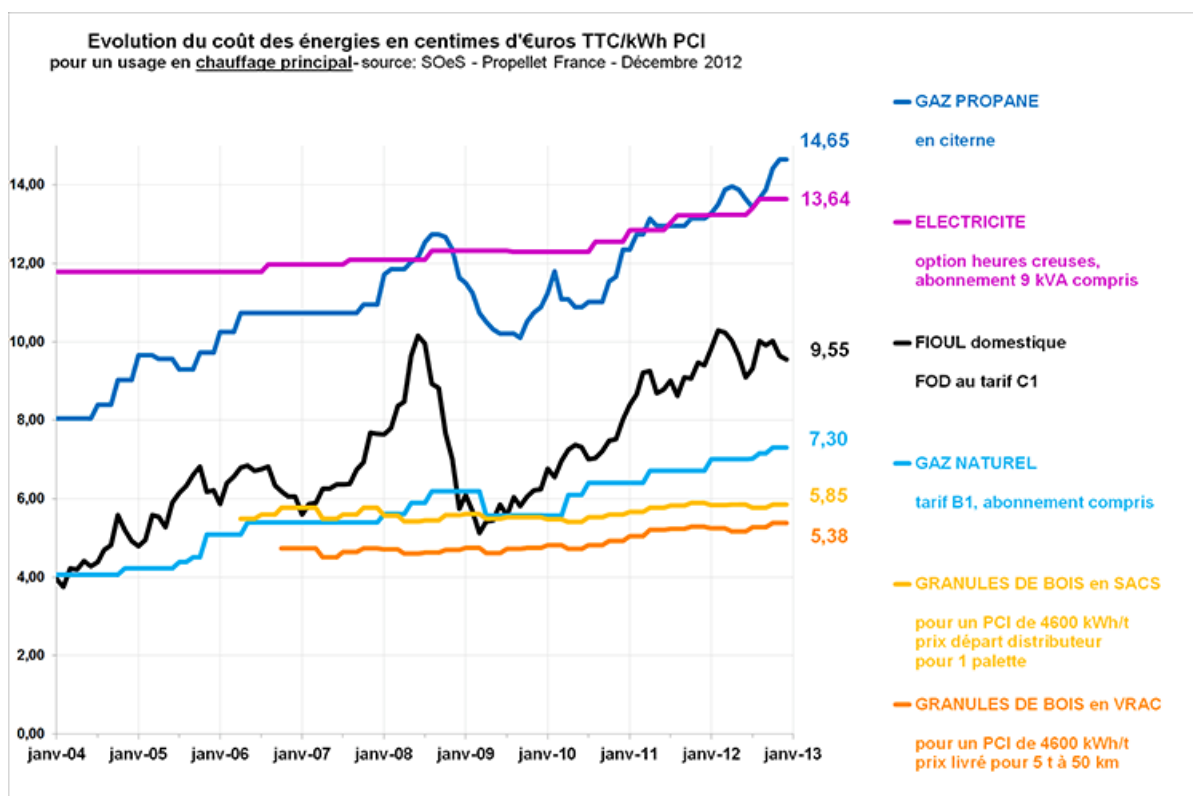
Éléments de contexte

Le bois est une énergie renouvelable et presque inépuisable suffisamment présente sur notre territoire pour en faire l'exploitation.

Cette énergie est soutenue de longue date par les pouvoirs publics. Aujourd'hui à maturité, elle reste encore chère à l'investissement bien qu'elle engendre des bénéfices intéressants sur le moyen terme en charges de fonctionnement. Le soutien du Conseil général reste donc nécessaire pour aider les porteurs de projets à passer à l'acte.

Le secteur résidentiel représente environ 58 % de toute la consommation énergétique du département avec une part du bois énergie intéressante de 21.6 %.

En 2012, la dépense énergétique moyenne d'un ménage français (chauffage, eau chaude sanitaire, électricité) s'élevait à 1 702€ selon le SOeS. Le recours au bois énergie peut permettre de réduire ce chiffre.



Evolution du cout de l'énergie dans le secteur résidentiel entre 2004 et 2013

	Bois énergie	Solaire thermique
Nombre de dossiers traités en 2012	19 dossiers Stable	13 dossiers en forte baisse : pic en 2008 à 142 dossiers.
Consommation nouvelle théorique par an	0,9 GWh	0,058 GWh
Nombre de dossier aidés entre 2007 et 2012	117	492
Puissance installée / m² posés	3,7 MW	3 337 m ²
Consommation cumulée théorique grâce au programme	5,5 GWh	1,3 GWh
Coût moyen annuel pour la collectivité	22 900 €	52 000 €
Coût total	137 386	311 705 €
Réduction annuelle des émissions de CO₂ par dossier	11,5 teq CO ₂	0,7 teq CO ₂
Bilan carbone global par an	1 400 teqCO ₂	510 teq CO ₂

Evaluation de l'impact du programme énergie sur la période 2007/2012 sur les filières bois et solaire thermique

On observe qu'en termes d'émission de gaz à effet de serre, le solaire a coûté en moyenne 2 fois plus cher pour un impact trois fois moindre.

Détails de l'action

- **Proposer aux élus du Conseil général de recentrer** les aides aux particuliers autour du Bois Energie **et de conditionner** l'octroi des aides à une haute qualité du matériel posé par un professionnel Reconnu Grenelle de l'Environnement (RGE) et à la récupération par le Conseil général des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) associés aux travaux.
- **Poursuivre** le soutien au bois énergie par le biais d'une subvention forfaitaires aux particuliers de 2 000€ en dessous des plafonds ANAH et 1 500€ au-dessus.
- **Promouvoir** le système d'aide du Conseil général par une communication accrue et ciblée

Eléments financiers

Sur la base de 30 dossiers par an et en considérant une parité des dossiers au-dessus et en dessous des plafonds ANAH, le budget à prévoir à terme est de 52 500 €.

Seuls les CEE des dossiers au-dessus des plafonds ANAH seraient récupérables par le Conseil général dans ce nouveau mode de gestion. Si la proposition de gestion des CEE est retenue par les élus du Conseil général, le dispositif pourrait s'autofinancer à hauteur de 25 %, grâce aux CEE (environ 850 € par chaudière avec 0.37cts€/kWh cumac).

En 2014, le programme énergie 2007-2013 sera prolongé dans les mêmes conditions. Il est prévu 45 000 euros de budget en 2014 sur les aides aux particuliers pour le bois-énergie.

Pour les années suivantes, il sera proposé un nouveau système d'aide dans le cadre du Contrat de Projet Etat-Région (CPER) avec un budget de l'ordre de 52 500 euros dont 12 250 euros de CEE soit une stabilité de l'enveloppe.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Accompagner les particuliers dans la transition énergétique vers les énergies renouvelables c'est leur garantir un meilleur confort de chauffe tout en prévenant la précarité énergétique due à une baisse des charges d'exploitation sur le moyen terme.

Le soutien à un matériel de qualité et aux circuits courts, c'est aussi améliorer la qualité de vie et de l'air des habitants de l'Allier. Avec le développement et la montée en puissance du programme d'aide sur la rénovation thermique du Conseil général (cf. action n°14), il apparaît indispensable de faire évoluer le système d'aide du Conseil général en bonifiant l'aide aux plus démunis.

Economiques :

D'après une étude de l'ADEME de 2007, 1 000 Tep (tonne équivalent pétrole) :

- de granulés génèrent 1 équivalent temps plein ;
- de plaquettes industrielles génèrent entre 1,6 et 7,7 équivalent temps plein ;
- de plaquette forestière gèrent entre 2.4 et 4 équivalent temps plein ;
- la plaquette bocagère 11 équivalent temps plein.

Le segment des chaudières à bois individuelles engendre entre 18 emplois pour la fabrication, la vente et la pose du matériel. Si l'on prend en compte l'ensemble de la filière, le bois représente en moyenne 28 emplois pour 1 000 Tep soit approximativement 2 000 emplois sur l'Allier.

Environnementaux :

30 chaudières automatiques par an, c'est 1,35 GWh (45 Mwh / dossier) d'énergie renouvelable supplémentaire qui seraient consommés chaque année soit 6,75 GWh sur le programme (5 ans) ou une augmentation de 0,25 % du mix énergétique du secteur résidentiel qui pourrait dépasser les 22 % en bois sur la base d'une augmentation de 196 Gwh.

1 726 teq CO₂ sur les 5 ans pourraient être économisées soit 0.9 % de l'objectif résidentiel.

Tableau de synthèse Action 13	
Indicateurs	1/ Nombre de dossiers subventionnés 2/ Puissance installée et qualités et quantités d'énergies substituées, 3/ CEE et kWh cumac
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	ADEME / Région / EIE / DATPL du Conseil général
Budget 2014/2018	Investissement : 45 000€ en 2014. Puis 52 500 € pour les années suivantes avec 12 250€ de recette.

Action n°14 : Favoriser la rénovation énergétique du parc privé et public des logements les plus énergivores.

Objectif opérationnel : Rénover 25 000 logements en 10 ans avec un minimum de 25 % d'économie d'énergie.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.2. – Bâtiments résidentiel : Réduire la précarité énergétique.

Objectif régional à l'horizon 2020 : Passage en classe C (ou à la rigueur D) du diagnostic énergétique des logements des ménages les plus démunis.

Éléments de contexte

Avec 58 % des consommations énergétiques du territoire, le secteur résidentiel est le premier consommateur d'énergie de l'Allier. Il est donc primordial de travailler en priorité sur ce secteur.

Aujourd'hui, les pouvoirs publics se sont saisis de la question et les systèmes d'aide sont nombreux (habiter mieux, OPAH, CEE, CIDD, CAF, Eco prêt...).

Il est apparu indispensable de pouvoir accompagner techniquement, administrativement et financièrement les ménages les plus précaires, c'est-à-dire ceux en-dessous des plafonds de l'ANAH.

En 2013, 50% de la population de l'Allier est éligible aux aides de l'ANAH ce qui représente plusieurs dizaines de milliers de logement.

En 2012, la dépense énergétique moyenne d'un ménage français s'élevait à 1 702€ selon le SOeS (chauffage, eau chaude sanitaire, électricité). Ce sont des dépenses non négligeables qui pèsent lourds dans le budget des ménages. Ces dépenses, d'autant plus importantes que le ménage a peu de ressource pour entretenir durablement son logement, seront réduites grâce au programme de rénovation thermique du Conseil général.

Détails de l'action

- **Promouvoir** le programme du Conseil général via une communication à la fois ciblée, massive et large sur tout le territoire de l'Allier. Elle devra être cohérente avec les missions de l'Espace Info Energie et les éventuelles campagnes des différentes OPAH.
- **Soutenir et accompagner** techniquement, administrativement et financièrement les porteurs de projet de rénovation thermique du patrimoine en-dessous des plafonds ANAH
- **Suivre et évaluer** l'impact de ces rénovations en termes économiques, environnementaux et sociaux
- **Promouvoir**, lorsque cela est pertinent, le recours aux énergies renouvelables et l'emploi de matériaux biosourcés.
- **Pour le suivi de l'avancement des objectifs** en termes de consommations énergétiques et d'émissions de GES, la méthode de calcul ADEME sera extrapolée par rapport au nombre de contacts de l'EIE. À cela sera ajoutée les résultats des OPAH et de la cellule « Habiter mieux » du Conseil Général.

Eléments financiers

Le Conseil général a fait le choix de recruter en interne 3 binômes techniciens/administratifs pour accompagner tout au long de leur projet de travaux les particuliers éligibles à l'aide combinée de l'ANAH et du Conseil général.

Dans le détail, le département va mobiliser 2,1 millions d'euros sur la partie purement rénovation rénovation avec :

- 1,35 M€ pour le parc privé (aides directes, ingénierie, aides aux OPAH....)
- 0,75 M€ pour le parc privé.

A ces montants, il convient d'ajouter de l'ordre de l'ordre de 0,3 M€ sous forme de bonification des projets de production de logements sociaux ayant des performances énergétiques (BBC rénovation..).

Bénéfices attendus

Sociaux :

La qualité des logements, la précarité énergétique et le maintien à domicile sont des facteurs d'attractivité territoriale essentiels pour un département rural. Rénover, c'est améliorer la qualité de vie et le confort des citoyens tout en prévenant des situations de détresse sociale face à la précarité énergétique (ménage dont le budget énergie est supérieur ou égal à 10% de ses revenus).

Dépense moyenne en énergie par ménage

	2008	2009	2010	2011	2012
<i>En euros courants</i>					
Electricité, gaz et autres combustibles	1 554	1 457	1 592	1 532	1 702
Carburant	1 482	1 203	1 328	1 480	1 502
Total énergie	3 036	2 660	2 920	3 013	3 204
<i>En %</i>					
Part dans la consommation des ménages					
Electricité, gaz et autres combustibles	4,0	3,8	4,1	3,9	4,3
Carburant	3,8	3,1	3,4	3,7	3,8
Total énergie	7,8	7,0	7,5	7,6	8,1
<i>En %</i>					
Part dans la consommation effective*					
Electricité, gaz et autres combustibles	3,1	2,9	3,1	2,9	3,2
Carburant	2,9	2,4	2,6	2,8	2,9
Total énergie	6,0	5,3	5,7	5,8	6,1

* (y compris consommation à prise en charge collective)

Source : calculs SOeS d'après Insee, Comptes nationaux base 2005, et SOeS, Comptes du logement 2012

Economique :

Les secteurs du bâtiment et du conseil thermique, ainsi que ceux de la fourniture de matériaux et de matériel énergétique devrait créer des dizaines d'emplois dans l'Allier pour répondre aux objectifs du programme de rénovation thermique.

Le Conseil général a créé 7 emplois pour le suivi et l'accompagnement des particuliers dans la rénovation thermique des logements.

D'après les chiffres de la DREAL, 8 emplois sont créés pour chaque million d'euros investis. La moyenne des dépenses des dossiers traités en 2013 est de 20 000€. Ainsi, à termes, le

programme devrait générer 500 millions d'euros d'investissement sur le territoire soit en théorie 4 000 emplois.

Environnementaux :

Les premiers résultats au niveau national comme au niveau local prouvent que les économies d'énergie financées par le programme Habiter Mieux sont supérieures aux prévisions avec des réductions de consommation pouvant atteindre 40 %. Avec une typologie de bâtiment moyenne de 100 m² et une réduction de 120 KWh/m².an sur la cible de 25 000 logements, on obtient une réduction de 30 GWh d'économie d'énergie sur 10 ans.

Cela représente environ 3,7 % de l'effort global de réduction des consommations énergétiques du secteur résidentiel. Dans l'Allier, les 3 669 Gwh consommés dans le secteur résidentiel rejettent chaque année 660 000 tonnes de CO₂. Ainsi, le programme devrait à terme permettre d'éviter le rejet de 5 400 teq CO₂ soit 2,7% de l'objectif du secteur résidentiel.

Tableau de synthèse Action 14	
Indicateurs	1/ Nombre de contacts dans les OPAH et à la cellule « Habiter mieux » 2/ Nombre de dossiers traités 3/ Economie d'énergie moyenne réalisée après travaux 4/ Quantité et qualité d'énergie substituée le cas échéant
Pilote	Direction Aménagement du Territoire et Développement Local
Partenaires	ANAH / Collectivités territoriales
Budget 2014/2018	Investissement : 2 400 000€ chaque année

Action n°15 : Renforcer l'accès à une information neutre et gratuite à l'ensemble de la population sur la thématique de l'énergie et de l'habitat

Objectif opérationnel : Augmenter le nombre de contacts de l'EIE, des OPAH et de la cellule habiter mieux.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle : I.1. – Bâtiments résidentiel : accentuer le conseil aux propriétaires et gestionnaires immobiliers afin de faciliter le déclenchement d'opération de rénovation thermique très efficaces.

Objectifs régionaux à horizon 2020 :

- Consommation d'énergie : -38 % par rapport à 2008
- Emissions de gaz à effet de serre : - 39 %

Eléments de contexte

Soutenir, mutualiser et renforcer les structures existantes qui travaillent sur les questions de l'habitat et de l'énergie, c'est les rendre plus visibles pour un meilleur service à la population.

Le constat est similaire partout en France et pour la majorité des habitants : il est difficile d'obtenir une information claire et neutre pour les questions qui concernent l'habitat et l'énergie. Malgré la présence de nombreuses structures, le nombre de contact est en forte et constante diminution.

Le Conseil général a intégré ce phénomène en proposant aux ménages les plus précaires une ingénierie technico-financière complète pour accompagner les particuliers dans leurs choix en matière de rénovation thermique (cf. action n°14)

Les structures suivantes n'ont pas les mêmes missions ni les mêmes territoires à couvrir, mais traitent de la question de l'habitat au sens large :

- Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) conseille, informe et sensibilise le public sur les orientations propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant.
- L'Espace Info Energie (EIE) : structures créées il y a plus de 10 ans par l'ADEME et soutenues par le Conseil général : ils ont la mission d'apporter une information neutre et indépendante sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables dans l'habitat.
- L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) apporte un conseil neutre et gratuit d'ordre juridique et fiscal sur toutes les questions qui concernent l'habitat.
- Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sont des programmes de rénovation urbains portés par des agglomérations ou intercommunalités. Ces programmes sont ciblés et concernent souvent l'insalubrité, la non-conformité ou l'indécence. Ils visent à réduire la précarité énergétique et à redynamiser des quartiers entiers via l'apport d'aides financières.
- Le PACT est une association dont la mission est d'améliorer et de réhabiliter l'habitat. Les PACT traitent les logements indignes afin d'éviter les désagréments et établissent les bases de la mixité sociale en produisant au sein du parc privé une offre de logements abordables.

Chacun de ces organismes a dans chacune des agglomérations des locaux à différentes adresses.

La demande d'informations concernant l'habitat et l'énergie est très importante, le nombre de structures l'est également et les aides n'ont jamais été aussi généreuses. Pour autant, le manque de visibilité et la multiplication des programmes et des organismes, leur articulation opaque pour les citoyens entraînent un défaut d'appropriation de ces outils voire une sous-utilisation.

Le Conseil général de l'Allier a mis en place un point d'information et de conseil unique sur l'ensemble du Département. Une personne a pour mission de répondre aux appels de d'orienter les particuliers selon leurs niveaux de revenu et leurs projets vers la cellule du Conseil général, les OPAH ou vers l'Espace Info Energie.

En parallèle, les 3 agglomérations qui représentent plus de la moitié de la population de l'Allier pourront travailler à la création d'un service regroupant toutes les questions liées à l'habitat. Vichy Val d'Allier a prévu de travailler dans cette direction en créant une OPAH sur son territoire qui devrait progressivement évoluer vers la création d'une maison de l'habitat.

Détails de l'action

- **Mutualiser** les locaux des différents organismes traitant de l'habitat dans chacune des trois agglomérations. Chaque organisme conserve son personnel et ses missions mais partage des espaces de travail avec ses partenaires. Cette mutualisation se fera sous l'impulsion des communautés d'agglomération.
- **Développer** les services manquants pour pouvoir répondre aux demandes en se déplaçant si besoin sur le terrain grâce à une évolution de la charte des EIE à travailler avec l'ADEME et la région Auvergne.
- **Communiquer** sur ces nouveaux espaces ouverts au public pour toutes les questions liées à l'habitat.
- **Organiser** des permanences de ces services sur tout le territoire du Département pour une réelle équité territoriale.
- **Augmenter** le nombre de conseiller pour atteindre un équivalent temps plein par bassin de vie

Éléments financiers

Les Espaces Info Energies sont financés à parts égales par l'ADEME, le Conseil Régional et le Conseil général.

Le Département dispose actuellement d'1,5 ETP pour assurer la mission d'Espace Info Energie pour les particuliers. Face à l'augmentation à prévoir du nombre de contact de l'EIE et de ses missions de sensibilisation et d'animation du réseau, il faudra prévoir à partir de 2016 de doubler le nombre d'équivalent temps plein afin de bénéficier d'un conseiller par bassin de vie (Moulins, Montluçon et Vichy).

Il est prévu pour le financement de ce 1,5 ETP supplémentaire (à raison de 0,5 ETP par bassin de vie) de faire appel aux communautés d'agglomération volontaires.

Bénéfices attendus

Sociaux :

Une meilleure visibilité et lisibilité de chacun de ces organismes sont indispensables pour un accompagnement de chacun au plus de près de ses attentes et besoin.

Dans une logique d'équité territoriale, les maisons de l'habitat ne devront pas se faire au détriment de l'habitat diffus hors agglomération, mais en complément. Des permanences décentralisées sur rendez-vous seront organisées sur tout le territoire sur demande.

Economique :

Les frais fixes pourront être mutualisés et la communication centralisée. Chacun de ces organismes hors OPAH est financé par le Conseil général.

D'après une étude nationale de l'ADEME, en 2012 sur l'Allier, les 1 009 contacts réalisés par l'EIE ont permis de générer plus de 2 millions d'euros de travaux sur l'ensemble du territoire.

Environnementaux :

D'après une étude nationale de l'ADEME, en 2012 pour l'Allier, les 1 009 contacts réalisés par l'EIE ont permis d'économiser 764 tonnes de CO₂.

Au rythme actuel, seules 6 000 tonnes de CO₂ seront économisées grâce à l'EIE en 2020, soit 3% de l'objectif du secteur résidentiel.

Tableau de synthèse Action 15	
Indicateurs	1/ Nombre de contact de l'EIE, des OPAH et de la cellule « Habiter mieux ». 2/ Indicateurs ADEME
Pilote	Les 3 Communautés d'Agglomération et le Conseil général
Partenaires	ANAH / ADIL / PACT / EIE / CAUE/ OPAH
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 23 000 €/an sont prévus pour soutenir la mission EIE.

Action n°16 : Renforcer l'aide aux collectivités territoriales dans leurs projets liés à la rénovation, l'extension ou la construction de patrimoine public.

Objectif opérationnel : Bonifier les projets correspondants à une analyse critique technico-économique réalisées par nos partenaires (ATDA, SDE03 ou DDT) par le biais d'un document unique co-construit.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.5. Bâtiments : Encourager la sobriété énergétique dans le tertiaire.

Objectifs régionaux à horizon 2020 :

- Consommation d'énergie : - 38 %
- Emissions de gaz à effet de serre : - 39 %

Éléments de contexte

À l'image des citoyens, les collectivités sont en difficulté pour leur patrimoine concernant les projets de rénovation thermique, d'extension ou de construction. Là aussi, des services existent comme l'Espace Info Energie du SDE03 ou l'ATDA.

Avec 21 % des consommations énergétiques du territoire, la rénovation thermique du secteur tertiaire peut avoir un impact important.

La rénovation thermique du patrimoine public est une question importante qui pèse lourd dans le budget de toutes les collectivités territoriales. Sur cette thématique, le Conseil général est aujourd'hui un soutien important pour ces dernières via 3 systèmes :

- Un service d'aide à la décision et de conseil neutre sur les énergies renouvelables porté par le SDE03 (EIE)
- Un système de subvention aux collectivités appelé Fond 2 qui permet de soutenir les projets des collectivités concernant le patrimoine (rénovation thermique, développement des énergies renouvelables, extensions...)
- Un service d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'extension, de construction ou de rénovation porté par l'ATDA

Il est nécessaire de maintenir voir de renforcer l'assistance technique dont dispose actuellement les collectivités territoriales de l'Allier sur la question de la maîtrise de l'énergie.

A moyen terme, il faudra envisager de conditionner les aides du Conseil général à une grille de lecture unique pour les critères thermique de rénovation, d'extension ou de construction afin de garantir l'efficacité des investissements publics. Mise en place au sein du Conseil général, une « fiche verte » devait conditionner les aides du Conseil général aux collectivités territoriales. Une évaluation rigoureuse de ce dispositif devra permettre d'évaluer son efficacité et de proposer des pistes d'amélioration.

Détails de l'action

- **Consolider et coordonner** l'intervention du SDE03 et de l'ATDA auprès des collectivités territoriales.
- **Evaluer l'efficacité du système de conditionnement** des aides du Conseil général (fiche verte).
- **Concerter** : la construction d'une nouvelle grille d'évaluation des projets nécessaire à l'attribution des aides ne pourra fonctionner que si elle est partagée par tous les acteurs.
- **Exiger** des communes qu'elles respectent un cahier des charges co-construit nécessite qu'elles soient bien conseillées par les structures en place qui devront **rester flexible** tant la rénovation du patrimoine pose de nombreux problèmes en phase de réalisation

Eléments financiers

La consolidation des exigences techniques pour l'octroi d'aide aura un impact financier difficile à évaluer à l'heure actuelle. Il sera nécessaire d'évaluer dans un premier temps les nouvelles modalités d'aide et leurs impacts sur les porteurs de projets.

Néanmoins, la réalisation de travaux plus ambitieux et plus cohérents à long terme réalisés avec l'aide d'experts à disposition des collectivités pourrait limiter les risques de déconvenues à courts termes.

Une réflexion pourra être engagée concernant la valorisation, éventuellement mutualisée, des travaux de rénovation énergétique grâce au dispositif des certificats d'économie d'énergie.

Bénéfices attendus

Les bénéfices attendus sur cette action sont difficilement quantifiables. Néanmoins, en termes de qualité de réalisation, de sensibilisation des acteurs et de la pérennité des travaux dans le temps, cette action ne peut qu'avoir des effets bénéfiques.

Quoi qu'il en soit, la réalisation de travaux plus ambitieux et plus cohérents dans le temps auront des impacts positifs d'un point de vue économique sur secteur du bâtiment et environnementaux avec une baisse accrue des consommations et des rejets de GES associés.

Tableau de synthèse Action 16	
Indicateurs	1/ Nombre de dossiers subventionnés et typologie de travaux réalisés 2/ Investissements consentis par les collectivités 3/ Economies d'énergie réalisées par rapport à une réalisation de référence 4/ Quantité d'énergie substituée le cas échéant 5/ CEE engendrés et kWh cumac 6/ Nombre de contacts dans chaque structure mentionnées
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	SDE03 / ATDA / Collectivités territoriales / DDT / DATPL
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 15 245 € pour la mission EIE du SDE03 Investissement : En fonction des orientations retenues.

C - Déchet

Objectif stratégique de la thématique : Réduire la quantité de déchet à traiter pour une réduction des nuisances et des frais liés à leur gestion.

L'évolution des modes de consommation, de production et des habitudes alimentaires de notre société a conduit à une multiplication par deux, en l'espace de 50 ans, de la quantité de déchets produits en France. En termes de gaz à effet de serre, le secteur des déchets représente en 2013 une part marginale des émissions avec 33 000 téqCO₂ sur le bilan 2011 soit moins de 1 % des émissions de GES du territoire.

Les émissions de GES se répartissent de façon non homogène aux différentes étapes de la gestion des déchets :

- La collecte, le transfert et le transport des déchets représentent dans le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) de l'Allier plus de 5 millions de kilomètres parcourus, soit l'émission de 3 200 téqCO₂.
- 81 % des émissions sont dues au traitement des ordures ménagères par incinération et par enfouissement.
- A l'inverse, l'impact carbone du recyclage, qui représente plus de 24 % des déchets, ne génère que 3 % des émissions de GES. En effet, le recyclage a un impact environnemental positif sur le bilan carbone.

Il apparaît donc pertinent de diminuer la quantité de déchet produit qui aura pour effet de réduire les émissions liées au transport et réduire les quantités de déchet enfouies et incinérées. En parallèle, il faudra augmenter les quantités de déchet recyclées au bilan carbone favorable.

Malgré cette faible part des déchets dans les émissions de gaz à effet de serre du département, une gestion performante des déchets constitue néanmoins un levier significatif d'une politique climatique.

- D'une part il s'agit d'une problématique qui concerne chaque individu. Or, en matière de gestion des déchets, de nouvelles habitudes peuvent être facilement prises afin d'adopter des comportements vertueux. C'est donc un domaine éminemment symbolique.
- D'autre part, en questionnant nos modes de consommation, une gestion des déchets efficace et durable peut également permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites « en amont » (de la production du bien de consommation à son usage en passant par son transport). Les déchets que l'on produit sont la conséquence directe des produits que l'on consomme. Or, aujourd'hui, le gaspillage, l'obsolescence programmée et la surconsommation entraînent des émissions de gaz à effet de serre inutiles.

En conformité avec les orientations européennes et nationales, le Conseil général a donc décidé de donner la priorité à la prévention des déchets pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des déchets.

Action n°17 : Mettre en œuvre les plans et programmes de prévention des déchets.

Objectif opérationnel : Réduire de 7 % la quantité de déchets entre 2011 et 2016, soit une baisse de 2 310 téqCO₂.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.16.- Déchets : Vers une meilleure gestion des déchets.

Eléments de contexte

Le Conseil général a la compétence d'élaboration et d'animation du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND). Il soutient également avec l'ADEME les projets des collectivités améliorant le service public de gestion des déchets. Enfin sur le thème de la prévention, le Conseil général est engagé dans une démarche volontariste depuis 2010.

En 2012 et 2013, les 4 principaux groupements compétents en matière de déchets (SICTOM Nord Allier, SICTOM Sud Allier et SICTOM Région montluçonnaise et communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier) ont investi près de 500 000€ dans leurs programmes de prévention respectifs avec l'aide de l'ADEME à hauteur de 63 %. Sur la durée du plan, l'investissement public sera d'environ 2 € par habitant et par an soit plus de 3 millions investis dans la prévention.

Le PPGDND de l'Allier, adopté en juin 2013, fixe les objectifs suivants en termes de prévention :

- réduction de 7 % des ordures ménagères et assimilées à horizon 2016 avec une logique de maintien à minima des efforts à horizon 2024 ;
- stabilisation des déchets ménagers et assimilés issus des déchèteries dans un contexte d'augmentation des flux de déchets emmenés dans ces installations ;
- réduction de 7 % des déchets d'activités économiques à horizon 2018 avec une logique de maintien par la suite ;

Le PPGDND fixe également des objectifs en matière de valorisation matière et organique avec une orientation de 45 % des déchets ménagers vers ces filières à horizon 2018 (contre 37 % en 2009).

Au total, les quantités de déchets à enfouir et à incinérer devront diminuer de 15 % en 2018 par rapport aux chiffres de 2009.

La 1^{ière} étape a consisté à mobiliser et à convaincre les 4 principales structures compétentes en matière de déchets du département de s'engager dans un Plan Local de Prévention (PLP) avec des objectifs communs : SICTOM Nord Allier, SICTOM Sud Allier et SICTOM Région montluçonnaise et communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier. Grâce au soutien de l'ADEME et au travail d'animation du Conseil général, 92 % de la population de l'Allier est couverte par un PLP depuis 2012.

La 2^{ième} étape a consisté à réaliser un diagnostic de la situation, une synthèse de la gestion des déchets en Allier et un bilan de la prévention des déchets sur le département. Ce diagnostic a permis de construire un plan d'actions.

Détails de l'action

- **Mettre en œuvre** le plan d'actions construit sur la base des deux premières phases d'engagement dans la démarche et de diagnostic
- **Animer et ajuster** si nécessaire les actions du plan départemental de prévention et animer le réseau des PLP.
- **Aller au-delà** de l'engagement de principe en mettant en œuvre des actions qui permettent de modifier en profondeur les comportements des habitants.
- **Mobiliser** tous les acteurs en proposant des formations ou des outils de prévention (kit de communication sur la prévention et sur le compostage, annuaire du réemploi).

Eléments financiers

Les principales dépenses prévues sont la réalisation d'un sondage sur les pratiques de prévention, des actions d'animation et de formation sur le compostage, la création d'un annuaire du réemploi, un dispositif de soutien financier à destination des EPCI et le financement des actions d'exemplarité en particulier dans les collèges qui participent à la dynamique territoriale.

Le Plan Départemental de Prévention que conduit le Conseil général fait l'objet d'une convention avec l'ADEME. Il est financé à hauteur de 80 % des dépenses engagées.

Bénéfices attendus

Sociaux :

En réinterrogeant les modes de consommation, la prévention amène à développer de nouveaux rapports sociaux. A titre d'exemple, on citera les opérations de compostage semi-collectif ou collectif qui sont souvent l'occasion de tisser de nouveaux liens avec ses voisins.

Par ailleurs le réemploi et de la réparation sont souvent effectués par des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le projet de ressourcerie de VVA va ainsi permettre d'embaucher du personnel en insertion pour la remise en état des objets et la tenue du magasin.

Economique :

La prévention permet de réduire les coûts de collecte et de traitement. Selon les données ADEME de 2010, le coût de gestion d'une tonne de déchets ménagers et assimilés serait de 142 €.

Environnementaux :

La réduction de 7 % des quantités d'ordures ménagères et assimilées à traiter aura un effet positif sur les émissions des gaz à effet de serre de ce secteur.

Tableau de synthèse Action 17	
Indicateurs	1/ Production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant et par an.
Pilote	Conseil général et les 9 groupements compétents en matière de déchets
Partenaires	ADEME et chambres consulaires
Budget 2014/2018	Fonctionnement : 150 000€/an sont prévus dont 110 000€/an de recettes (ADEME)

II. D Agriculture

Objectif stratégique de la thématique : Soutenir le développement d'une agriculture durable, dynamique et diversifiée faisant appel aux ressources locales

Dans l'Allier, le secteur agricole occupe 5,3 % de la population active (contre 2,5 % au niveau national) dans un contexte de baisse démographique (342 576 habitants selon les dernières estimations de 2010). Aujourd'hui 9 763 personnes participent quotidiennement aux travaux des exploitations agricoles du département.

En 2010 l'Allier comptait 5 523 exploitations contre 7 338 il y a dix ans soit 27 % de moins ce qui correspond à la tendance nationale sur cette même période.

Dans le même temps, la surface agricole utile (SAU) moyenne par exploitation a progressé de 20 hectares (ha) pour atteindre 88 hectares. La catégorie des grandes exploitations (+ de 160 ha) est la seule à enregistrer une augmentation de ses effectifs.

Aujourd'hui la Ferme Allier exploite 484 400 hectares soit 16 200 hectares de moins qu'en 2000. Ainsi, en 10 ans l'agriculture dans le département a perdu 4,5 hectares de terre par jour.

Prédominance des systèmes bovins allaitants.

Avec 198 298 vaches nourrices détenues par 3 217 exploitations, l'Allier détient le second troupeau allaitant de France à dominante charolaise. La taille moyenne des cheptels bovins allaitants s'établit à 62 vaches en 2010 contre 48 en 2000.

Il s'agit principalement de systèmes naisseurs spécialisés dans la production d'animaux destinés à l'engraissement et dont plus de la moitié sont des broutards (animaux de moins d'un an). En 2011, cette filière représente 82 723 broutards.

Les grandes cultures se maintiennent.

En 2011, la production de céréales avoisine les 618 200 tonnes contre 640 000 en 2000. La sole céréalière s'élève aujourd'hui à environ 102 610 ha contre 90 000 il y a dix ans. La culture majoritaire reste le blé avec 48 200 ha en 2012 suivi du maïs avec 22 900 ha.

Avec 17 100 hectares en 2012, contre 22 145 hectares en 2000, les oléagineux, principalement représentés par le colza (14 100 ha) régressent. A noter la présence de la culture de betteraves sucrières sur un peu plus de 1 000 hectares, notamment dans la Limagne et le sud du Val d'Allier.

L'élevage laitier une production à ne pas négliger.

Avec 10 507 vaches laitières, la filière lait est bien implantée dans l'Allier. Malgré une baisse de près de 12 % des animaux en lactation depuis 2000, cette filière semble mieux résister que dans les autres départements. En dix ans, la taille des troupeaux a été multipliée par deux.

Le cheptel ovin continue de décroître.

En diminution depuis plusieurs années, le cheptel ovin dans l'Allier compte 133 774 brebis mères. Depuis 2000, il accuse le plus fort recul, le département ayant perdu environ 41 % de son cheptel et près de la moitié de ses producteurs. Il reste néanmoins le plus important de la région Auvergne.

Les productions hors sol, un secteur solide.

L'aviculture est le 3^e secteur de production de l'Allier après les bovins et les céréales. Cette production, en ateliers spécialisés, représente près de 6 % du chiffre d'affaires total du département. La production de poulets de chair (standard ou label) est dominante. Toujours présente, la production porcine compte 90 392 têtes en 2011, dont 7 093 truies. Elle s'est beaucoup spécialisée ces dernières années puisque les ateliers détiennent aujourd'hui en moyenne 420 porcs contre 120 en 2000.

Des productions de qualité pour répondre aux exigences des consommateurs

Depuis longtemps, les filières départementales, de par leur processus de production, assurent des garanties de qualité. Ainsi 27 % des exploitations agricoles de l'Allier produisent aujourd'hui sous signe de qualité. Le département représente à lui seul 50 % des productions sous label et 40 % des Certifications de Conformité dans les secteurs des viandes bovines, ovines, porcines et des volailles. En viande bovine, l'Allier est le premier département à avoir obtenu un Label Rouge. On en compte aujourd'hui deux en Charolais, deux en agneaux d'herbe, un en porc fermier et un en volailles fermières.

Autre signe de qualité, l'agriculture biologique complète ces productions pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs. Elle tend à se développer de plus en plus ces dernières années et représente désormais 2.4 % de la SAU départementale soit deux fois plus qu'en 2000, la projection pour les cinq prochaines années étant à nouveau un doublement des surfaces. 184 exploitations se sont déjà engagées dans cette démarche. Le vin de Saint-Pourçain a, quant à lui, obtenu son classement AOC en 2009.

Action n°18 : Mettre en place un soutien aux bâtiments agricoles incluant des critères de conception bioclimatique.

Objectif opérationnel : Bonifier les projets correspondants à une analyse critique technico-économique par le biais d'un document unique co-construit.

Lien avec le SRCAE : Orientation sectorielle I.8. – Agriculture : Maîtriser la consommation énergétique pour réduire les charges et la dépendance aux énergies fossiles des exploitations.

Objectifs régionaux à horizon 2020 :

- Réduction de 8,5 % des consommations de fioul ;
- Réduction de 0,5 % des consommations de butane-propane ;
- Réduction de 1 % des consommations électriques.

Eléments de contexte

L'autonomie énergétique des exploitations agricoles est une nécessité pour leur développement et leur maintien sur le territoire. Le Conseil général doit continuer à soutenir une **agriculture exemplaire** en renforçant ses critères d'éligibilité aux aides.

Les besoins en énergie dans le logement des animaux varient selon l'espèce. Si les bovins, les ovins et les caprins n'ont pas beaucoup d'exigence en terme de température d'ambiance, l'élevage porcin ou avicole nécessite un chauffage important qui représentent la deuxième charge d'élevage après l'alimentation. Avec l'évolution des coûts de l'énergie et de prix de vente des produits soumis à des tensions fortes, redonner de l'autonomie énergétique aux éleveurs est important.

Le Conseil général soutient actuellement la construction de bâtiment d'élevage bovin, ovin, caprin, avicole, cunicole et porcin ainsi que la rénovation pour les productions avicoles de chair et cunicoles :

- Environ 25 projets bovin et ovin par an en 2013 : le dispositif est adossé au plan de modernisation des bâtiments d'élevage. Pour accéder à l'aide du Conseil général l'exploitant doit avoir recours au Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) pour l'intégration paysagère de son projet. Une bonification est apportée pour les constructions en bois (structure et bardage).
- Une trentaine de projets avicole et porcins sont soutenus par an en 2013 avec environ 1/3 de rénovation : le dispositif est adossé au plan de modernisation des bâtiments d'élevage élargi. Pour être éligible à l'aide à la construction les productions doivent s'effectuer sous signe officiel de qualité (Labels, Bio). Les aides à la rénovation ne portent que sur les investissements améliorant l'ambiance des bâtiments (ventilation, régulation, chauffage, isolation brumisation...) et la maîtrise des risques sanitaires (bacs d'équarrissage, enceinte de stockage, sas sanitaires enduits lisses, dalle...).

L'ADEME a développé avec le ministère de l'agriculture un outil d'évaluation et d'aide à la décision pour les exploitations agricoles en termes environnementaux : Dia'terre®.

Le diagnostic énergétique est la base de l'amélioration de la performance énergétique de l'exploitation. Il comporte un état des lieux des consommations d'énergie directe et indirecte de l'exploitation, par poste énergétique (électricité, fioul, gaz) et par atelier de production, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre associées. Il permet d'identifier les marges de progrès et les actions que l'agriculteur peut mettre en œuvre pour améliorer la performance énergétique de sa production, de ses matériels ou de ses bâtiments.

Détails de l'action

- **Recentrer, différencier et bonifier l'aide :**
 - o Pour les projets bovins et ovins en mettant en œuvre le bois.
 - o Pour les projets avicoles cunicoles et porcins en mettant en œuvre des investissements matériels et immatériels visant à réduire la consommation énergétique des équipements, matériels et locaux de l'exploitation agricole ou à assurer une production énergétique.
- **Conditionner l'aide à la réalisation d'un diagnostic Dia'terre® de l'exploitation**

Bénéfices attendus

Bien qu'ils ne soient pas quantifiés à l'heure actuelle, les objectifs attendus de l'action sont :

- De recourir à des matériaux durables pour la construction de bâtiments d'élevage ;
- De diminuer les charges liées aux postes de consommation énergétique, en favorisant des actions et des investissements d'économie d'énergie ;
- De développer la valorisation énergétique de la biomasse agricole (en particulier le bois plaquette)
- De conforter les exploitations du territoire et maintenir l'emploi direct et indirect lié aux activités d'élevage du département.

Tableau de synthèse Action 18	
Indicateurs	1/ Nombre de dossiers subventionnés et typologie de travaux réalisés 2/ Nombre de diagnostics Dia'terre® réalisés 3/ Economies d'énergie réalisées par rapport à une réalisation de référence 4/ Quantités d'énergie substituées le cas échéant, 5/ CEE engendrés et kWh cumac
Pilote	SAFAR
Partenaires	Région / Chambre d'agriculture
Budget 2014/2018	A définir en fonction des évolutions de la politique agricole régionale

Action n°19 : Expérimenter des solutions de diversification des ressources agricoles comme l'agroforesterie.

Objectif opérationnel : Organiser un appel à projet

Lien avec le SRCAE : Orientation transversale II.3. – Adaptation au changement climatique : Adapter les activités agricoles et d'élevage, les milieux forestiers et la gestion de l'espace pour limiter les impacts du changement climatique.

Eléments de contexte

Diversifier les ressources des agriculteurs via des techniques novatrices comme l'agroforesterie, c'est soutenir des **projets visionnaires** du territoire de demain. Soutenir des projets innovants et créatifs, accompagner les porteurs de projet pilote, c'est inscrire sur le territoire le concept des nouvelles ruralités et **créer l'agriculture de demain**.

L'augmentation de surface ne peut pas être la solution unique au maintien de la compétitivité des exploitations. En plus de rendre moins vivables les structures agricoles de plus en plus grandes, ce principe pénalise l'installation de nouveaux agriculteurs. La diversification agricole peut permettre de conforter le revenu de l'exploitant sans avoir recours à l'agrandissement. Elle peut faciliter l'installation car nécessitant moins de foncier.

Parmi les différentes voies de diversification, l'agroforesterie, mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages, encore très confidentielle sur notre territoire, mérite d'être explorée par les intérêts qu'elle présente :

- Sur le plan agricole, l'agroforesterie offre une diversification des activités, et la double assurance d'un revenu courant (culture, élevage) et d'un revenu sur le moyen long terme (fruits/bois).
- L'agroforesterie permet d'autre part de protéger les cultures et les animaux des aléas climatiques (soleil, vent, pluie), et de préserver le sol, en favorisant sa fixation, et en stimulant la microfaune et la microflore.
- Sur le plan environnemental, l'agroforesterie représente une amélioration de la valorisation des ressources naturelles. Entre autres résultats, il s'avère qu'un hectare de parcelle agroforestière où se mêlent noyers ou merisiers et céréales, produit autant que 1,3 hectare cultivé où arbres et céréales seraient séparés.
- Outre la protection des sols et des eaux, ces structures paysagères, améliorent la biodiversité par l'abondance des effets lisières: entre autres, elles favorisent la diversité du gibier, de l'avifaune et des populations d'hyperparasites. Ces derniers, parasites des parasites, sont très importants pour améliorer la protection des cultures (lutte biologique).

Il n'y a pas eu pour le moment de projet agroforestier subventionné.

Détails de l'action

Afin de promouvoir ce système d'exploitation le Conseil général propose de lancer un appel à projet pour la mise en œuvre par un ou des exploitants du département de système(s) agroforestier(s).

Ce dispositif vise à soutenir :

- L'étude technico-économique préalable à la mise en œuvre du projet ;
- la prise en charge d'une partie des coûts d'investissements : plants, coûts de plantations et de protection, coûts d'investissements liés à l'activité associée
- Suivi technique des projets.

Les résultats du suivi des systèmes agroforestiers soutenus serviront à créer des références locales pour le développement de cette pratique.

5 ans après la mise en œuvre des projets, les exploitants bénéficiaires s'engageront à ouvrir leur exploitation deux fois par an pour des actions de formation et ceci pendant 5 ans.

Bénéfices attendus

Comme les autres activités de diversification cette action vise à maintenir l'activité sur le territoire d'un grand nombre d'actif.

Elle se veut aussi comme une action contributrice à l'amélioration des pratiques agricoles en termes de préservation des ressources naturelles.

Selon un rapport récent sur *la contribution de l'agriculture française à la réduction des émissions de GES* édité par le ministère de l'écologie, « l'analyse de la littérature a conduit à retenir la valeur de 3,7 tCO₂e/ha/an pour le stockage de carbone dans la biomasse et dans le sol, sur une durée de 20 ans, avec comme fourchette une valeur basse autour de 0,4 tCO₂e/ha/an et une valeur haute de 4,97 tCO₂e/ha/an. On note donc une très forte incertitude associée au stockage agroforestier. Les valeurs retenues sont de 0,55 tCO₂e/ha/an (valeur basse : 0,17 et valeur haute : 0,94) et 0,92 (valeur basse : 0,28 et valeur haute : 1,56), suivant que la haie est introduite dans une parcelle cultivée ou une prairie, sur 60 ou 100 mètres linéaires respectivement. » p.48 Juillet 2013.

Tableau de synthèse Action 19	
Indicateurs	1/ Nombre de dossiers reçus ; 2/ Evaluation quantitative et qualitative du projet retenu ; 3/ Volonté du porteur de projet de poursuivre l'expérimentation, de l'étendre ou de la diversifier 4/ Linéaire de haie planté et impact CO ₂ associé 5/ Nombre d'hectares an agroforesterie et impact CO ₂ associé
Pilote	SAFAR
Partenaires	Région / Chambre d'agriculture
Budget 2014/2018	A définir en fonction des évolutions de la politique agricole régionale

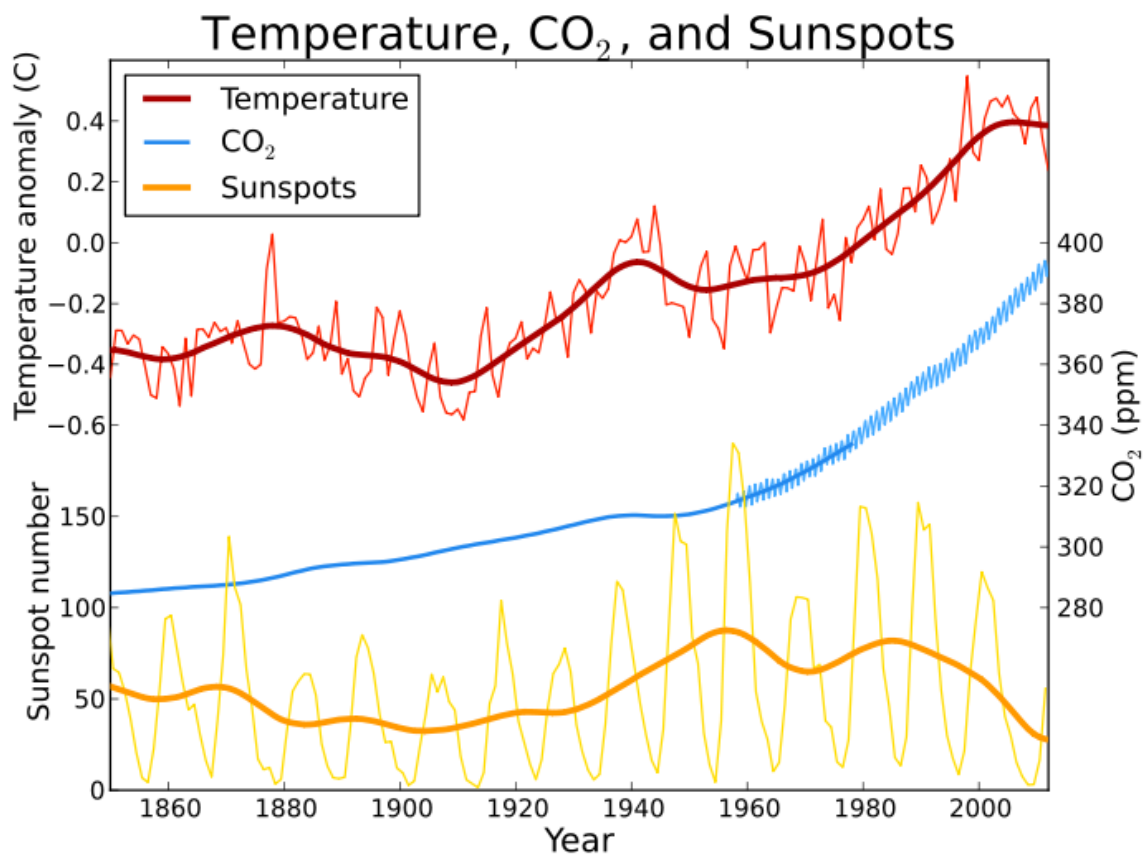
II. E – Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire

Objectif stratégique de la thématique : Aménager le territoire de demain pour créer des espaces équilibrés, solidaires, créateurs de richesse tout en conservant leur spécificités et caractéristiques.

L'adaptation au changement et au réchauffement climatique constitue le deuxième axe obligatoire de la démarche Plan Climat. Quoique le Conseil général fasse, le changement climatique sera une réalité dans les décennies à venir. Les experts du monde entier s'accordent sur une élévation des températures au niveau globale comprise entre 2 et 6°C d'ici 2100.

Nul n'est aujourd'hui en capacité d'en mesurer précisément les conséquences directes au niveau local. Il est difficile de se préparer à l'inconnu. Néanmoins, il est indispensable de se préparer à des changements qui pourraient être radicaux.

Notre territoire rural peut être exposé à des aléas climatiques (inondations, sécheresses, mutation des espèces végétales,...) qui pourraient affecter durablement des secteurs économiques essentiels comme l'agriculture.



Scénarii d'élévation des températures globales en fonction de l'élévation de la concentration en CO₂ dans l'atmosphère

Action n° 20 : Construire une vision prospective du département de demain en prenant en compte l'adaptation au changement climatique.

Objectif opérationnel : réaliser l'étude prospective

Lien avec le SRCAE : Orientation transversale II.5. – Adaptation au changement climatique : Prendre en compte les impacts du changement climatique dans les politiques de prévention et de gestion des risques.

Éléments de contexte

Rédiger un document de vision de développement à moyen terme, c'est rendre le territoire de demain attractif, vivant et prospère au service de la qualité de vie des citoyens.

Gérer les espaces et l'urbanisme du futur permet de mettre en cohérence des politiques aussi diverses que le maintien de l'agriculture, les déplacements, la gestion de l'énergie ou l'attractivité du territoire. C'est aussi accompagner l'aménagement et le développement du territoire via les SCoT, PLU et le SRADDT.

L'objectif est de prévenir et préparer les secteurs d'activité et les citoyens aux impacts liés au changement climatique. Pour cela, il sera nécessaire d'évaluer l'impact des effets du changement climatiques sur le territoire de l'Allier, la ressource en eau, le monde agricole et la vulnérabilité de ses acteurs économiques.

Accompagner les citoyens et les secteurs d'activités vers un changement climatique est indispensable pour inscrire les nouvelles ruralités dans le temps et l'espace et préparer l'avenir.

Détail de l'action

Il s'agit de réaliser une étude prospective sur l'aménagement du territoire de demain, les impacts du changement climatique sur les secteurs d'activité du département et les mesures à mettre en œuvre pour leur adaptation.

Le soutien de l'ADEME sera mobilisé pour financer cette action.

Les 3 communautés d'agglomération seront associées à cette démarche afin d'avoir une vision globale de cette problématique.

Bénéfices attendus

Le bénéfice sera de sensibiliser l'ensemble de la population y compris les élus et décideurs du territoire sur cette question du changement climatique. Grâce à ce document de prospective, une vision de notre territoire à long terme sera ébauchée permettant d'aménager, de sécuriser et de prévenir les impacts du changement climatique.

Tableau de synthèse Action 20	
Indicateurs	1/ Nombre d'études réalisées
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	INRA / Massif central / Région / ADEME
Budget 2014/2018	50 000€ sont à prévoir en 2015 pour l'étude dont 25 000€ de recette ADEME

II. F Sensibilisation et communication

Objectif stratégique de la thématique : Mutualiser la communication au niveau territorial en lien avec tous nos autres partenaires.

Une réelle politique de développement durable et de soutien aux ressources locales ne peut être assimilée par les citoyens que si elle est **transparente, pérenne, visible et suivie**. Notre plan de communication doit être cohérent avec les programmes transversaux du Conseil général que sont les nouvelles ruralités, le vivre ensemble, le projet d'administration et l'Agenda 21.

Action n°21 : Communiquer largement et sensibiliser tous les acteurs autour du Plan Climat sur son volet externe

Objectif opérationnel : Définir annuellement un thème commun avec les autres acteurs du territoire et communiquer largement sur le thème sélectionné

Éléments de contexte

La multiplication des programmes et des informations concernant le climat et l'énergie parfois contradictoire a un impact négatif sur la compréhension du public des enjeux globaux. Les méthodologies de calcul et les échéances sont variées, les incertitudes concernant les chiffres sont importantes et les périmètres et bases de calcul sont différents. Le tout n'est pas toujours très clair entre démarche volontaire ou obligatoire, sigles et proportions.

Ainsi, le Plan Climat doit apparaître comme un outil de facilitation de la compréhension du grand public aux enjeux de demain. Il ne doit pas être un document en plus, mais un document de simplification.

Détail de l'action

Le Conseil général s'engage à **participer aux événements, à signer les chartes** ou à **mettre en œuvre tous autres outils de communication** nécessaire à la sensibilisation du grand public autour des questions de développement durable dans la limite de leurs impacts financiers. Le Conseil général se rapprochera de ses différents partenaires institutionnels ou associatifs pour promouvoir toutes les actions qui œuvrent à une réduction des émissions de gaz à effet de serre, aux économies d'énergie ou au développement des énergies renouvelables. A ce titre, le Réseau Auvergne Climat Energie pourra être sollicité.

- **Définir** un plan de communication commun aux 4 collectivités engagées dans un Plan Climat (les 3 communautés d'agglomération et le Conseil général) sur la base d'une thématique par an.
- **Communiquer** sur les enjeux de la thématique annuelle en lien avec les différents partenaires.

- **Sensibiliser** les partenaires institutionnels à l'intégration de critères environnementaux dans le développement de leurs politiques urbanistiques (SCoT, PLU, PLUI, AEU...).

Le Réseau Auvergne Climat Energie pourra être sollicité afin de bénéficier de retours d'expérience utiles sur des actions de communication déjà réalisées et également de valoriser les nouvelles.

Bénéfices attendus

Le bénéfice sera principalement de sensibiliser les particuliers à la thématique globale de la réduction des émissions de GES. En faisant preuve de pédagogie et en expliquant au public les raisons et enjeux d'un PCET, l'objectif visé est de mobiliser tous les acteurs et habitants de l'Allier autour de ces questions essentielles.

Tableau de synthèse Action 21	
Indicateurs	1/ Nombre d'outils de communication parus 2/ Nombre de personnes touchées
Pilote	Equipe-projet Plan climat
Partenaires	Communication externe / Collectivités territoriales et institutions
Budget 2014/2018	30 000 €/an en fonctionnement dont 22 500€ de recette issues des partenaires du Conseil général.

ANNEXE 1 : BUDGET PCET 2014-2018 EN FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT	Volet Interne									
	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018	
Actions	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Batiment / Energie										
Action n°1 : Etablir un plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public du Conseil	A définir en fonction des orientations retenues									
Transport / Mobilité										
Action n°2 : Etablir un Plan Interne de Mobilité (PIM) pour les trajets domicile travail	A définir en fonction des orientations retenues									
Action n°3 : Développer de nouveaux outils pour les trajts professionnels	A définir en fonction des orientations retenues									
Action n°4 : Engager nos partenaires transporteurs de personnes dans la signature de la charte Objectif CO2	Pas de dépenses ni de recettes pour le Conseil général sur cette action.									
Action n°5 : Former les agents concernés à l'utilisation d'éco comparateur évaluant l'impact environnemental de l'entretien des routes départementales	1 000 €	0 €	1 000 €	0 €	1 000 €	0 €	1 000 €	0 €	1 000 €	0 €
Sensibilisation et communication										
Action n°6 : Communiquer sur les actions menées et leurs résultats et sensibiliser les agents	6 000 €	0 €	6 000 €	0 €	6 000 €	0 €	6 000 €	0 €	6 000 €	0 €

Volet Externe											
FONCTIONNEMENT	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018		
Actions	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Transport											
Action n°7 : Développer des aires de covoiturage	5 000 €	0 €	5 000 €	0 €	5 000 €	0 €	5 000 €	0 €	5 000 €	0 €	
Action n°8 : Expérimenter des solutions innovantes au véhicule individuel	-	-	10 000 €	0 €	10 000 €	0 €	10 000 €	0 €	10 000 €	0 €	
Action n°9 : Etablir un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes électriques	50 000 €	37 500 €	A définir en fonction des orientations retenues								
Energie											
Action n°10 : Soutenir les projets de méthanisation	10 000 €	5 000 €	A définir en fonction des orientations prises par l'action								
Action n°11 : Soutenir l'ensemble de la filière Bois Energie	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	
Action n°12 : Développer une structure juridique afin de porter, gérer et/ou financer les projets de méthanisation, de bois énergie et de gestion du réseau de bornes électriques	5 000 €		A définir en fonction des orientations retenues								
Action n°13 : Aider et accompagner les particuliers dans la transitions vers les énergies renouvelables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Action n°14 : Favoriser la rénovation énergétique du parc privé et public des logements les plus énergivores	620 000 €	244 000 €	620 000 €	244 000 €	620 000 €	244 000 €	620 000 €	244 000 €	620 000 €	244 000 €	
Action n°15 : Renforcer l'accès à une information neutre et gratuite à l'ensemble de la population sur la thématique de l'énergie et de l'habitat et redéfinir le rôle des Espaces Info Energie	23 000 €	0 €	23 000 €	0 €	23 000 €	0 €	23 000 €	0 €	23 000 €	0 €	
Action n°16 : Renforcer l'aide aux collectivités dans leurs projets liés à la rénovation, l'extension ou la construction de patrimoine public	15 245 €	0 €	15 245 €	0 €	15 245 €	0 €	15 245 €	0 €	15 245 €	0 €	

Volet Externe										
FONCTIONNEMENT	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018	
Actions	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Déchet										
Action n°17 : Mettre en œuvre les plans et programmes de prévention des déchets	150 000 €	110 000 €	150 000 €	110 000 €	150 000 €	110 000 €				
Agriculture										
Action n°18 : Mettre en place un soutien aux bâtiments agricoles incluant des critères de conception bioclimatique	A définir en fonction des orientations retenues et aux évolutions de la politiques agricoles régionales									
Action n°19 : Expérimenter des solutions de diversification des ressources agricoles comme l'agroforesterie	A définir en fonction des orientations retenues et aux évolutions de la politiques agricoles régionales									
Adaptation au changement climatique										
Action n°20 : Construire une vision prospective du département de demain en prenant en compte l'adaptation au changement climatique	-	-	50 000 €	25 000 €	-	-	-	-	-	-
Sensibilisation et communication										
Action n°21 : Communiquer largement et sensibiliser tous les acteurs autour du Plan Climat sur son volet externe	30 000 €	22 500 €	30 000 €	22 500 €	30 000 €	22 500 €	30 000 €	22 500 €	30 000 €	22 500 €

ANNEXE 2 : BUDGET PCET 2014-2018 EN INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT	Volet Interne									
	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018	
Actions	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Batiment / Energie										
Action n°1 : Etablir un plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public du Conseil	A définir en fonction des orientations retenues									
Transport / Mobilité										
Action n°2 : Etablir un Plan Interne de Mobilité (PIM) pour les trajets domicile travail	A définir en fonction des orientations retenues									
Action n°3 : Développer de nouveaux outils pour les trajts professionnels	A définir en fonction des orientations retenues									
Action n°4 : Engager nos partenaires transporteurs de personnes dans la signature de la charte Objectif CO2	Pas de dépenses ni de recettes pour le Conseil général sur cette action.									
Action n°5 : Former les agents concernés à l'utilisation d'éco comparateur évaluant l'impact environnemental de l'entretien des routes départementales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sensibilisation et communication										
Action n°6 : Communiquer sur les actions menées et leurs résultats et sensibiliser les agents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Volet Externe										
INVESTISSEMENT	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Transport										
Action n°7 : Développer des aires de covoiturage	47 000 €	0 €	47 000 €	0 €	47 000 €	0 €	47 000 €	0 €	47 000 €	0 €
Action n°8 : Expérimenter des solutions innovantes au véhicule individuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Action n°9 : Etablir un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes électriques	-	-	A définir en fonction des orientations retenues							
Energie										
Action n°10 : Soutenir les projets de méthanisation	-	-	A définir en fonction des orientations prises par l'action							
Action n°11 : Soutenir l'ensemble de la filière Bois Energie	90 000 €	0 €	90 000 €	0 €	90 000 €	0 €	90 000 €	0 €	90 000 €	0 €
Action n°12 : Développer une structure juridique afin de porter, gérer et/ou financer les projets de méthanisation, de bois énergie et de gestion du réseau de bornes électriques	A définir en fonction des orientations retenues									
Action n°13 : Aider et accompagner les particuliers dans la transitions vers les énergies renouvelables	45 000 €	0 €	52 500 €	12 250 €	52 500 €	12 250 €	52 500 €	12 250 €	52 500 €	12 250 €
Action n°14 : Favoriser la rénovation énergétique du parc privé et public des logements les plus énergivores	1 500 000 €	0 €	1 500 000 €	0 €	1 500 000 €	0 €	1 500 000 €	0 €	1 500 000 €	0 €
Action n°15 : Renforcer l'accès à une information neutre et gratuite à l'ensemble de la population sur la thématique de l'énergie et de l'habitat et redéfinir le rôle des Espaces Info Energie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Action n°16 : Renforcer l'aide aux collectivités dans leurs projets liés à la rénovation, l'extension ou la construction de patrimoine public	A définir en fonction des orientations retenues									

Volet Externe										
INVESTISSEMENT	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018	
Actions	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Déchet										
Action n°17 : Mettre en œuvre les plans et programmes de prévention des déchets	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-	-	-	-
Agriculture										
Action n°18 : Mettre en place un soutien aux bâtiments agricoles incluant des critères de conception bioclimatique	A définir en fonction des orientations retenues et aux évolutions de la politiques agricoles régionales									
Action n°19 : Expérimenter des solutions de diversification des ressources agricoles comme l'agroforesterie	A définir en fonction des orientations retenues et aux évolutions de la politiques agricoles régionales									
Adaptation au changement climatique										
Action n°20 : Construire une vision prospective du département de demain en prenant en compte l'adaptation au changement climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sensibilisation et communication										
Action n°21 : Communiquer largement et sensibiliser tous les acteurs autour du Plan Climat sur son volet externe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ANNEXE 3 – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ACTIONS

Volet	Thématiques	Objectifs stratégiques	Actions	Objectifs opérationnels	Pilotes	Bénéficiaires	Partenaires	Indicateurs	Ordre de priorité	Planning	Action nouvelle
Interne	Bâtiment / Energie	Réduire nos consommations énergétiques et privilégier l'emploi d'énergies renouvelables pour soutenir l'économie et les entreprises locales	Action n°1 : Etablir un plan de rénovation thermique et de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public du Conseil Général	Réduire les consommations énergétiques de 22.4% (-6750 MWh) et atteindre 30% d'énergies renouvelables (7 000MWh) dans la consommation d'énergie finale en 2020.	Direction des Bâtiments et Logistique	Conseil Général, agents et usagers des locaux	ADEME / Région / SDE03	1/ Consommations énergétiques (conventionnelles et renouvelables) corrigées du climat via un logiciel adapté 2/ Travaux planifiés et réalisés (surface et budget) 3/ CO2 non rejeté 4/ CEE et kWh cumac associés	1/6	2014 et 2015 : Etudes, recherche de financement, développement du logiciel de suivi, corrections des aberrations. De 2016 à 2018 : Réalisation des travaux	non
	Transport / Mobilité	Améliorer le suivi et la connaissance des déplacements afin de développer des outils efficaces pour réduire les consommations de carburants et les émissions de GES.	Action n°2 : Etablir un Plan Interne de Mobilité (PIM) pour les trajets domicile-travail	Réduire les émissions des agents liées aux trajets domicile/travail de 15%	Direction des ressources humaines et communication interne	Agents du Conseil Général	Equipe-projet Plan climat / Direction de la Mobilité	1/ Distances parcourues sur les trajets domicile-travail rapportées au nombre d'agents 2/ Part des solutions alternatives à la voiture individuelle par le biais d'un questionnaire traité informatiquement.	2/6	2014 : Création et diffusion d'un questionnaire. De 2015 à 2018 : Mise en place des outils nécessaires et plébiscités par les agents	oui
			Action n°3 : Développer de nouveaux outils pour les trajets professionnels	Réduire les émissions des trajets professionnels de 15% par rapport à 2011 soit 420 teqCO ₂ , l'équivalent de 140 000 litres de gazole.	Direction des Bâtiments et Logistique	Le Conseil Général	Equipe-projet Plan climat / UTS	1/ Rejets de GES liés à la consommation de carburants et aux types de carburants rapportés au nombre d'agents 2/ Nombre d'outils développés et mis en œuvre	4/6	2014 : Etude des alternatives pour réduire nos émissions De 2015 à 2018 : Mise en place des changements nécessaires à la réduction des émissions (carburants alternatifs, matériel roulant, évolution du module résalier...)	oui
			Action n°4 : Promouvoir la charte « Objectif CO ₂ »	Réduire les émissions des trajets scolaires et des lignes régulières de 15% par rapport à 2011 soit 610 teqCO ₂ , l'équivalent de 160 000 litres de gazole.	Direction de la Mobilité	Les transporteurs	Equipe-projet Plan climat / Transporteurs / ADEME / DREAL	1/ Rejets de GES liés à la consommation de carburants et aux types de carburants rapportés au nombre de kilomètres parcourus	3/6	2014 : Signature de la charte avec les 2 transporteurs de personnes. 2015 : Réflexion sur l'affichage CO2 dans les transports	oui
			Action n°5 : Réduire l'impact environnemental de l'entretien des routes	Réduire au maximum les émissions de GES liées à la réfection des routes en adoptant les techniques les plus favorables pour l'environnement.	Direction de la Mobilité	La population	Equipe-projet Plan climat / ADEME / centre de formation AFPA	1/ Réduction des émissions de GES émises par les solutions retenues par rapport à une solution de référence 2/ Nombre d'agents formés.	6/6	2014 : Formation des agents à l'éco comparateur. De 2015 à 2018 : Adaptation des techniques routières en régie pour réduire l'impact carbone	oui
Sensibilisation et communication	Accompagner les agents dans la compréhension des enjeux liés à la transition énergétique afin de faciliter leur implication dans le Plan Climat.	Action n°6 : Communiquer et sensibiliser les agents sur les actions menées et leurs résultats.	Produire 12 articles dans les outils de communication interne, organiser 3 permanences décentralisées de l'EIE et sensibiliser les agents sur la sobriété énergétique au travail.	Equipe-projet Plan climat	La population	Direction des Bâtiments et Logistique / Direction de la Mobilité / Direction de Systèmes Informatiques / Communication interne	1/ Nombre d'articles parus, 2/ Nombre de lecteurs sur l'intranet, 3/ Nombre d'agents sensibilisés, 4/ Consommations énergétiques	5/6	Une thématique par an et un article par mois.	oui	

Externe	Transport	Favoriser le développement de solutions innovantes à la voiture individuelle compatibles avec la politique du département.	Action n°7 : Développer les aires de covoiturage sur le département	Mettre en œuvre le schéma départemental des aires de covoiturage 2012/2017 qui prévoit 2 aires départementales et 10 aires locales par an.	Direction de la mobilité	La population	Collectivités territoriales	1/ Nombre d'aires créées par an, 2/ Taux de remplissage des aires 3/ Nombre de personnes inscrites sur covoiturage-auvergne.net		Schéma en cours (2013/2017)	non
			Action n°8 : Expérimenter des solutions innovantes au véhicule individuel	Organiser un appel à projet par an	Direction de la mobilité	La population	Equipe-projet Plan climat	1/ Nombre de dossier reçus 2/ Nombre de projet financés	11/13	Concours ou appel à projet à construire en 2014 pour déploiement en 2015.	oui
			Action n°9 : Etablir un schéma départemental de développement d'un réseau de bornes électriques	Développer un réseau de bornes de recharge électrique à horizon 2015 en lien avec toutes les collectivités volontaires du département.	Equipe-projet Plan climat	La population	Direction de la Mobilité / SDE03 / ERDF / ADEME / Région / Collectivités du département	1/ Nombre de bornes de recharge déployées 2/ Nombre de connexions annuelles. 3/ KWh consommés 4/ Nombre d'abonnés Ces indicateurs pourront être complétés par une enquête pour connaître les distances moyennes parcourues par les véhicules électriques de façon à évaluer l'impact carbone.	1/13	Schéma à construire en 2014 pour déploiement entre 2015 et 2018	oui
	Energie	Réduire les consommations énergétiques de tous les secteurs et favoriser le développement des énergies renouvelables en s'appuyant sur les spécificités des ressources locales.	Action n°10 : Soutenir les projets de méthanisation	Atteindre une production de 30 GWh en injection réseau sur le département en 2020 et des productions de 50 GWh électriques et 100 GWh thermiques grâce au biogaz en cogénération	Equipe-projet Plan climat	Le territoire, les agriculteurs, les porteurs de projets	Chambre d'agriculture / Collectivités territoriales / Citoyens ADEME / Région / GRDF / Agriculteurs / FDCUMA / SDE03	1/ Quantités d'énergies produites par typologie de valorisation (gaz, électrique, thermique) 2/ Quantités et qualités d'énergies substituées afin d'évaluer l'impact carbone 3/ Nombre de projets qui aboutissent par rapport au nombre d'études de faisabilité financées par le Conseil général	2/13	2014 : Définition de la méthodologie de soutien et étude de potentiel sur le territoire. Soutien effectif à partir de 2015.	oui
			Action n°11 : Soutenir l'ensemble de la filière bois énergie.	Accompagner le développement de 22 réseaux de chaleur bois dans les collectivités volontaires	SDE03	Les porteurs de projets, les collectivités	ADEME / Région	1/ Quantités d'énergies thermiques produites 2/ Quantités et qualités d'énergies substituées afin d'évaluer l'impact en rejet de GES 3/ Nombre de projets financés.	5/13	2014 : Premières mises en chantier et animation de la filière	non
			Action n°12 : Développer une structure juridique capable de porter, de gérer et de financer les actions 9, 10 et 11 du Plan Climat.	Créer avec tous les partenaires intéressés et les citoyens une Société d'Economie Mixte (SEM) pour le déploiement et la gestion du réseau de bornes électriques sur le département ainsi qu'une SEM dédiée au développement des énergies renouvelables (méthanisation, bois et solaire photovoltaïque).	Equipe-projet Plan climat / Direction Economie Environnement Agriculture Accueil	Les porteurs de projets, la collectivités, le territoire	ADEME / Région / SDE03 / collectivités territoriales de l'Allier / Partenaires privés / Citoyens	1/ Nombre de structures créées 2/ Nombre de partenaires et de citoyens impliqués	6/13	2014 : Groupe de travail avec les partenaires volontaires. 2015 : Création de structure et aide d'autres partenaires (EPL, SCET, CDC, BPI, MACEO, Région...) 2016 : Soutien aux premiers projets	oui
			Action n°13 : Aider et accompagner les particuliers dans la transition vers les énergies renouvelables.	Financer 150 dossiers chaudières bois automatiques sur 5 ans.	Equipe-projet Plan climat	Le grand public	ADEME / Région / EIE / DATPL du Conseil Général	1/ Nombre de dossiers subventionnés 2/ Puissance installée et qualités et quantités d'énergies substituées, 3/ CEE et kWh cumac	7/13	2014 : Adoption du nouveau système d'aide et du nouveau système de gestion des CEE.	non
			Action n°14 : Favoriser la rénovation énergétique du parc privé et public des logements les plus économes.	Rénover 25 000 logements en 10 ans avec un minimum de 25% d'économie d'énergie.	Direction Aménagement du Territoire et Partenariat Local	Le grand public sous condition de ressource	ANAH / Collectivités territoriales	1/ Nombre de contacts dans les OPAH et à la cellule « Habiter mieux » 2/ Nombre de dossiers traités 3/ Economie d'énergie moyenne réalisée après travaux 4/ Quantité et qualité d'énergie substituée le cas échéant		Programme en cours (2013/2022)	non
			Action n°15 : Renforcer l'accès à une information neutre et gratuite à l'ensemble de la population sur la thématique de l'énergie et de l'habitat	Augmenter le nombre de contacts de l'EIE, des OPAH et de la cellule habiter mieux.	Les 3 Communautés d'Agglomération et le Conseil général	Le grand public	ANAH / ADIL / PACT / EIE / CAUE/ OPAH	1/ Nombre de contact de l'EIE, des OPAH et de la cellule « Habiter mieux ». 2/ Indicateurs ADEME	8/13	2014 : redéfinition du rôle et des missions de l'EIE. Communication massive sur le service existant.	non
			Action n°16 : Renforcer les exigences thermiques pour l'octroi d'aides aux collectivités dans leurs projets liés à la rénovation, l'extension ou la construction de patrimoine public.	Bonifier les projets correspondants à une analyse critique technico-économique réalisées par nos partenaires (ATDA, SDE03 ou DDT) par le biais d'un document unique co-construit	Equipe-projet Plan climat	Les collectivités territoriales	SDE03 / ATDA / Collectivités territoriales / DDT / DATPL	1/ Nombre de dossiers subventionnés et typologie de travaux réalisés 2/ Investissements consentis par les collectivités 3/ Economies d'énergie réalisées par rapport à une réalisation de référence 4/ Quantité d'énergie substituée le cas échéant 5/ CEE engendrés et kWh cumac 6/ Nombre de contacts dans chaque structure mentionnées	13/13	2015 : réécriture de la fiche verte	non
			Déchet	Réduire la quantité de déchet à traiter pour une réduction des nuisances et des frais liés à leur gestion.	Action n°17 : Mettre en œuvre les plans et programmes de prévention des déchets.	Réduire de 7 % la quantité de déchets entre 2011 et 2016, soit une baisse de 2 310 t _{eq} CO ₂ ..	Conseil général et les 9 groupements compétents en matière de déchets	Les collectivités territoriales	ADEME et chambres consulaires	1/ Production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant et par an	3/13
	Agriculture	Soutenir le développement d'une agriculture durable, dynamique et diversifiée faisant appel aux ressources locales	Action n°18 : Mettre en place un soutien aux bâtiments agricoles incluant des critères de conception bioclimatique.	Bonifier les projets correspondants à une analyse critique technico-économique réalisée par le SAFAR par le biais d'un document unique co-construit.	Direction Economie Environnement Agriculture Accueil	Les agriculteurs	Région / Chambre d'agriculture	1/ Nombre de dossiers subventionnés et typologie de travaux réalisés 2/ Nombre de diagnostics Dia'terre® réalisés 3/ Economies d'énergie réalisées par rapport à une réalisation de référence 4/ Quantités d'énergie substituées le cas échéant, 5/ CEE engendrés et kWh cumac	10/13	2014 : Définition du cahier des charges pour l'octroi des aides.	oui
			Action n°19 : Expérimenter des solutions de diversification des ressources agricoles comme l'agroforesterie.	Organiser un appel à projet	Direction Economie Environnement Agriculture Accueil	Les agriculteurs	Région / Chambre d'agriculture	1/ Nombre de dossiers reçus ; 2/ Evaluation quantitative et qualitative du projet retenu ; 3/ Volonté du porteur de projet de poursuivre l'expérimentation, de l'étendre ou de la diversifier 4/ Linéaire de haie planté et impact CO2 associé 5/ Nombre d'hectares an agroforesterie et impact CO2 associé	9/13	2014 : Définition du cahier des charges pour l'appel à projet	oui
	Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire	Aménager le territoire de demain pour créer des espaces équilibrés, solidaires, créateurs de richesse tout en conservant leur spécificités et caractéristiques.	Action n°20 : Construire une vision prospective du département de demain en prenant en compte l'adaptation au changement climatique.	Réaliser l'étude prospective	Equipe-projet Plan climat	Tous les secteurs vulnérables face au changement climatique	INRA / Massif central / Région / ADEME	1/ Nombre d'études réalisées	12/13	2014 : Définition du cahier des charges pour la réalisation de l'étude 2015 : Réalisation de l'étude	oui
	Sensibilisation et communication	Mutualiser la communication au niveau territorial en lien avec tous nos autres partenaires.	Action n°21 : Communiquer largement et sensibiliser tous les acteurs autour du Plan Climat sur son volet externe	Définir annuellement un thème commun avec les autres acteurs du territoire et communiquer largement sur le thème sélectionné	Equipe-projet Plan climat	Tous les secteurs	Communication externe / Collectivités territoriales et institutions	1/ Nombre d'outils de communication parus 2/ Nombre de personnes touchées	4/13	Une action de communication mutualisée par an.	oui